

279LM 005/2  
(1941-1947)

Dossier d'agents arrêtés par les autorités Allemandes  
pour différents motifs

DH à DR

21  
D. 1873

2  
D. 1872

D. Hallendie, Eugene



S.N.C.F.

Région d **a Nord**

MRV

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation

NOM \_\_\_\_\_ : **D'HALLUWES**

Prénoms \_\_\_\_\_ : **Eugène, François**

Grade à la S.N.C.F. \_\_\_\_\_ : **Contrôleur technique**

Résidence de service \_\_\_\_\_ : **Arras**

Date d'entrée à la S.N.C.F. \_\_\_\_\_ : **2 Février 1921**

Date et lieu de naissance \_\_\_\_\_ : **21 Août 1898 à La Madeleine (Nord)**

Domicile civil \_\_\_\_\_ : **La Madeleine-les-Lille n° 1 Impasse Carlos  
Bonart, Rue de Marquette.**

Situation de famille \_\_\_\_\_ : **Marié : 1 enfant 21 ans**

Qualités professionnelles \_\_\_\_\_ : **Très bonnes**

Services militaires \_\_\_\_\_ ( **engagé volontaire en 1916 comme matelot méca-**  
( **nicien (Pilote aviateur)**  
( **Démobilisé le 15 Septembre 1919**

Affiliation politique (s'il y a lieu) \_\_\_\_\_ ( **Aucune à notre connaissance**

Date de l'arrestation \_\_\_\_\_ : **20 Juillet 1943 au matin**

Motifs de l'arrestation \_\_\_\_\_ ( **Arrêté à son domicile par la gestapo en même**  
( **temps que sa femme et son fils; cause inconnue**

Condamnation \_\_\_\_\_ : **"**

Date, tribunal, motif \_\_\_\_\_ ( **"**

Eléments de toute nature susceptibles \_\_\_\_\_ ( **"**  
de justifier un recours en \_\_\_\_\_ ( **"**  
grâce \_\_\_\_\_ ( **"**

Lieu d'internement \_\_\_\_\_ : **" prison centrale de Lons.**

Nom du défenseur \_\_\_\_\_ : **"**

518-73  
22 JUL 1943

SCP *du Doullieu*  
*de Doullieu*  
Signé : CAMBOURNAC

M. Jours  $\frac{H = 1 - 43}{15} 30$

M. Hallender avait été  
exécuté le 27 XII - 43 <sup>2e</sup>

(M. Flament. avait copié de la  
lettre écrite par l'agent avant  
son exécution et l'adresserait  
à M. Fullamme)



V.B.N. gp B/2



Paris, le 27 juillet 1943

Monsieur le Directeur,

Comme je vous l'ai signalé par la production de la fiche de renseignements habituelle, M. D'HALLENDRE Eugène, Contrôleur technique à ARRAS, a été arrêté par les autorités allemandes, le 20 juillet 1943, par la Gestapo, en même temps que sa femme et son fils.

M. D'HALLENDRE est un très bon agent qui n'avait, à notre connaissance, aucune attache politique.

Etant donné que le motif de l'arrestation n'est pas connu, je vous propose d'attribuer à l'intéressé une allocation mensuelle égale à la moitié de sa rémunération étant entendu que cette allocation serait révisée ultérieurement si les raisons ayant motivé cette arrestation étaient portées à notre connaissance.

Par ailleurs, et puisque Mme D'HALLENDRE et son fils sont également incarcérés, cette allocation serait tenue en réserve jusqu'à la libération d'un des époux, au jour où ce que l'on trouve dans les papiers personnels de l'intéressé, et qui sont au nom d'un tiers, qui serait chargé de lui faire parvenir ses biens.

Je vous prie de vouloir bien me faire savoir si vous êtes d'accord.

2 AOU 1943

Monsieur le Chef du Service V.B. Le Chef du Service  
de la Voie et des Bâtiements

Je suis d'accord,  
/ L'Ingénieur en Chef,

*J. Berry*

Monsieur le Directeur de la Région NORD.

DR/N2/41  
D.1873

Aves 6 Août 1934

Monsieur Paradis

Mon collègue de Lille m'a informé avoir appris  
par des amis de M. Dhallendré Eugène Contrôleur Bocheux  
arrêté récemment à La Madeleine que celui-ci est incarcéré  
ainsi que sa femme et son fils à la prison Centrale de Loos.

C'est par un mot adressé par le fils <sup>Dhallendré</sup> à M<sup>r</sup> et M<sup>me</sup> Fernay  
36 Rue Gambetta à La Madeleine que le lieu d'incarcération  
a été connu -

Nous n'avons aucune autre précision quant au

motif de Garantation

Paris, le 11 Août 1943

Le Chef du 5<sup>e</sup> Arrond V. B.

Transmis à Monsieur le Chef des Services  
Administratifs

comme suite aux pictus de renseignements  
qui lui ont été adressés le 21 juillet 1943

Le Chef de la Subdivision du Secrétariat  
et du Personnel du Service de la Voie



GN/GB

Copie à Monsieur le Chef du Service de la Voie  
et des Bâtiments à PARIS

L'Ingénieur Principal

~~COPIE à Monsieur le Chef de l'Arrondissement de  
la Voie à ARRAS~~

~~Le Représentant de la S.N.C.F. auprès  
auprès de l'E.B.D. Lille~~

1 de l'E.B.D.  
Lille

6 AOUT 43

arrestation par les  
Autorités Allemandes

Monsieur le CHEF de l'Arrondissement  
de la Voie

9 AOUT 1943

M. Sureau

10 AOUT 1943

A LILLE

M. Wessinger  
M. Pardis

B2

Votre lettre V.B.N.Va 4 du 31 écoulé  
concernant le Contrôleur des engins mécaniques  
DHALLENDRE Eugène de l'arrondissement V.B. Arras  
arrêté le 31 Juillet à son domicile à LA MADE-  
LEINE, par les Autorités Allemandes en même  
temps que sa femme et son fils.

Par lettre S.P.5 St L III 49/43 du 2  
courant, l'E.B.D. Lille répondant à ma demande  
de renseignements en date du 24 Juillet, nous  
informe que cet agent a été arrêté pour avoir  
favorisé l'ennemi.

V.B.N/24 B2

Le Représentant de la S.N.C.F.  
auprès de l'E.B.D. Lille

E.B.D. Lille  
3 P.5  
St L III 49/43

Lille, le 2 AOUT 1943

A la liaison Permanente SNCF  
auprès de l'EBD LILLE

Objet : Eugène DHALLENDRE - contrôleur  
Réf : Votre lettre P.I du 24.7.1943

L'intéressé a été arrêté pour avoir favorisé l'ennemi

signé SCHULTZ



16 AOUT 1943

D.

REG.

16 AOUT 1943

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION  
SERVICES ADMINISTRATIFS

DR/N2/41

D.1873

Monsieur le Directeur  
du Service central du Personnel.

---  
Agent incar-  
céré par les  
Allemands.

Suite à ma transmission du 2 Août  
1943 des notices de renseignements  
concernant M. D'HALLENDRE, Eugène,  
Contrôleur technique à ARRAS.

L'intéressé ainsi que sa femme et  
son fils sont actuellement détenus à  
la prison centrale de LOOS.

P. Le Directeur,

Signé : [Signature]

F. Nord 18
26 AOUT 1943
Services du 18, Rue de Tél. : 40

Le 26 août 1943.

V.B.N. gp B/2

Monsieur le Directeur,

Suite à précédentes correspondances concernant  
M. D'HALLENDRE Eugène, Contrôleur technique à Arras, arrêté  
le 20 juillet 1943 par les autorités allemandes.

Vous trouverez ci-joint, la copie d'une note du  
6 août 1943 de M. LATOUCHE, Ingénieur Ppal, représentant de la  
S.N.C.F. auprès de l'E.B.D. de Lille à M. ADINE, Chef du 4ème  
arrondissement V.B. à Lille, avec la copie d'une note du  
2 août de l'E.B.D. nous avisant que M. D'HALLENDRE a été  
arrêté pour avoir favorisé l'ennemi.

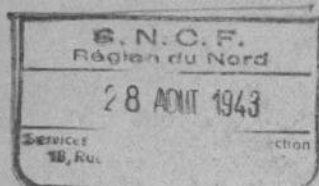
Nous ne possédons aucun autre détail sur cette  
affaire.

Le Chef du Service  
de la Voie et des Bâtiments

Monsieur le Directeur de la  
Région NORD.-

*Quin*





28 AOU 1943

DR/N2/41  
D 1873

-----  
Agent incarcéré  
par les  
Allemands.

Monsieur le Directeur  
du Service central P.

-----  
Suite à ma lettre même  
référence du 16 août 1943.

L'E.B.D. LILLE vient de nous  
faire connaître que M. D'HALLENDRE  
a été arrêté pour avoir favorisé  
l'ennemi.

P. Le Directeur,

Signé : Oudot

Arras, le 7. septembre 1943 (P)



V.B.N. va

Monsieur Faradis.

Arrestations  
par A.O.

Je viens d'apprendre que  
M. D'Hallendre Eugène, Contrôleur  
Technique à Arras, arrêté le 20/7/43  
à 7<sup>h</sup> par la police allemande, 5 rue  
Domicile à La Madeleine by Lille rue Marguerite  
(1. Impasse Charles Bonart), et qui avait été  
incarcéré à la prison Centrale de Lens,  
a été amené à Arras hier 31 cou-  
rant par train 320.

-2 SEP. 1943

Il a été vu par plusieurs agents  
de la gare et de l'arrondissement.

Monsieur D'Hallendre a été  
vu ce jour à midi en gare  
d'Arras recommencé vers Lille  
par deux militaires de la  
police allemande

Le Chef du 5<sup>e</sup> Arrond. V. B.

*Thierry*

Paris. 7. 9. 1943

Transmis à Monsieur le Chef des  
Services Administratifs.

comme suite à précédentes correspondances  
relatives à l'arrestation de cet agent.

Le Chef de la Subdivision du Secrétariat  
et du Personnel du Service de la Voie

6 Décembre 1943.

DR/N2/41

D. AW

Monsieur le Chef de la Subdivision  
du Secrétariat et du Personnel V.B.

VR. VEN. GP B/2  
du 4/11/43.

D'accord avec le Service Central du Personnel, les Services Financiers ont décidé le 23 Août 1943 (lettre F2 CGI n° 101.796) de faire bénéficier du placement à intérêts les sommes gardées en dépôt par la S.N.C.F. (lettre F2 CGI n° 742 du 19 Juillet 1943) pour les prisonniers "politiques" qui n'ont désigné aucun délégataire : cette mesure vise évidemment tous les agents arrêtés par les autorités allemandes pour un motif autre que le vol ou le communisme (1) et qui bénéficient d'une allocation mensuelle mise en réserve en l'absence d'un délégataire désigné.

Vous me demandez de vous confirmer que cette mesure s'applique aux agents d'HALLENDRE, DAMART et CARDAUT incarcérés par les autorités d'occupation pour un motif autre que le vol ou le communisme et qui n'ont désigné aucun délégataire.

La réponse est affirmative.

Le memento de la réunion tenue le 22.9.42 au Service Central du Personnel a prévu que :

"La prime de fin d'année ne sera pas réduite en raison de l'absence.  
"Mais si l'agent n'est pas libéré au moment du paiement des primes  
de fin d'année, sa prime sera mise en réserve et non payée aux ayants  
droit"

La lettre F2 CGI n° 742 du 19 Juillet 1943 de M. BROCHU vise "les sommes gardées en dépôt par la S.N.C.F. en attendant la libération des agents prisonniers qui n'ont désigné aucun délégataire".

La lettre F2 CGI n° 101-793 du 23 Août 1943, de M. BROCHU ne parle plus que "du traitement des agents prisonniers n'ayant désigné aucun délégataire".

La prime de fin d'année étant un accessoire du traitement il va de soi qu'elle doit être bonifiée de l'intérêt au taux d'escompte de la Banque de France, majoré de 1/2 % pour les agents incarcérés par les autorités allemandes, pour un motif autre que le vol ou le communisme, qui bénéficient d'une allocation mensuelle mais n'ont pas désigné de délégataire.

Vous me demandez si les agents incarcérés par les autorités allemandes pour un motif autre que le vol ou le communisme qui bénéficient d'une allocation mensuelle versée à un délégataire qu'ils ont désigné et dont la prime de fin d'année doit, en vertu de "M"

les communistes sont exceptés non pas en raison du motif (politique) de leur détention, mais en raison de leur statut (politique) de leur



du memento du 22 Septembre du Service Central du Personnel, être mise en réserve jusqu'à la libération des intéressés, doivent bénéficier de la même mesure.

Pour la même raison qui a fait accorder cette bonification aux agents incarcérés par les autorités allemandes et qui n'ont désigné aucun délégataire, la réponse est affirmative.

Le Service Central du Personnel m'a donné son accord sur ces deux solutions.

L'Ingénieur en Chef,

signé : CUDOT.

6 Décembre 1943.

Copie pour Monsieur le Chef de la Subdivision  
du Personnel EX. MT.

Pour application le cas échéant,

L'Ingénieur en Chef,

signé : CUDOT.

V.B.N. gp. B/2

LETTRÉ-REPOUSE

Monsieur le Chef des Services  
Administratifs,

Suite à la correspondance ci-jointe des Services Financiers concernant le placement à intérêts du traitement des agents prisonniers n'ayant désigné aucun délégataire.

Cette mesure étant étendue aux agents prisonniers politiques, je pense que nous pouvons comprendre dans cette catégorie les agents arrêtés par les Autorités allemandes et bénéficiant d'une allocation mensuelle.

Tel serait le cas de :

MM.

D'HALLENDRE, Eugène, Contrôleur technique à  
ARRAS,  
DAMART, René, Contrôleur d'entretien des  
Bâtiments à BETHUNE,  
CARDAUT, Roland, aide-ouvrier confirmé à  
MOULIN-NEUF.

Dans le même ordre d'idées nous pourrions faire l'application de ces dispositions à tous les agents incarcérés ayant désigné des délégataires, en ce qui concerne leur prime de fin d'année qui est en réserve jusqu'à libération des intéressés.

Voudriez-vous me faire connaître si vous êtes d'accord?

signé : PARADIS.

73-12-43  
(10<sup>th</sup> 1/2)

Téléphone de M. Lauer.

D'Hallendre aurait été  
condamné à mort par le A.O. le  
12-12-43 pour "avoir favorisé  
l'ennemi".

M. Guillaume demande une  
intervention rapide pour tenter de  
le sauver. La lettre est à la

signature de

D'Hallendre. Pour voir  
M. Cazale a été plusieurs  
à la Hoffel et ont tenté  
auprès de l'ambassade de 13  
14 de prison.

D

Guillaume

17  
L. Lauer  
urgent 13/12

Paris, le 13 décembre 1943

VB.N/ep B/2

Monsieur le Directeur,

M. CANTRAINNE, Chef d'arrondissement V.B. à Arras, apprend par M. POUILLAIN, Inspecteur principal adjoint, adjoint au Chef d'arrondissement de l'Exploitation de Lille, que M. DHALLENDRE, Eugène, Contrôleur technique à Arras, arrêté par les autorités allemandes le 20 juillet dernier, viendrait d'être condamné à mort.

M. DHALLENDRE était un excellent agent et j'estime qu'il convient d'intervenir le plus rapidement possible pour s'efforcer d'obtenir la non exécution de cet agent.

J'insiste donc très vivement pour que vous vouliez bien demander au Service Central du Personnel une intervention rapide en faveur de M. DHALLENDRE.

Le Chef de Service

M. V. ...

*M. Dhallendre a été  
condamné à mort par le Conseil de  
guerre de L.O.F.K. 670 à Lille  
le 12/12/43, sans autre possibilité  
d'avis.*

*Indépendamment de cela, j'ai alerté M.  
Futalot qui fait le nécessaire sans délai.*

*13/12/43*

Monsieur le Directeur de la Région du Nord.





LOOS, le 27 Décembre 1943

Mes Chers parents,

Je dois mourir aujourd'hui; je pars donc en bonne santé avec courage, je désire être enterré à LA MADELEINE après la guerre.

Je désire que vous soyez tous courageux comme je l'ai été moi-même.

Que ma femme et mon fils chéri Edgard, tous deux innocents soient également forts devant le destin.

Qu'Edgard termine ses études et devienne un bon citoyen, qu'il se marie et élève une grande famille en bon chrétien comme il l'a toujours été.

Je vous quitte donc en vous embrassant tous bienfort ainsi que tous mes amis.

Je pardonne à tous et que Dieu ait pitié de moi.

Votre fils qui vous aime.

E. D'HALLENDRE.

P.S. - Merci à tous les amis qui ont bien voulu s'occuper de ma situation. Bons baisers à ma femme chérie et à mon fils adoré.

2<sup>e</sup> P.S. - Demandez une messe pour mon âme à M. le Curé de LA MADELEINE et remerciez M. le Maire pour le beau collier de Noël que j'ai pu encore goûter.

Loos, le 27 Décembre 1943

4 copies  
8/1/43  
Mes Chers Parents,

Je dois mourir aujourd'hui, je pars donc en bonne santé avec courage, je désire être enterré à LA MADELEINE après la guerre.

Je désire que vous soyez tous courageux comme je l'ai été moi-même.

Que ma femme et mon fils chéri Edgard, tous deux innocents soient également forts devant le destin.

Qu'Edgard termine ses études et devienne un bon citoyen, qu'il se marie et élève une grande famille en bon chrétien comme il l'a toujours été.

Je vous quitte donc en vous embrassant tous bien fort ainsi que tous mes amis.

Je pardonne à tous et que Dieu ait pitié de moi.

Votre fils qui vous aime

E. D'HALLENDRE.

P.S. - Merci à tous les amis qui ont bien voulu s'occuper de ma situation. Bons baisers à ma femme chérie et à mon fils adoré.

2ème P.S. - Demandez une messe pour mon âme à Monsieur le Curé de LA MADELEINE et remerciez Monsieur le Maire pour le beau colis de Noël que j'ai pu encore goûter.

LOOS, le 27 Décembre 1943

Mes Chers parents,

Je dois mourir aujourd'hui; je pars donc en bonne santé avec courage, je désire être enterré à LA MADELEINE après la guerre.

Je désire que vous soyez tous courageux comme je l'ai été moi-même.

Que ma femme et mon fils chéri Edgard, tous deux innocents soient également forts devant le destin.

Qu'Edgard termine ses études et devienne un bon citoyen, qu'il se marie et élève une grande famille en bon chrétien comme il l'a toujours été.

Je vous quitte donc en vous embrassant tous bienfort ainsi que tous mes amis.

Je pardonne à tous et que Dieu ait pitié de moi.

Votre fils qui vous aime.

E. D'HALLENDRE.

P.S. - Merci à tous les amis qui ont bien voulu s'occuper de ma situation. Bons baisers à ma femme chérie et à mon fils adoré.

2<sup>e</sup> P.S. - Demandez une messe pour mon âme à M. le Curé de LA MADELEINE et remerciez M. le Maire pour le beau col de Noël que j'ai pu encore goûter.



Arras, le 4 Janvier 1944

YG

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

Affaire d'HALLENDRE, Contrôleur Technique à ARRAS.

Par une lettre du 30 Décembre 1943, M. GERNAEY Louis, 36 rue Gambetta à La Madeleine m'informe que :

" Suivant renseignements obtenus par M<sup>me</sup> d'HALLENDRE mère, M. Eugène  
" d'HALLENDRE a été fusillé le 27 ou 28 Décembre. Ce fait n'est pas encore  
" connu à la Mairie de la Madeleine mais il semble bien que tout espoir est  
" perdu et que l'irréparable est accompli. M<sup>me</sup> d'HALLENDRE mère est allée  
" pour obtenir un bulletin de visite et il lui a été répondu que c'était  
" inutile et que son fils n'était plus. Il lui fut remis alors une lettre  
" de notre ami, datée du 27 où il disait qu'il allait mourir et adressait  
" quelques ultimes recommandations pour l'avenir à sa femme et à son fils.  
" Cette lettre que j'ai lue était empreinte d'une grande résignation et  
" d'un courage admirable ".

J'ai tenu à vous mettre au courant de cette nouvelle bien qu'elle ne soit qu'officiieuse.

Dès que la transcription du décès sera faite à la Mairie de la Madeleine j'établirai l'état 1320 en vue de la liquidation du compte de retraite en faveur de M<sup>me</sup> d'HALLENDRE qui, jusqu'à ce jour, est toujours incarcérée ainsi que M. d'HALLENDRE fils .

P. Le Chef du 5<sup>e</sup> Arrondissement V.B.

.....



SOCIÉTÉ NATIONALE  
DES  
CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
RÉGION du NORD

EXPLOITATION

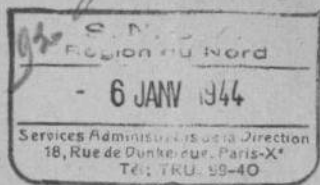
ARRONDISSEMENT

Bureau de l'Ingénieur de l'Exploitation

N°

E 926 B

Lille le 4 Janvier 1944



Monsieur le Directeur,

Le Contrôleur V.B. D'Hallendae, d'arras, condamné à mort par le Tribunal de guerre de la F.H. Lille, a été, comme vous le savez, fusillé le 27 décembre 1943.

Quelques heures avant sa mort, cet agent a écrit à ses parents une lettre d'adieux dont vous trouverez ci-joint la copie - et dont la simplicité d'expression accentue le caractère tragique -

Madame D'Hallendae et son fils sont toujours incarcérés et il semble que leur jugement ait été retardé - Le jeune homme était élève à la

Personnelle

M. V. ingénieur  
ingénieur n. 6 rue  
document

Marché 13 - Lot - Indépendant de Cambrai - 20 E 47660 3 41

Faculté de Médecine de Lille  
et je pense qu'il sera possible  
à la SNCT de l'aider, le  
moment venu, à terminer  
ses études et à se faire une  
situation conforme au vœu  
suprême de son père.

Votre respectueux et tout dévoué

Carbucbe

M. Audot

6/1/44

Le Service VB est au courant.

M. Plamont en a entretenu M. Dem...  
et doit lui envoyer copie de la lettre de  
l'agent à sa famille.

M. Girouard

renvois une  
copie à M. Girouard  
10/1/44

cl  
8

Lettre du 14-1-44 du Chef du 5<sup>e</sup> Arr. V. B. à Arras.

M<sup>me</sup> d'Hallendre a été condamnée le 11-1-44  
par le tribunal militaire allemand à 2 ans de prison.  
Compte-tenu des 6 mois de prison préventive, elle a encore 1 an 1/2  
à accomplir. Vers la 10-3-44 (1/3 de la peine étant effluée)  
son avocat demandera une réduction de peine.  
Rien de nouveau pour la fille d'Hallendre.

VBN gp B2

22-1-44

Transmis à M. le Directeur  
en le priant de vouloir bien faire saisir le  
S.C.P. pour qu'une intervention soit faite de notre  
côté en faveur de M<sup>me</sup> d'Hallendre dont le mariage  
a été célébré le 27-12-43.

Le Chef du 5<sup>e</sup> Arr. V. B.

signé Guillaume

DR/N2/41-D7873

25-1-44

M. Guillaume

Il ne s'agit pas d'un agent S.N.C.F. et  
sa libération n'aura aucune répercussion sur la  
marche du service. Les motifs de la condamnation  
n'ont, d'autre part, rien à voir avec le chemin  
de fer.

Pour ces divers motifs, je pense qu'il n'est  
pas indiqué de faire intervenir la S.N.C.F.

Le Directeur

Signé : CAMBOURNAC

S. N. C. F. Région du Nord
26 JANV 1944
Services Administratifs de la Préfecture 18, Rue de Dunkerque, Paris-X <sup>e</sup> Tél: TRU. 93-40



25-1-44

28 JANV 1944

M. L. Lincus

INFECTION  
PARIS-X

Je comprends très bien le sentiment

qui pousse M. Lillaume, mais comme  
il ne s'agit pas de la SNCF,  
le SLP acceptera-t-il d'intervenir?

Au surplus, elle a un avocat qui  
paraît disposé à agir au temps utile.

Clément

28/1

28/1

pour avoir favorisé l'accès  
pour possession d'armes prohibées  
les sujets suivants :

- 1.) LISFRANC, Paul, de Marcq-en-Barœul.
- 2.) D'HALLENDRE, Eugène, de La Madeleine.
- 3.) TORGUE, Adolphe, de Marcq-en-Barœul.
- 4.) BERIOT, Pierre, de Denain.

Tous les condamnés appartenaient à une organisation qui avait pour but de préparer, le cas échéant, la révolution contre le pouvoir légitime du pays. A cet effet, ils s'occupaient de procurer et de distribuer des armes à la population. En dehors de cela, ils favorisaient la fuite d'aviateurs ennemis. Au moment de leur arrestation ils étaient porteurs d'armes à feu à l'encontre des ordonnances publiées à plusieurs reprises.

Chacun de ces actes est punissable de la peine de mort.

Signé : BERTRAM  
Generalleutnant

Lille, le 3 février 1944.

28/2  
m  
yants

22/2  
Vu

Aras 9/2/44

Cadastre de la Ville de Lille

Transmis à Monsieur le  
Chef du Service V.B.

Avis paru dans la presse  
régionale du Nord et emanant  
de l'O.F.V. de Lille, au sujet  
de la condamnation à mort de  
M. d'Halleux Eugène Contrôleur  
technique à aras

VOIE-BÂTIMENTS  
12 FEB 1944  
SECRETARIAT

M. Paradi

Le Chef du 5<sup>e</sup> Arrond' V.B.

14 FEB 1944

B2

VRM/gf/182

*gulli*

25 février 1944

Transmis à Monsieur le Directeur  
pour le tenir au courant.

Le Chef du Service  
des Voies et des Bâtiments

*Alma*

117  
Direction du Nord  
26 FEB 1944  
Services Administratifs de la Direction  
18, Rue de Dunkerque, Paris-X  
Tél: TRU 35-40

M. le Directeur.

La situation pécuniaire du fils (22 ans) de  
M. D'Hallandre, fusillé par les Allemands,  
nécessite une aide de notre part.

Mais étant donné que, comme sa mère, le  
jeune D'Hallandre est cohéritier de la succession  
de notre agent, je suis d'avis de lui accorder  
une aide immédiate de 5.000<sup>+</sup> pour poursuivre  
ses études à l'I.D.N. non pas à titre de  
secours, mais à titre d'acompte sur les  
sommes qui reviendront à la succession.

Je vous propose de répondre dans ce sens  
à M. le Chef du Service R.B.

Un Vingt  
on accorde un secours de  
5000<sup>+</sup> 6/10

Le Directeur  
Signé: DEGARDIN

# Règlement des sommes dues à M. Schallendre

I. Sommes payées au titre de la lettre P1259. (1) 30441.  
représentant le soldo entière pour la  
période du 20 juillet 1943 date d'arrestation  
de M. Schallendre au 27 Décembre 1943 date  
du décès (M. Schallendre ayant été reporté  
en Allemagne n'avait pu bénéficier de  
l'allocation mensuelle qui avait été mise  
en réserve.).  
Paiement  
effectué en juillet  
1945

II Sommes payées au titre de la lettre P7938  
et récupérables sur la pension militaire qui  
pourra être attribuée à M. Schallendre (1) 40320.  
Période du 28 Août 1943 au 31 Août 1945  
Pays en deux fois en  
août et septembre 1945

III Sommes payées au titre d'arage et  
pension "retraite".  
Période du 28/12/43 au 30/9/45. 18324  
Pays en juillet 1945

(1) 30.441  
40.320  

---

70.761

Reçu par V.B. 12/10/1945



17-10-48

M. Pichal

Il me paraît indispensable ~~de~~  
dans un cas semblable de <sup>un</sup>  
joindre les lettres vivies du SCP  
et en particulier la P. 7938  
au sujet de laquelle M. le  
Directeur a indigné : " de quoi  
s'agit-il ? "

2  
— Ma la Brest  
fais m'en au mot  
après avoir complété  
Hedley

Monsieur le Directeur,

Mme d'HALLENDRE, objet de la proposition V.B. ci-jointe, a touché depuis son retour en France les sommes suivantes :

- en juillet 1945, au titre de la lettre P. 1259 du 8.11.1944, la solde entière de son mari pour la période du 20.7.43 (date de son arrestation) au 27.12.45 (date du décès) qu'elle n'avait pu toucher étant elle-même déportée ..... 30.441 f.
  - en août et septembre 1945, au titre des parag. I et II de la P. 7938 du 29.7.42 comme avance sur la pension de l'Etat, pour la période du 28.12.43 au 31.8.45 ..... 40.320 f.
  - en juillet 1945, au titre arrérages de pension S.N.C.F. pour la période du 28.12.43 au 30.9.45 ..... 18.324 f.
- 
- soit ..... 89.085 f.

Mme d'HALLENDRE a dépensé à l'occasion de l'inhumation de son mari et pour divers soins médicaux une somme évaluée à 19.373 frs.

Le Service V.B., bien que reconnaissant que la situation de l'intéressée ne puisse être critique actuellement, vous propose en sa faveur un secours de 5.000 frs.

Déportée pendant près de 2 ans (arrêtée par la Gestapo le 20.7.1943) Mme d'HALLENDRE a besoin de soins médicaux, ainsi d'ailleurs que son fils âgé de 23 ans qui avait été arrêté en même temps qu'elle mais fut libéré en septembre 1944.

C'est à la suite d'une visite que lui a faite le Chef de district de La Madeleine et vraisemblablement sur le conseil de celui-ci qu'elle a exposé sa situation pécuniaire.

Je vous propose de suivre la proposition de M. GUILLAUME.

L'Ingénieur en Chef,

*D'annand  
(s) Hébent  
21.10.45*

D. 1873

D.R. 2.

Phénix, Berlin

PARIS, le 18 Juillet 1941

VB.N.gp B/2

Monsieur le Chef des Services  
Administratifs,

Je viens d'être informé que les  
cantonniers DUBRULLE Jules et PINON  
René, de LA CHAPELLE, ont été mis en  
état d'arrestation dans la soirée du  
16 Juillet; le premier nommé, par  
des gendarmes français accompagnés  
de soldats allemands, le second, par  
des autorités allemandes.

Je me rapproche du service local  
à l'effet d'obtenir des renseignements  
au sujet de ces arrestations et vous  
tiendrai au courant.

Par ailleurs, l'aide-surveillant  
S.E.S. DHENIN Bertin, de St-OMER-en-  
CHAUSSEE, a été arrêté le 16 Juillet  
par les autorités occupantes, pour  
détention d'arme.

Le Chef de la Subdivision  
du Secrétariat et du Personnel V.B.  
S : PARADIS.



An

Société Nationale des  
Chemins de Fer Française,

Beauvais.

— Auf Ersuchen vom 9. 8. 41 —

Der Bahnangestellte Bertin D h e n i n, wurde durch rechts-  
*kommissar des ch. fer. a été*

kräftiges Urteil des hiesigen Gerichts vom 6. 8. 41 wegen verbotenen  
*condamné par le H. commandant du T. de G. 8. 41 à 8 mois de prison*  
Waffen- und Munitionsbesitz zu 8 (acht) Monaten Gefängnis verurteilt.  
*pour détention d'arme et munitions interdites*

Seine Entlassung erfolgt voraussichtlich am 12. 4. 42.

*sa libération sera faite vers le 12/4-42*

*Mosser*  
Kriegsgerichtsrat *PM*



AGENTS SE TROUVANT DANS L'IMPOSSIBILITE D'ASSURER  
LEUR SERVICE DU FAIT DES AUTORITES ALLEMANDES

Nom et prénoms : M. DERNIN, Bertin, Louis, Hector

Grade : Aide-surveillant S.E.

Etablissement (1) : 182<sup>e</sup> district de Saint-Omer-en-Chaussée

Né le : 5 août 1914 - Commissionné le 4 janvier 1939.

Situation de famille (2) : Marié depuis le 7 août 1940, père d'un enfant né le 16 octobre 1940.

Absent (3) du 16 juillet 1941.

au (4)

Motif de l'absence (5) : incarcéré pour motif inconnu. Des renseignements donnés par  
Mae Dénin, l'agent serait accusé de détention d'arme à feu.

Rémunération mensuelle de l'agent (6) :

Eléments fixes	: 1.370 f.
Charges familiales	: 170 f.
	<hr/> 1.540 f.

AVIS

Observations du Chef du Service : Cet agent n'a jamais donné lieu à observations dans l'exécution de son service. Il semble avoir fait preuve d'imprudence en conservant des armes et des munitions, bien que sa femme ait déclaré que l'accusation contre lui soit dénuée de fondement.

Le Chef du Service est d'avis d'intervenir en sa faveur.

DR/NL/41 - D1873

Transmis à M. le Directeur du Service Central P.

Comme suite à sa lettre P/5329 du 15 mai 1941,  
l'incident est traité sans ordre pendant son absence. Un secours lui sera accordé  
cas échéant après examen.

25 OCT 1941

LE DIRECTEUR DE L'EXPANSION

Signé : CAMBOURNAG

5<sup>e</sup> cat. = A.F. + 5/10<sup>e</sup> rem. } Aide. surveillant S.E, arrêté  
le 16. 7. 41 et condamné à 8 mois  
de prison pour détention d'armes et munitions: traité avec  
soldat  
A la femme et l'enfant (1 an) se sont retirés chez les  
beaux-parents de l'agent; le loyer de 150<sup>f</sup> par mois continue  
d'être dû.

A.F. (170<sup>f</sup>) +  $\frac{1}{2}$  rem (705<sup>f</sup>) = par mois 875<sup>f</sup>.

Compte-tenu de A, je serai d'avis d'accorder un  
secours de 500<sup>f</sup>

Heys 13. 12. 41

Secours de 500 fr  
accordé par décision de M. le Directeur  
du 13. 12. 41.

Paris, le

23/12/41

VB.N. sp B/2

lettre-réponse

S. E. C. F.  
REGION du Nord

24 DEC 1941

DIRECTION de L'EXPANSION  
SERVICES ADMINISTRATIFSMonsieur le Chef  
des Services Administratifs

Suite à précédentes correspondances concernant M. DHENIN BERTIN aide-surveillant S.E. à St.Omer-en-Chaussée, mis en état d'arrestation le 15 juillet 1941 par les Autorités allemandes pour détention d'armes. Cet agent a été condamné à 8 mois de prison.

Je vous prie de vouloir bien me faire savoir s'il y a lieu de retirer à la famille de l'intéressé toutes les facilités de circulation.

Le Chef de la Subdivision du  
Personnel et du Secrétariat du Service  
de la Voie

*[Signature]*

*fonction D. ch  
donc affe  
9-1-41  
rep. d'accus*

A

13 142  
le marty -  
voir A ch  
rep à VB

↓  
que si donne à  
la dactylographe

Paris, le 24 JAN 1942

Le chef des services Administratifs

à M. le Chef de la Subdivision du  
Secrétariat et du Personnel VB

DR/N2/41

D 1873

VR:VB Ngp B/2

du 23/12/41

L'aide-surveillant S.E. Dhenin, Sautin,  
de St-Omer - en - Chaussée, incarcéré par les  
autorités d'occupation doit bénéficier de  
secours mensuels (catégorie A<sup>5</sup>).

Les facilités de circulation ne sont donc  
pas à retirer à sa famille (instructions du  
SCP dont je vous ai envoyé copie le 16-1-1942).

Koudriez - vous me faire parvenir un  
nouveau P XVIII - 1 en sa faveur



Signé : Oudot.

M. le Directeur,

Proposition ci-contre de M. Guillaume  
à la suite de mon papillon ci-dessous,  
vous avez accordé le 13-12-41 un secours  
de 500<sup>+</sup> à Dhénin.

Conformément à vos directives du 5-1-42,  
un secours mensuel de 850<sup>+</sup> à 875<sup>+</sup> pourrait  
être accordé à cet agent.

Étant donné que M<sup>me</sup> Dhénin et son bébé  
sont hébergés par les beaux-parents de  
l'intéressé, ce secours mensuel pourrait  
n'être versé qu'à compter du 1-1-42.

Il devait normalement être <sup>livré aux</sup> ~~versé~~  
16 mars, si l'agent est bien libéré  
au bout de ses 8 mois de prison ?

16/3 18/3/42  
M. Oudet

J'ai déjà dit à l'inspecteur qu'il ne faut pas lui  
poser à donner un effet rétroactif sur des  
liquidations qui ont été exécutées en  
accord avec les décisions de la A.O.

Donner 850 / par mois. fait le 18/3/42



9 Mars 1942 R.S.



Monsieur le Directeur ,

M. DHENIN Bertin, aide-surveillant S.E. à St OMER en Chaussée,  
a été incarcéré par les autorités allemandes le 16 juillet 1941 pour détention d'armes  
et a été condamné à 8 mois de prison.

Cet agent rentre dans la catégorie de ceux pouvant bénéficier d'un  
secours mensuel correspondant à 50% de la rémunération, augmenté de la totalité des  
allocations familiales.

Cette rémunération étant de 16.926 frs ( voir R, page 1) le secours  
mensuel s'établirait donc comme suit:

Part sur la rémunération :	$\frac{16.926 \text{ frs} \times 50}{12 \times 100}$	=	705 frs
Allocations familiales :	$\frac{2.040 \text{ frs}}{12}$	=	170 frs

soit un total de 875 frs *par mois.*

Le décompte de la somme à payer au 28 février serait donc le suivant:

Juillet	$\frac{705 \times 16}{31}$	=	363 frs
---------	----------------------------	---	---------

Du mois d'août à fin février ( 7 mois à 705 frs ) =	4935 frs
$170 \times 16$	

Allocations familiales: Juillet	$\frac{170 \times 16}{31}$	=	88 frs
---------------------------------	----------------------------	---	--------

Du mois d'août à fin février ( 7 mois à 170 frs ) =	1190 frs
---	----------

soit au total : 6576 frs

A déduire *secours* ~~acompte~~ accordé par décision du 18 décembre 1941 : 500 frs

reste à payer : 6076 frs

Je propose de faire mandater de suite cette somme au nom de  
Mme DHENIN et d'attribuer dorénavant un secours mensuel de 875 frs.

Le Chef du Service  
des Rentes et Pensions  
*Prunier*

Région ou Service Central :

Division ou Service :

Arrondissement, Subdivision, etc. :

Mod. P. XVIII - 1.

# Proposition de Secours non renouvelable, de prêt ou d'avance

(Application de l'Instruction Générale N° 53, du 28 Novembre 1938.).

Nom et prénom de l'agent ou de l'ex-agent :

Matricule :

Grade et résidence administrative :

Ancienneté des services :

Motif du départ (Retraite, réforme, démission, décès, etc...) :

(1) Nom, prénom, âge, qualité du demandeur, degré de parenté, avec l'agent ou l'ex-agent

Adresse postale du bénéficiaire :

Gare où le paiement devra être fait le cas échéant :

Etat-civil du demandeur (Célibataire, marié, veuf, divorcé) :

Situation de famille	Enfants	G <sup>1</sup> 1 an 1/2	G <sup>2</sup> ans	G <sup>3</sup> ans	G <sup>4</sup> ans	G <sup>5</sup> ans	G <sup>6</sup> ans	-1
		F <sup>1</sup> ans	F <sup>2</sup> ans	F <sup>3</sup> ans	F <sup>4</sup> ans	F <sup>5</sup> ans	F <sup>6</sup> ans	
	Beaux-enfants	G <sup>1</sup> ans	G <sup>2</sup> ans	G <sup>3</sup> ans	F <sup>1</sup> ans	F <sup>2</sup> ans	F <sup>3</sup> ans	
	Descendants, ascendants							
	Collatéraux vivant normalement sous son toit							

## RESSOURCES ANNUELLES

Traitement ou pension	9.750.-
Indemnité de résidence	5.260.-
Allocations familiales	1.416.-
Allocations diverses	2.040.-
Primes de travail	
Gratification annuelle	400.-

## AUTRES RESSOURCES

Pension militaire	
Conjoint	
Enfants	rien

Autres personnes habitant avec l'agent

TOTAL 19.866

## A DÉDUIRE

Arrérages de dettes	rien
Avances - Prêts	

RESSOURCES NETTES 19.866

## DÉPENSES ENGAGÉES OU A ENGAGER

NATURE	RÉGLÉES	NON RÉGLÉES
Le traitement de l'agent a été suspendu depuis le 16-7-1941 pour de très incarcération		
PIÈCES JOINTES		

## OBSERVATIONS

- L'agent est propriétaire de sa maison : Non
- Il paie un loyer annuel de : 1800<sup>f</sup> en garni
- Il est logé gratuitement : Non

1° par la S. N. C. F.

2° par un membre de sa famille.

(Bayer les mentions inutiles)

Total des dépenses

f. réglés au moyen de

justifiées par les

f. dont

pièces jointes

f. non réglés.

(1) Si le demandeur n'est pas l'agent ou l'ex-agent.

Avantages en argent ou en nature accordés par la Caisse de Prévoyance ou en dehors de la S. N. C. F. (Assurances Sociales État - Départe- ment - Commune etc...).	En cas de maladie du conjoint (ou d'un enfant) Prestations de la Caisse de Prévoyance ou des A. S.			EN CAS DE NAISSANCE					
	DÉTAIL DES SOMMES REÇUES OU A RECEVOIR			Accouche- ment gratuit	Allocations communales départemen- tales, patronales.	Prime d'allaitement	Assistance aux femmes en couches	Caisse de Prévoyance ou A. S. Conjoint.	Autres interventions.
	Prestations en espèces (A.S.)		Remboursement de frais médicaux et pharmaceutiques						
	JOURS	SOMMES							

AVIS DU CHEF LOCAL	SECOURS, AVANCES ou PRÊTS DÉJÀ ACCORDÉS AU COURS DES 5 DERNIÈRES ANNÉES		
	DATES	MONTANT	NATURE ET MOTIF
<p>Qualité des services :</p> <p><i>Bon agent - donne toute satisfaction annuel sur service de façon très satisfaisante.</i></p> <p>Justification de la demande (après vérification des motifs invoqués) :</p> <p><i>Cet agent a été incriminé par les autres allemands depuis le 16 juillet 1941.</i></p> <p><i>La femme ne dispose d'aucune ressource pour elle et son jeune enfant - ils se sont retirés chez les beaux parents de l'agent.</i></p> <p>Le 11 février 1942</p> <p>SIGNATURE DU CHEF LOCAL :</p> <p><i>May</i></p> <p>vu : Le S/Ingénieur Chef de Section <i>Hautmann</i></p>	18.11.41	500 <sup>+</sup>	<i>même motif que ci-dessus.</i>

S. N. C. F.  
RÉGION du NORD

17 MARS 1942

DIRECTION de L'EXPLOITATION  
SERVICES ADMINISTRATIFS

17 MAR 1942

D. R. / N2 / 47 - D 1893

V. R. : V. B. N. 9p B/2

du 9-3-42.

M. le Chef du Service V. B.

A l'examen de votre P ~~XXII~~-1  
concernant l'aide-surveillant S. E. Dhenin  
Bertin, de St Omer en Chaussée, incarcéré  
par l'A. O. depuis le 16-7-41 pour détention  
d'armes, M. le Directeur a précisé "qu'il ne  
peut pas être question de donner un effet  
rétroactif aux décisions bienveillantes qui ont  
été arrêtées en conférence hebdo. du 30-12-41 en  
faveur des agents arrêtés par les A. O."

En outre, M. Dhenin et son fils, qui  
ont reçu un secours par décision du 18-12-41,  
sont hébergés par les beaux-parents de l'agent.

Par suite, M. le Directeur a décidé  
d'accorder à cette famille un secours de 850  
par mois à compter du 1. 1. 42 et jusqu'à la  
libération de l'intéressé.

Voudriez-vous faire le nécessaire à  
cet effet.

En Chef des Services Administratifs.

Signé : Oudot



20 MAR 1942

DR/N2/41.D1873

V.R.: VBN/2p B2

du 17-3-42.

*Retour*  
à M. le Chef de la Sous-direction  
du 1<sup>er</sup> et de du Personnel K.B.

Je n'ai pas d'objection à la remise  
en service de l'aide-surveillant S.E. Othman  
Bertin lorsqu'il aura été libéré par l'A.D.

Mais l'intéressé devra aussitôt être  
mis à même de s'expliquer par écrit sur  
l'infraction aux décrets français et aux ordonnances  
allemandes sur la détention des prisonniers qu'il a  
commise. Et qui l'a mis dans l'impossibilité  
d'accomplir son service pendant près de 9 mois. Une  
proposition de punition sera à adresser à M.  
le Directeur de l'Ex.

Signé : Oudot



R.S.

Paris, le // Mai 1942.

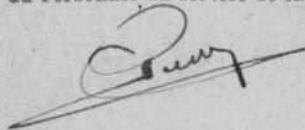


Monsieur le Chef des Services  
Administratifs,

Suite à précédentes correspondances concernant M. DHENIN Bertin, Aide-surveillant S.E. à St OMER en CHAUSSEE, arrêté par les Autorités allemandes, le 16 juillet 1941.

Je vous informe que l'intéressé a été libéré et a repris son service, le 13 avril 1942.

Le Chef de la Subdivision du Secrétariat  
et du Personnel du Service de la Voie



*13 mai  
libéré*



S.N.C.F.  
Région ~~du~~ Nord

Le Directeur  
de  
l'Exploitation

DR/N.2/41  
D. N° 1873

Libération d'agent  
incarcéré par  
les Allemands

Le 6 MAI 1947



Monsieur le Directeur du Service  
Central P.

Suite à la fiche de renseignements concer-  
nant l'agent surveillant St. Omerin,  
Bertin, agent surveillant St. Omer  
que je vous ai adressée le 25 Octobre 1941

Cet agent, incarcéré par les autorités  
d'occupation depuis le 16 Juillet 1941  
a été libéré le \_\_\_\_\_ et a repris  
son service le 13 Avril 1942.

*S.* Le Directeur de l'Exploitation,

Signé : Oudot

REGION DU NORD

PARIS, le 18 MAI 1942

Services Administratifs

RAPPEL D'AFFAIRE ~~ADMINISTRATIVE~~

Référence	Date de la communication rappelée	Désignation sommaire de l'affaire	Observations
<p>DK/KK/41 D 1873</p>	<p>20 Mars 1942.</p>	<p>Sanction pour contumace de. Surveillant S. L. Spencey, Burtin de St Omer et Beaumont <del>filles</del> pour les Allemands.</p> <p><u>Le Chef des Services Administratifs</u></p> <p><i>Quar</i></p> <p>19 MAI 1942</p>	<p>W. Dupont (B2)</p> <p>7</p>

Monsieur ~~le~~ le Chef de la Direction du Secours  
et du Personnel V.B.

Paris, le 20 mai 1942

Monsieur le chef des Services administratifs.

Je ne suis pas encore en possession de  
propositions du chef S. Arrondissement.

Je lui rappelle à nouveau cette  
affaire -

Le Chef de la Subdivision du Secrétariat  
et du Personnel du Service de la Voie

*[Signature]*



Reçu le 25-6-42

18-5-42

Demander à V.B.

Rappeler à V.B.

le 18 MAI 1947

Signé : Oudot

Service de Monsieur  
*Guéber*  
ARRONDISSEMENT

## BULLETIN D'ENQUÊTE

Titulaire de l'établissement d'attache  
SOCIÉTÉ NATIONALE  
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

REGION O-R

VOIE ET BATIMENTS

182 DISTRICT

Titre statuaire  
de SAINT-OMER - CHAUSSEE (Nord)

Résidence administrative

*Dhérin Bertin*

*Surveillant S.E.*

*S<sup>on</sup> Ouvrier en charge*

N°

### EXPOSÉ DES FAITS:

Circonstances et conséquences de la faute. Précisions sur les prescriptions réglementaires enfreintes.

Le 16 juillet 1941, dans la Courant de la nuit, les Gendarmes Allemands se présentèrent à la gare de St Omer en chef et demandèrent à parler à M<sup>r</sup> Dhérin. Ce dernier travaillait à ce moment à l'entretien des installations de la gare.

Il fut immédiatement appréhendé par les gendarmes allemands qui l'emmenèrent à son domicile pour y effectuer une perquisition, puis à Beaumont. Jugé par le Tribunal Militaire, il fut condamné à une peine de prison pour détention d'armes.

Monsieur Dhérin qui j'ai interrogé le jour de l'arrestation de son mari m'a déclaré qu'aucune arme n'avait été découverte chez elle au cours de la perquisition effectuée par les autorités Allemandes.



(Timbre et signature du Chef de l'agent

— 2 —

# AVIS, PROPOSITIONS OU DÉCISIONS :

(le cas échéant, mentionner que l'agent a refusé de fournir ses explications écrites; joindre et énumérer les déclarations écrites des témoins P.V. d'échange de vues rapports spéciaux, schémas, extraits de registres sémaphoriques, etc...)

N°

1° — de M. Kolb J. Chef de District à St Aurélien  
(Nom) (Titre statutaire) (Résidence d'emploi)

M. Dhémin a toujours assuré son service avec diligence et  
dévouement. D'après les explications fournies par cet agent, il s'agit  
d'un vieux habitué je ne suis pas d'avis d'infliger une nouvelle  
peinture à M. Dhémin qui a déjà subi quatre d'empêchements.

A St Aurélien le 24.1. 1942  
(Lieu et date) (Titre et signature)

*[Signature]*

N°

2° — de M. Hayebroux J. H. Ingénieur Chef de District

*Avis conforme*

A Beauvais le 26/5/ 1942  
(Lieu et date) (Titre et signature)

*[Signature]*

N° 262 X

3° — du Chef de Service Régional :

*Sanction laissée à la décision de  
M. le Directeur, compte tenu des bons services  
habituels de l'agent*

A Paris le 28 Mai 1942

900  
-200- 1942

(Timbre et signature)  
**L'Ingénieur de la Vape**

*thy*

N°

4° — du Chef de Service :

A — le — 19 —  
(Signature)

N°

5° — du Chef du Service :

A — le — 19 —  
(Signature)

**Cadre réservé au Service du Personnel**

Punition notifiée le

Libellé à inscrire sur  
la feuille de personnel

*16/4/41 s'est mis dans une  
situation qui le suscite d'attirer  
107 services du 16 juillet 1941 au  
12 août 1942*

**PARTIE RÉSERVÉE AU SERVICE CENTRAL**

DEMANDE D'Explications

(explications, observations, déclaration, etc.)

ÉCRITE

Dhénin Bestin

Aix-sur-Isère S.E.

Résidence: St Omer en ché

EXPOSÉ SUCCINCT DE LA DEMANDE

Veuillez me faire connaître pour quelles raisons vous avez  
encouru une peine d'emprisonnement prononcée par un  
Tribunal militaire allemand, ce qui vous a empêché d'assurer  
votre service du 16 juillet 1941 au 12 Avril 1942 -

à St Omer en ché le 2-1 1942

(Timbre et Signature)

Le Chef de District

REPOSE DE L'AGENT DATÉE ET SIGNÉE

Requiem le Chef de District

J'ai subi une peine d'emprisonnement, infligée par les autorités allemandes,  
consistant à la durée de mon absence pour avoir donné un verre  
froid allemand provenant de la grande guerre de 14-18 et que j'avais  
trouvée sur une table de ferraille.

à St Omer le 2-1 1942

(Signature de l'Agent)

Dhénin



Paris , le 28 Mai 1942

Voie et Bâtiments  
1<sup>er</sup> ARRONDISSEMENT  
VB.N.\_va.1

RAPPORT de M.WESTRELIN , Inspecteur Divisionnaire  
de 1<sup>ère</sup> classe , au sujet de l'incarcération de  
l'Aide-Surveillant S.E. DHENIN Bertin de  
Saint-Omer-en-Chaussée

-----

L'aide-surveillant S.E. DHENIN Bertin a été arrêté  
par les Autorités Allemandes le 16 Juillet 1941, à 11 h,  
alors qu'il travaillait à la Sous-Station de St-Omer -  
en-Chaussée .Une perquisition infructueuse fut faite  
aussitôt à son domicile,mais DHENIN fut néanmoins incar-  
caré à la prison d' Amiens .

Traduit le 6 Août 1941 devant un Tribunal Militaire  
allemand ,il fut condamné à 8 mois de prison pour déten-  
tion d' armes et munitions interdites , sans bénéfice  
de prévention .

M.DHENIN a repris son service à St-Omer -en-Chaussée  
le 13 Avril 1942 .

Interrogé sur les motifs de son arrestation l'inté-  
ressé nous a déclaré qu'il avait troqué un vieux revolver  
de marque allemande " Erfurt 1910" contre du matériel de  
T.S.F. ,avec M.RUBIN Dépanneur à Beauvais , 2,Rue du  
Tour de Ville .

M.RUBIN trouvé en possession de l'arme par les  
Autorités d'occupation ,en indiqua la provenance et  
notre agent fut arrêté .

M.DHENIN déclare que l'arme avait été trouvée par  
lui dans un tas de ferrailles près de St-Just-des-Marais.

Si une sanction administrative doit être prise contre  
lui, pour son absence , il conviendrait de tenir compte  
de ce qu'il s'agit d'un bon agent .

1<sup>er</sup> Inspecteur Divisionnaire de 1<sup>ère</sup> Cl



S.N.C.F.  
RÉGION du NORD

- 7 JUIN 1942

DIRECTION de L'EXPLOITATION  
SERVICES ADMINISTRATIFS

RECEVÉ 8 P 52

PARIS, le 6 juillet 1942 <sup>AP</sup>

Monsieur le Directeur,

Le 16 juillet 1941 dans la matinée M.DHENIN Bertin, aide-surveillant S.E. à St-Omer-en-Chaussée, qui était occupé à l'entretien des installations de cette gare a été arrêté par les Autorités allemandes dans les circonstances relatées dans le rapport ci-joint de M.Westrelin, Inspecteur divisionnaire à Paris.

Condamné par les autorités d'occupation à 8 mois de prison à compter du 6 août 1941 pour détention d'armes et munitions interdites, ainsi qu'il est indiqué dans la lettre ci-annexée du 18 août 1941 de la Feldkommandantur 580 d'Amiens, cet agent a été libéré le 6 avril et a repris son service à St-Omer-en-Chaussée le 13 avril 1942.

Vous trouverez ci-joint le bulletin d'enquête auquel sont annexées les explications écrites de l'intéressé.

4- M.DHENIN est âgé de 27 ans, il est marié et père d'un enfant de 18 mois. Il n'a encouru aucune punition depuis son entrée à la région le 1er avril 1938 et a obtenu l'indice de prime de fin d'année N de 1939 à 1941.

J'estime que dans cette affaire notre agent a fait preuve d'une imprudence grave, mais qu'il l'a chèrement payée par la longue détention qu'il a subie. Je suis d'avis, en conséquence, et compte tenu que M.DHENIN n'était plus en possession de

.....

l'arme, de limiter la sanction au blâme avec inscription au dossier pour s'être mis de son fait, dans l'impossibilité d'assurer son service.

Je vous prie de vouloir bien me faire savoir si vous êtes d'accord.

Votre bien dévoué,

/ Le Chef du Service  
de la Yole et des Bâtimens



15 JUIL 1942

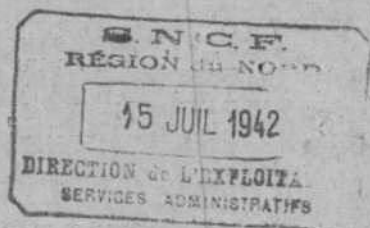
DR/N 2/V. d. 1873.

M. Guillaume

M. le Directeur est d'accord pour limiter  
la sanction au B.A.

Le Chef des Services Administratifs

Signé : Oudot



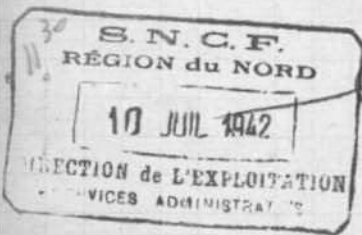
M. le Directeur

8 Juillet 1942

En raison des circonstances de cette affaire, exposées par M. Westrelin dans son rapport joint, je suis d'avis - comme M. Guillaume - de limiter au B. A. I. la punition à infliger à l'aide-surveillant S. E. Dhenin Bertin, de St Omer en Chaussee, pour s'être mis par sa faute dans l'impossibilité d'assurer son service du 16-7-41 au 13-4-42.

- Nous n'obtiendrions sans doute aucun éclaircissement satisfaisant en nous adressant aux A. O. et force nous est de nous en tenir aux déclarations d'un agent, greffier local qualifié de "bon agent".

9/7 Elmeron  
D'accord pour BAI



Li  
10 juil 10/7  
Indupuis  
95

D. 1873

Shondt, Fidèle

SR2

~~retr. 2/4~~  
att. att.



Titre statutaire *manœuvre à l'essai*

DATE DE *MANÈGE* (au crayon)

Résidence *La Plaine*

(au crayon)

Radiation { date du départ de la Cie

motif

N <sup>o</sup> d'ordre	N <sup>o</sup> d'entrée	N <sup>o</sup> d'ordre	N <sup>o</sup> d'entrée	N <sup>o</sup> d'ordre	N <sup>o</sup> d'entrée	N <sup>o</sup> d'ordre	N <sup>o</sup> d'entrée
1		16		31		46	
2		17		32		47	
3		18		33		48	
4		19		34		49	
5		20		35		50	
6		21		36		51	
7		22		37		52	
8		23		38		53	
9		24		39		54	
10		25		40		55	
11		26		41		56	
12		27		42		57	
13		28		43		58	
14		29		44		59	
15		30		45		60	

3000. m. 26

(Noms et Prénoms)

Quand l'agent quitte la Compagnie, la date et le motif de son départ doivent être portés sur cette chemise qui doit être aréolée par un trait tracé en diagonale, au crayon de couleur, dans toute sa longueur, puis classée à part.



S.N.C.F.

Région du Nord

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation.



NOM. .... : **DHONDE**  
Prénoms. .... : **Fidèle, Armand, Lucien**  
Grade à la S.N.C.F. .... : **Auxiliaire manoeuvre**  
Résidence de service .... : **Lens**  
Date d'entrée à la SNCF. .... : **21 décembre 1942**  
Date et lieu de naissance .... : **14 novembre 1920 à Petite Synthe (Nord)**  
Domicile civil .... : **83, Cité Devocelle à Lens (P-de-C)**  
Situation de famille .... : **Marié, deux enfants (3 ans 1/2 et 1 an 1/2)**  
Qualités professionnelles .... : **Bonnes**  
Services militaires .... :  
(grade, campagnes, citations, blessures).  
Affiliation politique (s'il y a lieu) .... : **Nous ne la connaissons pas**  
Date de l'arrestation .... : **27 juillet 1944 vers 13 heures à son domicile pendant la coupure du déjeuner**  
Motif de l'arrestation .... : **Mesures de représailles des Autorités d'occupation contre la population à la suite d'un attentat contre des membres de l'Autorité allemande.**  
Condamnation .... :  
Date, Tribunal, Motif .... :  
Éléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce .... :  
Lieu d'internement .... : **Inconnu - Il paraît que les otages seront envoyés en Allemagne.**  
NOM du défenseur .... :

L'E.B.D. a été avisé.

Libéré le 22. 4. 45

Reprise service 2. 5. 1945.

S. 1873  
11 AOUT 1944

Service Central du Personnel

Mr. Division

Le Directeur

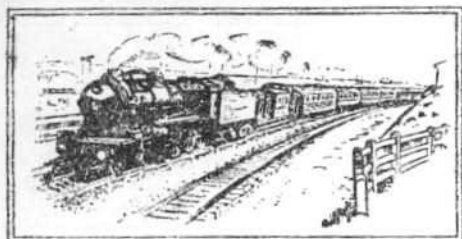
P. Courty

J.C. Darnie le 15. 5. 45 par l'adjudant Collet.

17. Mars 1945

Sans nouvelle depuis son départ en Allemagne

---



Téléphone : TRUdaine 58-54  
— — 58-55

MAR 17 AVRIL 1945  
Fédération Nationale des Travailleurs de Chemins de Fer

# UNION DES SYNDICATS CONFÉDÉRÉS DE LA RÉGION DU NORD

19, Rue Baudin, PARIS-IX

N° 1989

MD/JL

19, RUE PIERRE SÉMARD

Paris, le 16 Avril 1945

ENTRÉE N° 28905  
DOSSIER N°

17 AVR 1945  
La Fédération des Chemins de Fer de la Région du Nord  
18, rue de Dunkerque, Paris-X  
Tél. TRU 39-40

*4 Oudot  
hi Larmant  
le 8/11/44 s'agit d'un ami  
bien aux aux. Si on C.F. Larmant ne  
paie - m/ps? Attention immédiate à l'avance  
à la famille d'après le cas -*

*Passé à la Subdivision du Personnel*

Monsieur HEBERT

Directeur de la Région du Nord  
18, rue de Dunkerque PARIS

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous transmettre le cas et la situation difficile de la famille de notre camarade DHONT Fidèle auxiliaire manoeuvre arrêté comme otage et déporté le 4/8.44 en Allemagne.

Cet agent qui est père de deux enfants ne touche que l'allocation familiale.

Nous demandons à la Région Nord de bien vouloir appliquer les termes des accords du 8.11.44 allouant la rémunération aux familles des agents qui sont actuellement déportés en Allemagne.

En espérant que vous voudrez bien nous tenir au courant de la suite donnée,

Recevez, Monsieur le Directeur, l'assurance de notre considération distinguée.

Un Secrétaire Général:

M. DE LOISON

Dhont Fidele

Ouvr M<sup>re</sup> Leus.

Libere le 22. 4. 45

Reprise de service le 2. 5. 45

<sup>d'avis</sup>  
Indemnité collectif aduon 158 45/5/45

mettre le dossier sous la main  
rentrera.

CLASSEMENT

D.R.N. 2741. D. 1873.

OBJET DE L'AFFAIRE

Application de la lettre du 8/11/44 à la  
famille de l'auxiliaire manoeuvre Diant  
Fidèle, arrêté comme otage et déporté  
en Allemagne le 4/8/44.

Origine : M. S. R. N. Destinataire : Directeur.

Répondre le : .....

Date : 16/4/45

Référence : N° 1989 - M. D. J. L.

Suite à donner : Urgent. La lettre du  
8/4/44 s'applique aussi bien aux auxiliaires  
qu'au C.P. Pourquoi ne paye-t-on pas ?  
attribuer immédiatement une avance à la famille  
et régler le cas.  
Délai : .....

acompte de  
10.000 fr. avant  
ch'achemin.

Transmissions en 1945

Date des rappels :

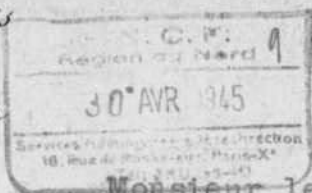
M. Jarmantier Date : ..... Le .../.../....  
Signé : HÉBERT  
M. .... Date : ..... Le .../.../...  
M. .... Date : ..... Le .../.../...

Suite donnée .....



*Société Nationale  
des  
Chemin de fer Français  
Région du Nord  
Service du  
Matériel et de la Traction  
R.C. Sime: 2764488*

LA CHAPELLE, le 28 AVR 1945 MT.8 GT



A3 n°3881

Monsieur le Directeur  
à PARIS

2  
7  
DHONT Fidèle, AUXILIAIRE-MANŒUVRE  
A LENS (V.W) - DÉPORTÉ EN ALLEMAGNE  
RÉGULARISATION DE SOLDE.

Requête ci-jointe en retour.  
Un acompte de 10.000 f a été  
mandaté à la famille de l'intéressé  
le 19 courant.

La Subdivision de la Comptabilité  
fait, d'autre part, le nécessaire pour  
la régularisation de la situation de  
l'intéressé.

L'Ingénieur en Chef,  
Chef du Service  
du Matériel et de la Traction,

*ndx*

UNION DES SYNDICATS CONFEDERES DE LA REGION  
DU NORD.

(lettre n° 1989 MD/JL du 16 Avril 1945)

M. DELOISON

Conformément aux accords du 8 Novembre 1944,  
un acompte de 10.000f a été mandaté le 19 Avril  
1945 à la famille de l'auxiliaire manoeuvre  
DHONT, Fidèle, de LENS (VW) déporté en Allemagne.

La Subdivision de la Comptabilité MT fait,  
d'autre part, le nécessaire pour la régularisation  
de la situation de l'intéressé.

*fiche remise  
à M. Deloison  
le 15/5/45*

UNION DES SYNDICATS CONFEDERES DE LA REGION  
DU NORD.  
(lettre n° 1939 MD/JL du 16 Avril 1945)  
M. DELOISON  
-----

Conformément aux accords du 8 Novembre 1944,  
un acompte de 10.000f a été mandaté le 19 Avril  
1945 à la famille de l'auxiliaire manoeuvre  
DHONT, Fidèle, de LENS (VW) déporté en Allemagne.

La Subdivision de la Comptabilité MT fait,  
d'autre part, le nécessaire pour la régularisation  
de la situation de l'intéressé.

*fiche remise  
à M. Abraham  
le 15/5/45*

9

1873

(SKE)

Shout, Teoy.



S.N.C.F.  
Région du NORD

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les autorités d'occupation

NOM : ..... LEONT

Prénoms ..... Léon, Isidore, Henri

Grade à la S.N.C.F. .... auxiliaire manoeuvre

Résidence de service .... dépôt de TOURCOING

Date d'entrée à la S.N.C.F. .... 15.12.1943

Date et lieu de naissance ..... 13.5.1915 à WATTRELOS

Domicile civil ..... 31, Bd des Couteaux peulongs à WATTRELOS

Situation de famille ..... marié - sans enfant

Qualités professionnelles .....

Services militaires ..... { 41<sup>e</sup> Infanterie Coloniale - Caporal  
(grade, campagnes, citations, campagne 1939/40  
blessures) .....

Affiliation politique (s'il y a lieu) ..... { Neant

Date de l'arrestation ..... 27.1.1944

Motif de l'arrestation ..... { Arrestation le 27.1.1944

Date, Tribunal, Motif .....

Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce .....

Lieu d'internement .....

Nom du défenseur .....

Libéré le 27/1/44  
(cassé)  
et remis en S.C.F.  
5/9/44  
S.C.F. arrêté le  
7/10/44  
par liste n° 6

D. 1873

S.C.F. Direction  
Le Directeur

-3 FEV 1944

Signé : CAMBOURNAG



Oct. 1873

(KR<sup>2</sup>)

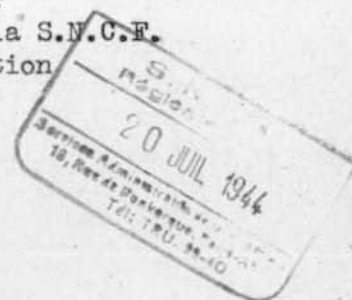
Drait, Charles.

at

S.N.C.F.

Région du Nord

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation



Nom : DIART  
Prénoms : Charles  
Grade à la S.N.C.F. : Auxiliaire V.B.  
Résidence de service : VALENCIENNES  
Date d'entrée à la S.N.C.F. : 7 janvier 1943  
Date et lieu de naissance : 8 avril 1924 à VALENCIENNES (Nord)  
Domicile civil : 37, Chemin de la Fraternité-Cité des Cheminots à VALENCIENNES.  
Situation de famille : célibataire (nd)  
Qualités professionnelles : bonnes  
Services militaires (grade, campagnes, citations, blessures) : Néant  
Affiliation politique (s'il y a lieu) : Aucune à notre connaissance  
Date de l'arrestation : 11 juillet 1944 à 5 h.  
Motifs de l'arrestation : arrêté au cours d'une rafle alors qu'il se trouvait chez un ami à Couplevoie, près de Fournies (Nord). motif inconnu.  
Condamnation : Démarche faite auprès des autorités allemandes en vue de connaître le motif de l'arrestation.  
Date, tribunal, motif :  
Éléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce :  
Lieu d'internement : emmené à VALENCIENNES.  
Nom du défenseur : D. 1873

JCP du Service  
de l'Intérieur

Signé : LEMAIRE

Retour en France  
le 1<sup>er</sup> avril 1945 (SCP après)  
20 JUL 1944

S.N.C.F.

Région du NORD

D.R/N.2/41

D. 1873

S.N.C.F. Région du Nord
- 7 SEPT 1944
Services Administratifs de la Direction 18, Rue de Dunkerque, Paris-X* Tél: TRU. 39-40

- 7 SEPT 1944

Agent incarcéré  
par les Allemands

Monsieur le Directeur du Service  
Central du Personnel,

Suite à ma transmission du 20 Juillet  
1944 de la notice de renseignements concer-  
nant l'auxiliaire V.B. DIART, Charles, de  
VALENCIENNES.

L'intéressé aurait été dirigé sur l'Al-  
lemagne le 27 Juillet 1944.

Le Directeur,

Signé: OUDOT

Exploitation

Liaison Permanente  
avec l'E.E.D.-Lille

Lille, le 17 août 1944.

AP

Monsieur le Chef de l'Arrondissement de la Voie  
à LILLE.

Votre lettre Va4 MI du 18 juillet concernant l'auxiliaire cantonnier  
DIART Charles, du district de Valenciennes, arrêté par les Autorités alle-  
mandes le 11 juillet à Couplevoie.

Par lettre 3 P1b Pos du 7 courant dont copie ci-dessous, l'E.E.D.-Lille  
nous informe que cet agent a été arrêté en représailles pour sabotage et  
envoyé le 25 juillet en Allemagne pour le service du travail.

Le Représentant de la S.N.C.F.  
auprès de l'E.E.D.Lille  
"LATOCHE"

EBD-Lille - 3 P 1b Pos  
St L III 195/44

Lille, le 7 août 1944.

Objet : Arrestation de DIART  
Votre lettre du 19-7

Nous apprenons que DIART a été arrêté en représailles pour sabotage  
et a été envoyé le 25-7 en Allemagne pour le service du travail.  
D'autres mesures ne semblent pas être envisagées.

Dr Fenwarth.

VEN/Va4-MI  
DIART Charles  
auxiliaire  
arrêté par les A.A.

Lille, le 24 août 1944

Copie à Monsieur PARADIS, Chef de la Subdivision du  
Secrétariat et du Personnel à PARIS  
à titre d'information et suite à mes notes des 1-4 et 11 et  
Le Chef d'Arrondissement  
ADINE

VB.N. gp B2

Paris, le 5 octobre 1944.

Copie à Monsieur le Chef des Services Administratifs  
pour le tenir au courant suite à précédentes correspondances  
concernant l'intéressé.

Le Chef de la Subdivision du Secrétariat  
et du Personnel du Service de la Voie



*[Signature]*

*6/10*  
*in mart*



Lille 17 Août 1944

YG

COPIE

Liaison Permanente  
avec l'E.B.D. LILLE  
P. 1

Monsieur le Chef de l'Arrondissement  
de la Voie  
à LILLE

Votre lettre Va 4 Ml du 18 Juillet concernant l'auxiliaire  
cantonnier DIART Charles, du district de Valenciennes, arrêté par les  
Autorités Allemandes le 11 Juillet à Couplevoie.

Par lettre 3 Plb Pos du 7 courant dont copie jointe, l'E.B.D.  
LILLE nous informe que cet agent a été arrêté en représailles pour  
sabotage et envoyé le 25 Juillet en Allemagne pour le service du travail.

Le Représentant de la S.N.C.F.  
auprès de l'E.B. D. LILLE

Copie à Monsieur le Chef de la Subdivision du Personnel  
Service de la Voie et des Bâtiments  
à PARIS

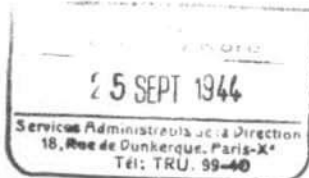
Le Représentant de la S.N.C.F.  
auprès de l'E.B.D. LILLE  
" LATOUCHE "

V.B.N. gp B 2

Paris, le 23 septembre 1944

Copie à M. le Chef des Services Administratifs

pour le tenir au courant, suite à précédentes correspondances  
concernant cet auxiliaire.



Le Chef de la Subdivision du Secrétariat  
et du Personnel du Service de la Voie

259  
m. m. m.



C O P I E  
-----

Lille le 7 août 1944

E.B.D. LILLE  
3 P 1b Pos  
St L III 195/44

A la SNCF  
Lille

Objet : Arrestation de DIART  
Votre lettre du 19.7

Nous apprenons que DIART a été arrêté en représailles pour sabotage et a été envoyé le 25.7 en Allemagne pour le Service du Travail. D'autres mesures ne semblent pas être envisagées.

Signé : DF FENWARTH

COPIE

Valenciennes le 1<sup>er</sup> août 1944

Monsieur LOYEZ,

Je vous confirme ma communication téléphonique.

La famille de M. DIART Charles a reçu une lettre de leur fils l'informant qu'il se trouvait à Bruxelles et qu'il devait être emmené à Vienne, jeudi prochain 3 août.

Il demande que la S.N.C.F. fasse le nécessaire si possible pour sa libération.

Le Chef de District ppal

.....

Transmis à M. l'Ingénieur, suite à ma communication téléphonique du 1<sup>er</sup> courant.

le 4-8-44

le S/Ingénieur Chef de Section  
"LOYEZ"

Lille, le 11-8-1944

Copie à Monsieur PARADIS, Chef de la  
Subdivision du Secrétariat et du Personnel  
à Paris

à titre d'information et suite à ma note  
du 4 courant.

P/Le Chef d'arrondissement

....

Paris, le 12 septembre 1944

Copie à Monsieur le Chef des Services  
Administratifs

comme suite à ma note du 17.8.1944.

Le Chef de la Subdivision  
du Personnel et du Secrétariat V.B.

13 SEPT 1944

14/9

*un mail*

*C'est la  
compadichie  
de la lettre  
du 1-8-44  
de Lille.  
Le S.C.P. a été  
défautier  
cf 7*

Lille, le 1er Août 1944.

VB.N.Va 4 VA<sup>1</sup>  
BIART Charles  
 auxiliaire  
 arrêté par les A.A.

Monsieur PARADIS,  
 Chef de la Subdivision du Secrétariat  
 et du Personnel, Paris

Par note du 18 juillet, je vous ai informé de l'arrestation par les A.A. de l'auxiliaire BIART Charles de Valenciennes.

Malgré des interventions répétées :

- démarche du 17/7/44 auprès de la Kreiskommandantur de Valenciennes
- lettre du 18/7 à la Kreiskommandantur de Valenciennes
- lettre du 21/7 à M.Reime T.R.I. à Valenciennes
- démarche du 24/7/ à la Kommandantur de Valenciennes
- Notes des 18 et 27/7 à Monsieur LATOUCHE, Ingénieur Ppal. nous n'avons pu connaître le motif de l'arrestation ni obtenir sa remise à notre disposition.

Le 26/7, la Kreiskommandantur de Valenciennes a informé la famille de l'intéressé qu'il était transféré à Lille, avec les jeunes gens de Couplevoie, arrêtés en même temps que lui et qu'ils étaient susceptibles d'être déportés en Allemagne.

Le départ pour l'Allemagne a eu lieu le 27/7/ dans la soirée.

.....

Paris, le 17. Août 1944

VB.N.gp.B2

Copie à Monsieur le Chef des Services  
 Administratifs

S. N. C. F. 16.2 Région
30 AOUT 1944

pour le tenir au courant,

Le Chef de la Subdivision du Secrétariat  
 et du Personnel du Service de la Voie

25  
30/8  
4/2  
un autre 19

Région NORD

Valenciennes le 28 Juillet 1944.

Service de la Voie  
et des Bâtiments

Monsieur LOYEZ

Suite à ma note du 26 courant relative à l'arrestation de  
M. DIART Charles, auxiliaire cantonnier à Valenciennes.

M. REIME T.R.I. à Valenciennes est intervenu auprès de la  
Feldgendarmérie de Valenciennes mais n'a pu nous donner de rensei-  
gnements autres que ceux que nous connaissons, c'est-à-dire que  
DIART a été arrêté à Couplevoie dans une rafle suite à actes de  
sabotage commis dans la région.

Mme DIART mère de notre agent est allée hier 27 Juillet voir  
son fils à Lille, DIART Charles n'a pas été interrogé à Valenciennes,  
il doit l'être à Lille, mardi prochain.

Mme DIART pouvant voir son fils journellement est retournée à  
Lille ce jour. Mr DIART Charles est incarcéré rue Royale à Lille.

Le Chef de District Ppal

-----  
Transmis à M.l'Ingénieur, pour avis. Suivant note ci-jointe  
du 29 courant de M.FOUCART l'auxiliaire DIART a été emmené en  
Allemagne le 29 courant, sans avoir été interrogé.

Le S/Ingénieur Chef de Sect<sup>ion</sup> "LOYEZ"

-----  
VEN/va-M1

Lille le 4 Août 1944

DIART Charles  
auxiliaire  
arrêté par  
les A.A.

COPIE à Monsieur PARADIS, Chef de la Subdivision  
du Secrétariat et du Personnel à PARIS.

Suite à ma note du 1er courant  
P/Le Chef d'Arrondissement

.....

V.B/N.GP-B2.

Paris, le 30 Août 1944.

Copie à Monsieur le Chef des Sces Administratifs.  
Pour le tenir au courant.

Le Chef de la Subdivision  
du Personnel et du Secrétariat V.B.



*Ray*

31 8  
*un warts*



Dec. 1873

Didier, Emile

Dec.

g



S.N.C.F.

Région d<sup>u</sup> **NORD**

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation

NOM : **D I D I E R**

Prénoms : **Emile - Arvide**

Grade à la S.N.C.F. : **Inspecteur Divisionnaire de 1ère classe S.E.S.**

Résidence de service : **ARRAS**

Date d'entrée à la S.N.C.F. : **1er Octobre 1912**

Date et lieu de naissance : **30 Mars 1889 à Vaucelles-Beffecourt (Aisne)**

Domicile civil : **22, rue de Bapaume, Arras**

Situation de famille : **Marié, sans enfant**

Qualités professionnelles : **Très bonnes**

Services militaires (grade, campagnes, citations, blessures) : **Service normal du 2/10/10 au 25/9/1912 au 45<sup>e</sup> Rég<sup>t</sup> d'Infanterie à Laon. Rappelé sous les drapeaux du 2/8/1914 au 29/5/1917**

Affiliation politique ( s'il y a lieu ) : **Néant à notre connaissance**

Date de l'arrestation : **24 Juillet 1943 à 7 heures par la Gestapo, après perquisition.**

Motifs de l'arrestation : **Inconnu**

Condamnation :

Date, tribunal, motif :

Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce :

Lieu d'internement : **27 JUIL 1943**

Nom du défenseur :

1873

SCP au Directeur

Suivant état collectif du Service V.B. (cloné)  
dossier Courteaux Robert, A. Didier  
avait décidé en Allemagne

Signé : CAMBOURNAC

LILLE, le 31 juillet 1943.

GL.

Liaison Permanente  
avec l'E.B.D. LILLE

Le Représentant de la S.N.C.F.  
auprès de l'E.B.D. LILLE

**CONFIDENTIEL**

à E.B.D. LILLE

Hd 2588

Ainsi que nous l'avons indiqué à vos Services, Monsieur DIDIER - Inspecteur Divisionnaire - Chef des Services Electriques et de la Signalisation du 5<sup>e</sup> Arrondissement de la Voie à ARRAS - a été arrêté à son domicile le 24 au matin par la police allemande.

En vue des mesures à prendre pour faire assurer son Service la S.N.C.F. désirerait connaître le motif de cette arrestation et la durée probable de l'incarcération de Monsieur DIDIER.

J'attire votre attention sur le fait que l'absence de Monsieur DIDIER, spécialiste des questions de signalisation, risque de troubler l'exécution des travaux des raccordements militaires dont vous demandez l'exécution rapide dans la région d'ARRAS.

COPIE à Monsieur le Chef du Service VOIE & BATIMENTS à PARIS

Le Représentant de la S.N.C.F.  
auprès de l'E.B.D. LILLE

"LATOUCHE"

**V.B.N.gp.B2**  
SOCIÉTÉ NATIONALE

PARIS, le 16 Août 1943

des CHEMINS de FER FRANÇAIS

Région NORD

Copie à Monsieur le Chef des Services Administratifs

Service de la Voie  
et des Bâtiments

pour le tenir au courant.

Le Chef de la Subdivision  
du Personnel et du Secrétariat V.B.

25  
17/8

17.8  
univerty

*[Signature]*



COMPAGNIE  
du  
CHEMIN DE FER  
du Nord.

TRAVAUX & SURVEILLANCE

Réponse à la lettre

N°  
N° A<sup>83</sup> 277

Paris la Chapelle

, le 11 octobre 1904

NORD-TRAVAUX  
Service Central

12 OCT 1904

Rép<sup>n</sup> G Pièce

N° 439. 1

Monsieur l'Ingénieur en chef

Le 2 octobre 1903 j'ai eu l'honneur de vous informer que je venais de mettre en expérience une peinture présentée par M. Y. Gilg et que je vous aviserais du résultat obtenu dès qu'on pourrait formuler un avis définitif.

Cette peinture a été appliquée en septembre 1903, partie à l'intérieur, partie à l'extérieur des ateliers de la Section des Bâtiments, à Paris.

Elle ne résiste pas à l'extérieur et s'effrite même à l'intérieur.

Dans ces conditions, il n'y a pas à hésiter à rejeter l'emploi de cette peinture et il n'y a pas lieu de prolonger l'observation de cet essai.

Très Respectueusement

L'Ingénieur de la Voie

P.S. Il convient d'ajouter qu'un essai de peinture des obstacles bas de la voie, fait avec ce produit, a donné également de mauvais résultats.

CLASSER

Va  
17/8

Monsieur Robiquet, Ingénieur en chef des Etablissements à Paris

1. août 1943



Lettre-réponse

Monsieur le Directeur,

Comme je vous l'ai signalé par la production de la fiche de renseignements habituels, M<sup>r</sup> DIDIER Emile, Inspecteur Divisionnaire de 1ère classe S.E.S. à Arras, a été arrêté par la Gestapo, le 24 juillet 1943, à son domicile à 7 heures du matin.

M. DIDIER n'avait, à notre connaissance, aucune attache politique.

Etant donné que le motif de l'arrestation n'est pas connu, je vous propose d'attribuer à l'intéressé une allocation mensuelle égale à la moitié de sa rémunération étant entendu que cette allocation serait révisée ultérieurement si les raisons ayant motivé son arrestation étaient portées à notre connaissance.

Je vous prie de vouloir bien me faire savoir si vous êtes d'accord.

DR/N2/41 12 AOU 1943

M. le Chef du Service VB.

Le Chef du Service  
de la Voie et des Bâtiments

Je suis d'accord.

P. le Directeur,

S. Gering

Monsieur le Directeur de la Région NORD.

Arcas 11 Août 1943

Confidentiel

L'inspecteur le chef de la Division  
de l'entretien.

Suite à ma note du 8/7/43 vous informant de  
l'arrestation de M. Didier suite Inspecteur Divisionnaire S.F. à  
Arcas.

Je vous avise que le 6 ct. Mme Didier a été  
invitée par des militaires allemands à suivre ceux-ci à la  
police. Nous pensions que c'était pour interrogatoire car Mme Didier  
n'avait pas été invitée à se munir de linge.

Or, j'ai appris hier que Mme Didier est incarcérée  
à la prison d'Arcas. Elle a pu faire parvenir à sa mère  
une demande de vêtements.

Le Chef du 5<sup>e</sup> Arrond' V. B.

Le Paradis



Le Jour

13/17 1943

13/17 1943

Paris, le 17 août 1943.

Transmis à Monsieur le chef des Services  
Administratifs

comme suite à précédentes correspondances relatives  
à l'arrestation de Monsieur Didier

Le Chef de la Subdivision de Secrétariat  
et de l'Administration des Services de la S.F.

18/8  
un infanterie

au dossier



Arresté le 28 Août 1943

Personnel

Didier Emile.

Suppl. D<sup>e</sup> de 1<sup>er</sup> cl.

3078

à Paris

31 AOU 1943 J

B2

X

Monsieur l'Ingénieur en Chef,  
(Monsieur Demanup)

Prétextant un motif de service et, accompagné de M<sup>r</sup> Jeager, j'ai pu entrevoir hier matin, M<sup>r</sup> Didier en présence de 2 officiers allemands et d'un interprète.

Cette faveur m'avait été refusée il y a 3 semaines parce que l'instruction de l'affaire était en cours.

La santé de M. Didier n'est pas ébranlée; il conserve un excellent moral mais trouve le temps long.

J'ai demandé aux officiers allemands qui ont autorisé cette entrevue:

1<sup>o</sup> s'il était possible de connaître le motif de l'arrestation

2<sup>o</sup> si la détention serait de longue durée.

À la première question la réponse fut négative; à la seconde, il me fut répondu que Monsieur Didier avait laissé une excellente impression au cours des différents interrogatoires et que sa libération dépendait surtout de lui. Je n'ai pu en savoir davantage. Il sera interrogé à nouveau dans le courant de la semaine prochaine et j'ai tout lieu de croire que le jugement

interviendra assez rapidement maintenant mais nous ne serons fixés qu'alors sur le sort de M. Didier.

M. Didier n'a jamais été enfermé en cellule; il peut lire quelques livres ou brochures reçus par la Croix-Rouge.

J'ai obtenu l'autorisation de lui faire parvenir un colis tous les 15 jours ainsi que quelques livres.

Au cours de la conversation j'ai demandé à M. Didier s'il désirait établir une délégation de solde au nom de sa mère conformément aux indications de la note du 23 Août de Monsieur Paradis à Monsieur Roussel mais, ignorant, encore l'incarcération de sa femme, il a manifesté le désir que cette délégation soit rédigée au nom de celle-ci. Les officiers allemands furent alors dans l'obligation de lui révéler que Madame Didier était également arrêtée - M. Didier accepta le coup sans se départir de son calme.

Je joins la demande de M. Didier sollicitant le versement, au nom de sa mère, de l'allocation mensuelle <sup>accordée</sup> en vous priant de vouloir bien y donner une suite favorable afin que Madame Didier mère puisse toucher cette allocation dès que possible.

J'ai rendu visite hier après midi à Madame Didier mère qui habite actuellement le logement de son fils 22 Rue de Bapaume à Arras et l'ai informée de la conversation que je venais d'avoir avec son fils.

Elle s'est montrée fort touchée des dé-

marchés tentés auprès des autorités d'occupation  
et m'a prie de remercier la S.N.C.F. de la sol-  
licitude qu'elle porte à son malheureux fils.

Elle s'occupera de la confection et de la  
remise des colis chaque quinzaine

Votre respectueux et dévoué.

Le Chef du 5<sup>e</sup> Arrond<sup>t</sup> V.B.

*[Signature]*



V.B.N/gf/B2

7

Paris, le 9-9-1943

transmis à Monsieur le chef des Services  
Administratifs.

comme suite à précédentes correspondances relatives  
à l'arrestation de M. Didier, Suspecté de SF et Omes.

Des instructions sont données au service de la  
comptabilité V.B pour faire payer à M<sup>me</sup> Didier  
M<sup>me</sup> l'allocation mensuelle qui a été attribuée à  
M. Didier par décision de M<sup>r</sup> le Directeur du 12 août 1943

au dossier

Le Chef de la Subdivision du Secrétariat  
et du Personnel du Service de la Voie

*[Signature]*

DELEGATION GENERALE

du

GOUVERNEMENT FRANÇAIS  
dans les  
TERRITOIRES OCCUPÉS

N. C. F.

Région du Nord

5 OCT 1943

à Direction

15-X

, le 30/9/1943.

N° DS 7923/43/S

COPIE TRANSMISE à :

Monsieur le Directeur de l'Exploitation de la  
Région NORD  
à titre d'information.

Le 4/10/1943.  
Le Chef du Bureau des  
Prisonniers,

*Wasson*

Monsieur,

Par votre communication du 3 Août  
1943 P.C. 41.102, vous m'avez demandé de  
bien vouloir intervenir auprès des Auto-  
rités Allemandes en faveur de M. Emile  
DIDIER.

Les Autorités Allemandes de la G.F.P.  
d'ARRAS viennent de me répondre dans les  
termes suivants :

570  
unmark  
" Nous vous informons que, pour l'ins-  
" tant, une mise en liberté de M. l'Ins-  
" pecteur de 1ère classe des Chemins de  
" fer DIDIER Emile, né le 30 Mars 1889 à  
" Vaucelles-Beffecourt (Aisne), domicilié  
" à ARRAS, rue de Bapaume, N° 22, ne peut  
" être évoquée."

Agréez, Monsieur, l'expression de mes  
sentiments distingués.

Signature :

Monsieur CAZALET

Chef du Service des Prisonniers S.N.C.F.  
8, rue de Londres - PARIS IXème.

7 OCT 1943

DR/N2/41 D 1873

COPIE pour Monsieur le Chef de la  
Subdivision du Secrétariat et du  
Personnel V.B.

pour le tenir au courant.

L'Ingénieur en Chef,

*Signé: OUDOT*

DELEGATION GENERALE

du

GOUVERNEMENT FRANCAIS

dans les

TERRITOIRES OCCUPES.

PARIS, le 30.9.43

N° DS 7923/43/S

COPIE TRANSMISE à :

Monsieur le Directeur de l'Exploitation de  
la Région du Nord, à titre d'information.  
Le 4.10.43

Le Chef du Bureau des Prisonniers  
.....

Monsieur,

Par votre communication du 3 Août 1943  
P.C. 41.102, vous m'avez demandé de bien  
vouloir intervenir auprès des autorités al-  
lemandes en faveur de M. Emile DIDIER.

Les autorités allemandes de la G.F.P.  
d'ARRAS viennent de me répondre dans les  
termes suivants :

"Nous vous informons que, pour l'instant,  
une mise en liberté de M. l'Inspecteur de  
1ère cl. des chemins de fer DIDIER Emile,  
né le 30 Mars 1889 à VAUCELLES-BEFFECOURT  
(Aisne), domicilié à ARRAS, rue de Bapaume,  
n° 22, ne peut être évoquée".

Agréez, Monsieur, l'expression de mes  
sentiments distingués.

Signature :

Monsieur CAZALET,

Chef du Service des Prisonniers S.N.C.F.

8, Rue de Londres - PARIS (9°)



23/11/43

M. Véronnet

me parler, avec le D<sup>r</sup> de Larentat  
par le A<sup>o</sup> de Sidier agent VB ?  
va être possible.  
Vrai crument avec mêmes intentions?

24. 11. 43

M. Oudet

Clm

Le point de départ

M. Oudet

M. Vivandier

M. Soler va faire un projet  
de lettre au S.C.P. à faire signer à moi  
en le rappelant.

24/11/43

(8)

25 NOV 1943

Copie pour Monsieur le Chef du Service V.B.

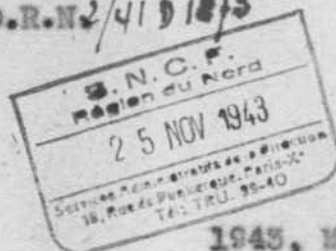
A titre d'avis.

Le Directeur,

25 NOV 1943

Signé: OUDOT

D.R.N. 2/41 D 1873



Monsieur le Directeur  
du Service central du Personnel.

Ainsi que je vous l'ai fait connaître le 27 Juillet 1943, M. DIDIER Emile, Inspecteur Divisionnaire de 1ère classe S.E.S. à ARRAS, a été arrêté par les autorités d'occupation le 24 Juillet 1943.

D'après les renseignements que nous avons pu recueillir l'instruction serait close et il semble que M. DIDIER doive comparaître assez rapidement devant un tribunal allemand.

M. DIDIER, qui est âgé de 54 ans 1/2, est entré au Chemin de fer le 1er Octobre 1912 en qualité de dessinateur. Il a donné pleine et entière satisfaction dans tous les emplois qu'il a successivement occupés et est ainsi arrivé au grade d'Inspecteur Divisionnaire de 1ère classe, chargé du Service S.E.S. d'un important arrondissement.

M. DIDIER est un agent très calme qui n'a jamais fait de politique. Tous ses chefs l'appréciaient beaucoup surtout en raison de son caractère discipliné : pour ce motif, ils ont peine à croire que cet agent ait pu accomplir un acte répréhensible.

Je serais tout particulièrement heureux que M. DIDIER pût être remis rapidement en liberté et reprendre sa place parmi nous.

Sa présence est d'ailleurs indispensable car c'est, en matière de signalisation et d'électricité, un spécialiste, chargé d'un important service S.E.S. à la tête duquel nous avons dû placer provisoirement un agent moins au courant, ce qui n'est pas sans inconvénients.

En conséquence, je vous serais obligé de vouloir bien faire effectuer une pressante démarche auprès des autorités d'occupation en vue d'obtenir la libération de l'intéressé.

J'ajoute que la femme de M. DIDIER a été arrêtée également par les autorités d'occupation quelques jours après son mari.

Le Directeur,

Signé: CAMBOURNAC

*1 copie  
renv. à M. A. S.  
en vue d'un entretien  
avec M. Desbordes,  
Directeur des Trains  
de Nord  
27/11/43*

27/11/43

Monsieur le Directeur,

La secrétaire de M. Desbordes,  
Directeur des Tréfileries et Laminoirs  
du Havre, a téléphoné ce matin  
pour vous prier d'excuser M. Desbordes  
qui ne pourra se présenter ce matin  
à votre cabinet ayant dû s'absenter  
improvisément.

M. Desbordes compte rentrer à Paris  
lundi soir et se propose de vous  
téléphoner mardi matin

4/11 Votre respectueux et dévoué

L. Dore

*L. Dore*

Vous en remerciez avec reconnaissance  
la copie de la lettre au SEP concernant  
le Sire

ci-joint copie de la lettre par  
votre courrier à 16h

4/12/43

remis à M. Desbordes  
21/11/43

M. Vincent  
Clg

5.1.1944

Vu le Service VB.

L'affaire Sidier n'est pas encore jugée.  
M. Beur se fait beau au couant.

En attendant

M. Beur m'a dit à l'instant que  
Sidier a été condamné aux travaux  
forcés à perpétuité ainsi que sa femme.

24/3/44

Paris, le 28/3/1944

VE.N.gp/B2

Monsieur le Directeur,

Je viens d'être avisé par le bureau du

5ème Arrondissement VE d'Arras, que M. DIDIER  
Emile, Inspecteur divisionnaire de 1ère classe  
à ARRAS, arrêté par les Autorités d'occupation  
le 24 Juillet 1943, a été condamné par un tri-  
bunal allemand aux travaux forcés à perpétuité.

Mme DIDIER, arrêtée également quelques  
jours après son mari, a encouru la même con-  
damnation.

Le Chef du Service  
de la Voie et des Bâtiments

*Epineux*

*25  
le de Directeur a vu  
le fait ainsi le SCP.  
24-3-44*

*24/3  
un mandat*



Bourgeois  
Dhallandre  
Didier

A Vivienne

M. le Directeur en a parlé à 4.200 f.  
- Essayez de savoir à quel point de  
la dictée, un point de la source de la terre  
au moment.

13/12 38

My sister le fait tenir  
au courant de l'affaire  
Didier.  
Le dossier est prêt, l'affaire  
va passer incessamment en  
jugement.  
My sister nous préviendra

14/12/43.

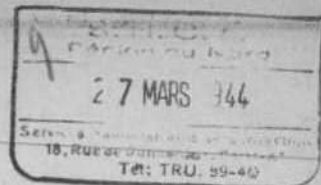
4/1/44 V.B. n'est pas  
nouveau pour Didier

Didier

My sister préviendra  
24/3/44

Copie pour avis à Monsieur QUDOT.

Le Chef de Service  
de la Voie et des Bâtiments



24 mars 1944.

Monsieur le Président du Tribunal Militaire  
d'Arras

M. DIDIER Emile, Inspecteur divisionnaire de 1<sup>re</sup> classe S.E.S. à Arras, entré au Chemin de fer le 1<sup>er</sup> octobre 1912, vient d'être condamné par le Tribunal allemand, aux travaux forcés.

M. DIDIER est un excellent agent, très apprécié de ses chefs, qui a toujours montré, dans les différents emplois qu'il a occupés, des connaissances professionnelles très étendues et fait preuve d'un dévouement remarquable.

En qualité de Chef du Service électrique et de la signalisation de l'arrondissement Voie et Bâtiments d'Arras, il a eu, depuis 1940, à faire face aux situations les plus délicates et a pris une part importante à la réussite de tous les transports.

Il a toujours fait exécuter avec célérité les travaux demandés par les autorités d'occupation.

Nous serions très heureux que pour tenir compte du passé de M. DIDIER il soit sursis à l'application de la peine qui vient d'être prononcée contre lui.

Le Directeur du Service Central  
du Personnel,

"BARTH".

27 Mars  
M. QUDOT

Lille , 1<sup>er</sup> mai 1944

Monsieur l'Ingénieur,

Je vous informe à toutes fins utiles que ce jour, vers 8 h , j'ai pu apercevoir, dans un train en partance pour Bruxelles, Monsieur Didier Inspecteur S.E.S. à Arras, parmi un groupe de détenus gardé par les autorités allemandes.

Dans un autre wagon se trouvait Madame Didier, également détenue, à qui j'ai pu causer un court instant. Tous deux m'ont paru en bonne santé et avaient un bon moral.

Madame Didier m'a demandé de faire prévenir sa famille de son départ hors de France.

Parmi le groupe de détenus se trouvaient également deux agents du dépôt de Tourcoing.

Le Chef de Section  
" HUMEZ "

Lille, le 13 - 5 - 44

VB.N.va4

Transmis à Monsieur le Chef de la Division de l'Entretien  
à PARIS  
à titre d'information.

P. le Chef d'Arrondissement,  
" ..... "

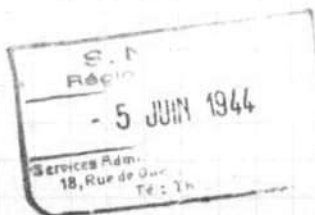
VB.N.gp.B2

Paris, le 3 *Juin* 1944

Copie à Monsieur le Chef des Services Administratifs

pour le tenir au courant.

Le Chef de la Subdivision  
du Personnel et du Secrétariat V.B.



5 *juin*  
Humez

Arras, le 14 mai 1945

VB/N a 5

Monsieur le Chef du Service VB

Je vous adresse sous ce pli un numéro de ce soir du journal local "Libre Artois" qui mentionne la mort en Allemagne de M. DIDIER, Inspecteur Divisionnaire SES.

La famille a été avisée samedi 12 par une délégation de l'O.C.M. d'Arras

M. Didier est décédé vers le 15 janvier 1945 au camp de Gross Rosen de dysenterie. La nouvelle de ce décès a été rapportée par M. le Docteur POITEAU d'Arras, qui était interné au même camp.

On est actuellement sans nouvelle de Mme Didier, sa femme.

Mme Didier mère ainsi que Melle Didier sa soeur habitent le domicile du défunt 22, rue de Bapaume à Arras.

Le Chef du 5ème Arrondissement V.B.

de VILLELE

VB/N gp B2

30 mai 1945

O. C. M. Région du Nord - 2 JUIN 1945 Services Administratifs 18 Rue de la République - Arras
---

Copie à Monsieur le Chef des Services Administratifs

pour le tenir au courant

Le Chef de la Subdivision  
du Personnel et du Secrétariat V.B.

Mais sous les yeux  
de H. le Directeur

avec le dossier concernant l'arrestation  
et la déportation de M. Didier

Terry - 6/6/45

*M. Terry - les causes en cas  
d'accident en prison - ne faire  
en cas de fin mission en  
de départ de fin mission en  
affaires Tament*

47 876



# ARTOIS

ORGANISATION CIVILE & MILITAIRE  
N DU SOIR

Rédacteur en Chef : **Georges LEQUETTE**

1<sup>re</sup> ANNEE. — N° 60

MARDI 15

MAI 1945

## LE CHAOS ALLEMAND ENTE AUTANT DE DIFFICULTES MINISTRATION DU REICH

### LES VAINQUEURS DEVRONT A TOUT PRIX COORDONNER CONSTAMMENT LEURS POLITIQUES

Les anciens partis, de ceux tout au moins qui s'étaient opposés d'abord à la dictature. Il a fusillé ou fait mourir en prison les hommes qui n'avaient pu fuir et qu'il jugeait irréductibles ; il en a corrompu des dizaines de milliers d'autres qui lui ont prêté serment de fidélité.

La « résistance » a été chose inconnue outre-Rhin jusqu'en ces tout derniers temps ; elle ne s'est éveillée que là où les Alliés pénétraient en vainqueurs ; il était trop tard.

Les partis de gauche, social-démocrates et communistes, qui avaient réuni 14 millions de voix jusqu'en 1933, s'étaient écroulés sans même laisser des vestiges. Le parti du centre catholique, qui exerça longtemps le pouvoir au temps de Weimar, s'était rallié. Les libéraux, qui ne furent jamais nombreux, étaient rentrés dans le silence. Les conservateurs fournissaient des ministres au Führer, tels von Papen, von Neurath et Schwerin von Krosigk. Quant aux leaders politiques qui s'étaient ré-

fugiés au dehors anciens ministres ou députés, ou encore écrivains et syndicalistes de marque, ou ils sont morts en exil, ou ils ont été livrés au Reich par le régime de Vichy, en vertu d'une des clauses les plus honteuses de l'armistice.

Il faut donc que surgisse un personnel nouveau. Quand et comment se formera-t-il ? Voilà un problème grave pour les quatre puissances occupantes.

### PAS DE DISSENSION ENTRE ALLIES

Mais il est une réflexion plus grave encore qui s'impose à elles. La situation leur commande, dans l'Allemagne administrée par elles, une coordination constante de leurs politiques, car le moindre dissentiment affaiblirait leur autorité et fournirait des armes à tous ceux qui, outre-Rhin prêcheraient la revanche. Le véritable condominium qu'elles exerceront leur dictera des devoirs stricts et tous les différends qui s'affirmeraient entre elles, par exemple sur le régime polonais, compromettraient de prime abord l'énorme tâche qu'elles assument. C'est en commun qu'elles entreprennent aujourd'hui non seulement de pacifier l'Europe en anéantissant le militarisme allemand, mais encore de rééduquer l'Allemagne pour la mettre au même niveau que les autres contrées et la rendre à elle-même sans créer de nouveaux dangers pour ses voisins.

### L'Autriche redevient UNE REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE

Vienne, 14 mai. — La radio autrichienne diffuse ce matin la déclaration d'indépendance de l'Autriche :

1°) La république démocratique d'Autriche est rétablie selon la Constitution de 1920 ;

2°) L'Anschluss imposé au peuple autrichien est nul et non avenu ;

3°) Un gouvernement provisoire exerçant les pouvoirs législatif et exécutif sous le contrôle des puissances occupantes est établi ;

4°) Toutes les obligations en-

### L'O.C.M. en deuil

De temps à autre, un de nos déportés revient, et chaque fois c'est, en allant le chercher, la même attente angoissée. Comment va-t-il nous revenir ? Combien de mauvaises nouvelles va-t-il avoir à nous apprendre ?

Ce matin, les noms qui se succèdent devant nous de ceux qui ne reviendront pas, les figures qui se bousculent dans notre mémoire de nos frères martyrisés et morts là-bas, les larmes que nous ne cherchons pas à cacher, les mots que nous ne trouvons pas, tout cela nous ne pouvons vous le faire vivre avec nous. Nous rendrons bientôt à chacun de nos héros le légitime hommage auquel il a droit, nous vous parlerons plus longuement de chacun d'eux. Aujourd'hui, nous voulons seulement vous faire part de la douleur qui nous étroit et vous demander de vous joindre à nous pour dire ici à leurs familles que nous pleurons tous, tous, avec elles.

Après nos fusillés, après Guidet, après Cléret, nous apprenons maintenant la mort en Allemagne de nos camarades :

BOLLART Charles, de Campagne-lez-Hesdin ;  
DIDIER Emile, S.N.C.F., Arras ;  
GRARD Léon, Les Hochettes, Arras ;  
HANNEBICQUE André, rue Gambetta, Arras ;  
LOBBEDEZ Fernand, Maire d'Arras ;  
LOBBEDEZ Georges, rue de Bapaume, Arras ;  
SAUTIER Marcel, route de Saint-Pol, Arras ;  
STREET André, Cité des Cheminots, Arras ;  
VANDAMME Charles, rue Gustave-Collin, Arras.

Honneur à vous, camarades ! Nous vous aimons. Nous vous pleurons, et nous n'oublierons pas !

O. C. M.

## PHASE FINALE de la guerre dans le Pacifique

Delhi, 14 mai. — Le général Ochinleck, commandant en chef des forces alliées des Indes, a déclaré, hier à ses troupes, que la guerre dans le Pacifique était entrée dans sa phase finale.

L'INITIATIVE EST ENTRE NOS MAINS ET EN CELLES DE NOS ALLIES, a-t-il dit. DE PLUS, NOUS POSSEDONS UNE SUPERIORITE MATERIELLE ECRASANTE en matériel de guerre.

Londres, 14 mai. — Ce matin, plus de 500 super-forteresses ont attaqué avec une extrême violence Nagoia, troisième ville du Japon par ordre d'importance.

Hier, plus de 600 appareils partis de porte-avions ont attaqué le sud du Japon.

## HITLER est-il mort dès le 21 avril ?

GOERING, DENITZ, HORTHY

criminels de guerre exigent l'opinion alliée

### VOILA LE JAPON PREVENU !

Londres. — Au cours de sa conférence de presse, le général Doolittle a prédit que l'ouverture des prochaines opérations aériennes dans le Pacifique serait encore bien plus formidable que celle des derniers mois de



DR/N2/41

D 1873

Agent condamné  
per des  
Allemands.

Monsieur le Directeur du Service  
central du Personnel  
(Service des Prisonniers)

Suite à ma lettre du 25 Nov. 1943  
concernant M. DIDIER Emile, Inspecteur  
divisionnaire de lère cl. S.E.S. à  
ARRAS arrêté par les Allemands le 24  
Juillet 1943.

J'apprends que l'intéressé a été  
condamné aux travaux forcés à perpé-  
tuité par un tribunal allemand.

Mme DIDIER, arrêtée également  
quelques jours après son mari, a encou-  
ru la même condamnation.

Le Directeur,

*Le SCP / a dix ans  
non solidaire*

8-6-44

H. G. Dineen

Je vous propose de ripier sans  
attendre de savoir qui étaient  
les agents du dépôt de Bourgeois?  
Je pose la question

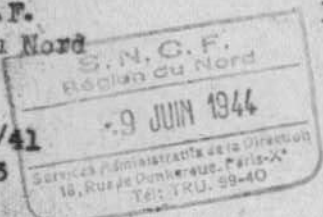
Cluskey

S.N.C.F.  
Région du Nord

La

G.  
- 9 JUIN 1944

DR/N/2/41  
D. 1873



Agents incarcérés  
par les  
allemands

Monsieur le Directeur du Service  
central du personnel  
(Service des prisonniers)

Suite à précédentes communications concernant  
M. DIDIER Emile, Inspecteur S.E.S. à ARRAS.

L'intéressé aurait été aperçu ainsi que sa  
femme dans un train en partance pour BRUXELLES. *passant*  
un groupe de détenus gardés par les allemands.

Le Directeur,

Signé: LEMAIRE

85

/N2/41  
XY

Lo

16 JUIN 1945

COPIE pour M. le Chef du Service  
EX - MT - VB

13 JUIN 1945

à titre de documentation. Cette lettre devra être préparée et soumise à la signature de M. le Directeur chaque fois que vous serez avisé du décès en captivité d'un agent déporté en Allemagne.

L'Ingénieur en chef,

*S. Berry*

Madame,

~~16 JUIN 1945~~

DR/N2/41  
D 1373

J'ai été douloureusement ému par la mort de votre fils décédé en captivité.

Au nom de la Société nationale, de la Région du Nord et en mon nom personnel, je m'associe à votre deuil et vous exprime mes sentiments de vive condoléance.

Je tiens à vous assurer que nous saurons garder le souvenir de votre cher disparu.

Veuillez agréer, Madame, avec l'hommage de mon respect, l'assurance de ma profonde sympathie.

Le Directeur,

Signé : HÉBERT

Madame DIDIER,  
22, Rue de Bapaume

A R R A S



Paul Cl. à.  
1873 Jordin

SAINT-DE-CALAIS  
23-7-45  
R.R.B.S.

Monsieur le Directeur  
de L'Exploitation SNCF  
Région Nord  
18 rue de Dunkerque  
Paris IX



MADAME EMILE DIDIER

très touchée de paroles  
de sympathie qui lui  
ont été adressées, remercie

Très sincèrement Montan  
Le Directeur

V.13.N.94/32

S. N. C. F. Région du Nord
31 OCT 1945
Services Administratifs, Sect. Direction 18, Rue de Dunkerque, Paris-X Tél. TR. 95-40

Paris, le 29/10/1945

Monsieur le chef des Services  
Administratifs

4

comme suite à votre note du  
25 septembre 1945, référence DR/N 2/41,  
je vous adresse ci-joint les témoignages  
certifiant le décès survenu en  
Allemagne de M. M.

Hedien Emil, Inspecteur <sup>de redam</sup> <sub>a. Amas</sub>

Brodet Joseph auxiliaire à Pérou

Le Chef de la Subdivision du Secrétaire  
et du Personnel du Service de la Voie

*[Signature]*

VB.N/SP/ A 2

LETTRE-REPONSE



PARIS, le 28 Mai 1946

Monsieur le Directeur,

*à la suite de l'arrestation*  
*de son fils*  
*en 1943*

M. DIDIER Emile, Inspecteur Divisionnaire de 1ère classe S.E.S. à Arras, arrêté par les Allemands le 24 juillet 1943, a été condamné aux travaux forcés à perpétuité ainsi que sa femme arrêtée quelques jours après lui et tous deux ont été déportés en Allemagne en mai 1944.

M. et M<sup>me</sup> DIDIER ne sont pas rentrés.

Nous avons, par des témoignages dignes de foi, la certitude que M. DIDIER est décédé en Allemagne. Il en est vraisemblablement de même pour sa femme.

Quelque temps après son arrestation, M. DIDIER avait établi une délégation de solde en faveur de sa mère, Madame Veuve DIDIER, habitant à l'époque à Paris, 38, rue Saint-Sulpice, et qui est allée ensuite demeurer à Arras pour garder la maison de son fils.

En vertu de cette délégation de solde, Madame DIDIER mère a touché, jusqu'au 30 septembre 1945, les trois-quarts de la solde de son fils.

La question se pose maintenant de savoir si Madame DIDIER mère est susceptible de bénéficier des dispositions de la lettre P. 1221 du 5 novembre 1945 de M. le Directeur du Service Central du Personnel et en attendant que le régime transitoire prévu par cette lettre puisse être appliqué, si nous pouvons faire bénéficier Madame DIDIER du régime de prestations prévu par la lettre P. 1441 du 7 février 1945, c'est-à-dire de la demi-rémunération.

Aux termes des instructions, ces allocations peuvent être versées aux ascendants au premier degré à charge du disparu qui, antérieurement au décès, avaient été institués délégués d'une partie des émoluments auxquels il avait droit l'agent décédé.

Une des conditions est remplie par Madame DIDIER mère puisque, comme je vous l'indique ci-avant, elle bénéficiait d'une délégation de solde de son fils. Il reste à définir si Madame DIDIER peut être considérée comme ayant été à la charge de son fils. J'ai fait effectuer une enquête à ce sujet.

Il résulte de cette enquête que Madame DIDIER, âgée de 80 ans,

.../...

Monsieur le Directeur de la Région du Nord.

.....

vit avec sa fille, âgée de 52 ans. Cette dernière est d'une santé très délicate et a fait de nombreux séjours en sanatorium. Vu son âge, Madame DIDIER, qui a réintégré son appartement de Paris, ne peut plus naturellement songer à gagner sa vie. Son mari qui était instituteur est mort jeune. Madame DIDIER touche du fait de son mari une pension de 6.000 frs par trimestre. Elle ne peut, d'autre part, songer à obtenir l'aide de sa fille qui est incapable de tout travail.

Au moment de l'arrestation de M. DIDIER, Madame DIDIER mère n'était pas à la charge exclusive de son fils. Celui-ci lui venait fréquemment en aide. Il est certain que par la suite, il aurait été obligé d'augmenter cette aide, la petite pension dont bénéficie Madame DIDIER du fait de son mari ne pouvant les faire vivre, elle et sa fille.

J'ai appris, par ailleurs, que le groupement "Résistance-Fer" avait fait le nécessaire, il y a plusieurs mois déjà, en vue du paiement d'une pension d'ascendant à Madame DIDIER mais, jusqu'à présent, cette pension n'a pas encore été attribuée.

Au cours d'une démarche que nous avons effectuée au Service Central du Personnel, nous avons eu l'occasion d'exposer le cas de Madame DIDIER au service qui s'occupe spécialement de ces questions.

D'après ce service, Madame DIDIER ne serait pas susceptible de bénéficier des dispositions de la lettre P. 1221 puisqu'elle n'était pas à la charge effective de son fils mais étant donné, d'une part, qu'il est établi que Madame DIDIER ne peut vivre avec sa fille à l'aide de la petite pension qu'elle touche du fait de son mari et que d'autre part, des démarches sont entreprises par le groupement "Résistance-Fer" pour lui faire obtenir une pension d'ascendant, je pense qu'il est permis d'infirmer l'opinion émise par le Service Central du Personnel et je serais d'avis, quant à moi, de considérer que Madame DIDIER aurait été à la charge de son fils si ce dernier avait vécu.

Dans ces conditions, je pense que nous pourrions la considérer comme remplissant les conditions pour bénéficier des dispositions de la lettre Pe 1221 et en attendant la mise en vigueur du régime prévu par cette lettre, lui payer, à partir du 1er octobre 1945, les prestations dont il est question dans la lettre P. 1441 du 7 février 1945.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître votre décision à ce sujet.

J'ajoute que depuis le 1er octobre 1945, nous n'avons pas laissé Madame DIDIER sans ressources car dans l'esprit de la lettre Pe 1155 du 22 octobre 1945, nous lui avons versé mensuellement une somme à valoir sur le quart de la rémunération mis en réserve puisqu'en fait, cette somme mise en réserve lui revient étant donné qu'elle possède une délégation en règle de son fils.

Le Chef du Service  
de la Voie et des Bâtimens

Signé: Guillaume



Le 3 JUIN 1946

DR/A2/47  
D.1873

Monsieur le Directeur,

Comme vous le savez, la note Pe 1221 du 5 novembre 1945 de M. le Directeur général (page 3, alinéa 5) relative aux avantages à verser aux ayants-droit des agents décédés par faits de guerre a prévu que :

" à défaut de veuve ou d'orphelin mineur, l'allocation pourra être versée aux  
" ascendants du 1er degré à charge qui, antérieurement au décès ou à la dispa-  
" rition avaient été institués délégués d'une partie des émoluments auxquels  
" avait droit l'agent décédé ou disparu".

Or, comme l'expose ci-contre M. GUILLAUME, si la mère de M. DIDIER Emile, notre Inspecteur Divisionnaire de 1ère classe S.E.S. à Arras qui, déporté en Allemagne, y est décédé (sa femme, déportée en même temps que lui, étant vraisemblablement décédée également) était bien déléguée d'une partie des émoluments auxquels avait droit notre Inspecteur, par contre elle n'était pas à la charge effective de son fils.

Par suite, le Service central du Personnel, à qui le cas a été soumis par le Service V.B., estime que Mme DIDIER mère n'est pas susceptible de bénéficier des dispositions de la lettre P.e 1221.

Je comprends très bien le sentiment qui anime M. GUILLAUME lorsqu'il vous propose de passer outre à cet avis verbal du Service central du personnel et de considérer qu'en raison des circonstances l'intéressée aurait été à la charge de son fils si ce dernier avait survécu. Il me semble difficile toutefois de faire une entorse aussi nette aux prescriptions du S.C.P.

Mme DIDIER mère n'est d'ailleurs pas sans ressources puisque, en plus de sa pension de reversibilité de 2.000f par mois, elle reçoit mensuellement une somme à valoir sur le 1/4 de la rémunération de son fils qui avait été mise en réserve.

Je me demande si la solution ne devrait pas être trouvée dans l'octroi de secours d'adversité versés à intervalles plus ou moins réguliers et cela ~~jusqu'à~~ lorsque le 1/4 de la rémunération mise en réserve ~~est~~ <sup>sera</sup> épuisé.

La réponse à M. le Chef du Service V.B. vous sera présentée quand vous aurez statué sur ce cas.

*ou* *Hy* *Le m. Didier mère et âgée de 80 ans. Je vous propose de lui verser son cas par l'intermédiaire de M. Rambourin après lui faire obtenir une dérogation à la règle.*

*2/3* *Thiraf*

## SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD

DIRECTION  
DE  
L'EXPLOITATION18, Rue de Dunkerque  
PARIS-X<sup>e</sup>Tél. : TRUDAINE  
99-40, 99-41, 99-42, 99-43  
Inter 33Adresse Télégraphique  
NAFERNORD

R. C. Seine 276.448 B

DR/N2/47  
D.1873VR: Pe 1221 du  
5/11/1945

Le - 8 JUIN 1946

19

Monsieur le Directeur du Service central  
du Personnel,

M. DIDIER Emile, Inspecteur divisionnaire de 1ère classe S.E.S. à ARRAS, qui appartenait à une organisation de résistance, avait été arrêté par les allemands le 24 juillet 1943 et condamné aux travaux forcés à perpétuité en même temps que sa femme : tous deux ont été déportés en Allemagne en mai 1944. D'après les témoignages reçus, tous deux seraient décédés en Allemagne.

Quelque temps après son arrestation, M. DIDIER avait établi en faveur de sa mère une délégation de soldes en vertu de laquelle les 3/4 de la rémunération de notre agent avaient été versés entre les mains de celle-ci jusqu'au 30 septembre 1945.

Agée de 80 ans, Mme DIDIER mère ne dispose que d'une pension de reversibilité de 2.000f par mois (du fait de son mari, instituteur mort jeune) et de la mensualité que nous lui versons sur le 1/4 de la rémunération de son fils qui avait <sup>été</sup> mis en réserve. Sa fille, âgée de 52 ans, qui est d'une santé très délicate (nombreux séjours en sanatorium) et est incapable de travailler, vit avec elle.

Au moment de l'arrestation de son fils, Mme DIDIER mère n'était pas à la charge exclusive de celui-ci mais il lui venait fréquemment en aide et il est certain qu'il aurait été obligé ultérieurement d'augmenter cette aide en raison de l'insuffisance de la pension dont bénéficie sa mère.

En vertu de votre lettre Pe 1221 du 5/11/45 (page 3, alinéa 5)  
" à défaut de veuve ou d'orphelin mineur, l'allocation pourra être  
" versée aux ascendants du 1er degré à charge qui, antérieurement au  
" décès ou à la disparition, avaient été institués délégataires d'une  
" partie des émoluments auxquels avait droit l'agent décédé ou disparu".

Mme DIDIER mère était bien délégataire d'une partie des émoluments auxquels notre Inspecteur avait droit. La seule question qui se pose est de savoir si l'intéressée doit être ou non considérée comme à la charge de son fils.

Je suis d'avis de répondre affirmativement étant donné, qu'agée de 80 ans, Mme DIDIER mère ne peut se livrer à aucun travail et dispose

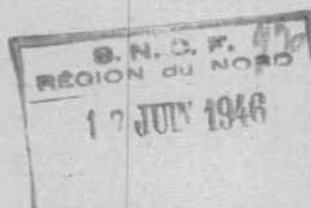
de ressources insuffisantes et que le groupement "RESISTANCE-FER" a entrepris les démarches nécessaires pour lui faire obtenir une pension d'ascendant.

A { Je vous serais obligé de me faire connaître si vous n'avez pas d'objection à l'adoption de cette solution à titre tout à fait exceptionnel.

Le Directeur,

Signé : HÉBERT

Pe 742



Retourné à M. le Directeur de  
le Régime Nord

D'accord pour A, étant entendu que seule l'allocation  
du régime territorial sera payée à M. DIDIER.

M. Audot

15 JUIN 1946

Le Directeur.

Le Chef de la Division Centrale  
de l'Administration du Personnel





26 JUIN 1946

DR/N2/47

Retour à Monsieur le Chef de la  
Subdivision du Personnel et du  
Secrétariat V.B.

en l'informant que le S.C.P. est d'accord  
pour considérer M<sup>me</sup> DIDIER comme ayant  
été à la charge de son fils et qu'il y a  
lieu, en conséquence, de faire bénéficier  
l'intéressée des dispositions de la  
lettre P 1221 du 5/11/45, étant entendu  
que seule l'allocation du régime transi-  
toire lui sera payée.

| L'Ingénieur en chef  
attaché à la Direction,

Signé: GÉHAL

Paris, le 6 août 1946

Monsieur le Chef des Services administratifs,

VB.N.SP-A<sup>2</sup>

Lettre réponse

Suite à précédentes correspondances concernant Mme Vve DIDIER, mère d'un Inspecteur Divisionnaire de 1<sup>o</sup> cl. S.E.S. à Arrasdéporté et décédé en Allemagne.

Par note DR/NR/47 du 26 juin 1946, vous m'avez informé que le S.C.P. était d'accord pour considérer Mme DIDIER comme ayant été considérée à la charge de son fils, et qu'il y avait lieu, en conséquence, de faire bénéficier l'intéressée des dispositions de la lettre Pe 1221 du 5/11/1945 étant entendu que seule l'allocation du régime transitoire lui sera payée.

Le nécessaire a été fait auprès du Service des Retraites pour faire payer à Mme DIDIER l'allocation correspondante.

Toutefois, à la suite de l'examen de la situation du compte de M. DIDIER, il est apparu qu'il restait actuellement à l'actif de ce compte une somme de 100.000 frs environ représentant le reliquat du 1/4 de la rémunération et des primes de fin d'année, s'appliquant à la période comprise entre la date d'arrestation de ce fonctionnaire et le 30 septembre 1945.

Or, ainsi que vous le savez Mme DIDIER, femme de notre ex agent a été également déportée et n'est pas rentrée non plus d'Allemagne. Elle est présumée décédée et laisse comme héritière sa mère, la belle-mère de M. DIDIER.

Cette dame n'a rien reçu évidemment de la S.N.C.F. puisque M. DIDIER avait désigné sa mère seulement comme délégataire.

Néanmoins, étant donné d'une part que les deux époux sont présumés décédés dans les mêmes conditions et, d'autre part, l'importance de la somme restant due, j'ai fait effectuer une démarche au Service du Contentieux dans le but de savoir si la belle-mère de M. DIDIER n'était pas en droit de réclamer une part des sommes restant dues à notre agent.

Ce service nous a fait connaître qu'il ne pouvait se prononcer sur la question, mais qu'il pensait bien que cette somme devrait être versée à la succession de M. et Mme DIDIER.

Nous nous sommes rapprochés également du Service des Retraites qui doit effectuer le règlement de cette somme et nous lui avons demandé de nous dire ce qu'il comptait faire.

.....



Après examen de cette affaire, le fonctionnaire qualifié de ce service nous a répondu qu'il s'agissait là d'un cas tout à fait particulier et qu'il ne pourrait mettre en paiement une somme aussi importante sans avoir l'accord du Service Central du Personnel qu'il nous demande de provoquer.

Je vous demanderais, en conséquence, de vouloir bien faire le nécessaire.

A titre indicatif, je vous informe que Mme DIDIER mère a perçu les 3/4 de la solde de son fils jusqu'en 30 septembre 1945 et que depuis le 1er octobre 1945 elle perçoit le secours prévu par la note 1155, c'est-à-dire une somme de 9.217 frs se décomposant comme suit :

- secours au titre de la lettre Pe 1155, 1/2 rémunération sur le traitement en vigueur au 3/9/45 ..... 8.640 frs
- part sur le 1/4 des sommes mises en réserve ..... 577 frs



Le Chef de la Subdivision du Secrétariat  
et du Personnel du Service de la Voie

9 AOUT 1946

signé: Paradis

DR. N2.47 - D 7873

M. le Chef de la Subd. du Secrétariat et du Personnel V.B.

D'après votre note VB/N. gp B<sup>2</sup> du 30-5-45, M<sup>re</sup> Didier Emile, I.D. à Arras, serait décidé vers le 15-7-45 au camp de Gross Rosen et l'on serait sans nouvelles de M<sup>me</sup> Didier, qui avait été déportée en Allemagne en même temps que son mari.

Pour répondre à votre question ci-dessus du 6-8-45, il m'est nécessaire d'avoir les précisions suivantes :

- A-t-on reçu depuis lors des nouvelles de M<sup>me</sup> Didier?
- Dans l'affirmative, est-elle considérée comme décidée avant ou après son mari? Vers quelle date?
- Dans la négative, s'est-on basé uniquement sur le retour normal des déportés pour presumer maintenant ("A" au recto) qu'elle est décidée?
- Quelle est la situation pécuniaire de la mère de M<sup>me</sup> Didier?

Voudriez-vous me faire donner ces précisions.

9 AOUT 1946

10 AOUT 1946 A2

L'Ingénieur en Chef,  
Attaché à la Direction

2 1873

10-10-46

M. Vercauteren

Re le Service du Contentieux.

M<sup>r</sup>. et M<sup>me</sup> Didier étant décédés, la somme restant à l'actif du compte de M<sup>r</sup>. Didier doit être versée à la succession, et la S.C.P. ne peut en distraire une partie quelconque au profit de l'un plutôt que de l'autre des héritiers.

Le Contentieux demande donc que l'on fasse établir et qu'on lui adresse :

A { a) un acte de notoriété concernant les héritiers de M<sup>r</sup>. Didier et un concernant ceux de M<sup>me</sup> Didier.

b) une procuration notariée de tous les héritiers en faveur d'un notaire qui se chargera de la répartition.

B { Quant à la date à laquelle les versements auraient dû être arrêtés (11-1-45, date du décès de M. Didier - ou 30-9-45, date forfaitaire), le Service du Contentieux nous laisse le soin de la fixer : il s'agit d'une question d'appréciation, à traiter d'accord avec le D.C.P. si nous le jugeons utile.

10-10-46

M. Dupuis

Pr. représenter A à V.B.

Pour "B", maintenir la date du 30-9-45  
prévue par la note P 2221 du 5-11-45  
du S.C.P.

M. Vercauteren

Arras, le 24 Septembre 1946

PSC/F

Monsieur PARADIS  
Chef de la Subdivision du Secrétariat  
et du Personnel du Service de la Voie  
à PARIS.

Suite à votre lettre du 12 <sup>août</sup> concernant succession  
de M. DIDIER.

Je vous prie de trouver ci-dessous les renseignements  
recueillis à ce sujet.

1<sup>re</sup>) Le décès de M. DIDIER est maintenant officiel. La  
transcription en a été faite le 12 Avril 1946 à l'Etat-Civil de  
la Mairie d'Arras.

2<sup>re</sup>) On ne possède aucun renseignement sur la situation de  
Mme DIDIER qui n'a donné elle-même aucune nouvelle depuis son  
départ de la prison d'Arras.

Une personne d'Arras, Mme SANTERNE demeurant 126 Cité des  
Jardins était au camp de Ravensbruck avec Mme DIDIER jusqu'en  
fin Janvier 1945. Mme DIDIER qui était malade quitta alors ce  
camp pour un autre dénommé "Camp de Jeunesse" à quelques kilo-  
mètres de Ravensbruck. Ce "Camp de Jeunesse" d'après Mme SANTERNE  
n'était qu'un camp d'extermination.

Lorsque Mme DIDIER quitta Ravensbruck elle avait de forts  
doutes sur la situation de son mari mais elle ne pouvait connaî-  
tre le sort définitif de celui-ci.

Il semble bien que Mme DIDIER, dans ces conditions ait bien  
survécu à M. DIDIER.

3<sup>re</sup>) Mme Vve CARON WALBERT est domiciliée à LILLE 115 rue  
Léon Gambetta.

Mme CARON est la veuve d'un ancien caissier principal de la  
gare de Lille. Elle est pensionnée de la SNCF (pension de ré-  
versibilité n° 38990) 1/2

Mme CARON est en outre retraitée de l'enseignement étant  
ancienne institutrice.

Elle a un fils marié M. ARTHUR CARON qui serait en mesure  
de l'aider s'il en était besoin mais ce n'est pas le cas actuel-  
lement.

Le Chef du 5<sup>e</sup> Arrondissement V.B.

25 SEPT 1946

27 A2

7

103

← VBN 8443



Paris, le 8/10/46 305

Monsieur le Chef des  
Services Administratifs

comme suite à la correspondance  
ci jointe concernant la liquidation de la  
situation de M. Didier Seule.

Le Chef de la Subdivision du Personnel  
et du Personnel du Service de la Direction

*[Signature]*



DR/N 2/41. 9 1873

11 OCT 1948

V.B. N. 9p A<sup>2</sup> du  
6 août 1946

Succession - Diecio

M. Paradis

Le service du Contentieux consulte  
nous a confirmé que la somme  
restant à l'actif du compte de  
M. Diecio, ex-Inspecteur Divisionnaire  
de son clan, S.E.S. la Amal, était à  
verser à la succession de M. et M<sup>me</sup> Diecio.  
Pour effectuer ce versement, il désire  
voir obtenir :

un acte de notoriété concernant les  
héritiers de M. Diecio et un concer-  
nant ceux de M<sup>me</sup> Diecio.

une procuration notariée de tous  
les héritiers en faveur d'un notaire  
qui se chargera de la répartition.

Il appartient donc à M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Diecio  
et à M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Baron de se rapprocher  
de leur notaire ou vice de l'établisse-  
ment les pièces demandées.

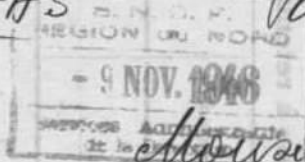
Pourriez-vous les en faire savoir.

L'Ingénieur en Chef,  
Attaché à la Direction



DRB NG 143

Paris, le 8/11/1946



Monsieur le chef des services  
Administratifs

Suite à votre note DRB 2141.  
D 1843 du 11 octobre 1946 concernant  
M. Diden Emile, ex - Suspectum bre  
à Anas.

Je vous communique ci joint  
une lettre de M<sup>me</sup> ve Diden mère  
de notre agent qui nous informe  
que ses notes ne sont délivrées  
maintenant les ~~pièces~~ demandées  
parce qu'elle ne ~~possède~~ pas l'acte  
officiel de décès de M<sup>me</sup> Diden.

Je vous prie en conséquence, de  
vouloir lui faire connaître que je  
peux répondre à M<sup>me</sup> Diden comme  
elle le demande, que sa lettre vaut  
à l'égard de la S.V.E. une demande  
interruptive de prescription -

Le Chef de la Subdivision du Secrétariat  
et du Personnel du Service de la Vote.

*[Signature]*

Je m'adresse au ce  
M<sup>me</sup> Diden  
nous ne pouvons  
la justification  
par acte de  
demandes  
intermittentes

21 NOV 1946

V.B. N. g.p. A<sup>3</sup> du 8.11.46

Retour à M. Paradis

En l'informant qu'il n'existe aucune prescription pour le règlement du compte de M. Didier, et que nous ne pouvons qu'attendre les justifications demandées par actes de notoriété.

Le notaire ayant déclaré qu'en l'absence de l'acte de décès de M<sup>me</sup> Didier, il ne pourrait délivrer cet acte, il appartient à la famille de s'adresser au Ministère des anciens combattants et victimes de la guerre (Direction de l'état civil et des recherches) 4<sup>e</sup> bureau - 37 rue de Bellechasse, à Paris (VII<sup>e</sup>), seul organisme qualifié pour régulariser la situation des personnes décédées ou disparues en Allemagne et établir le certificat de disparition ou l'avis officiel de décès, dans les conditions fixées par la circulaire ministérielle du 18 mars 1946.

Voudriez-vous faire renseigner M<sup>me</sup> Didier, mère, dans ce sens, en lui remettant au besoin une demande conforme au modèle annexé à la lettre Pm 3816 du 11 mai 1946 du Service Central P.

L'Ingénieur en Chef,  
Attaché à la Direction

Signe: OUDOL

LETTRE REPONSE

26 DEC 1946

DIRECTION REGIONALE  
PERSONNEL

Paris, le

24 Décembre 1946

Monsieur l'Ingénieur en Chef  
attaché à la Direction,

J'ai reçu la visite de Mme DIDIER, mère de M. DIDIER, Inspecteur Divisionnaire à Arras, mort en déportation, qui m'a informé qu'elle avait déclaré au fisc au début de l'année 1946 les sommes qu'elle a touchées de la S.N.C.F. au cours de l'année 1945 et qu'elle doit payer au titre de l'impôt général sur le revenu une somme de 6 720<sup>fr</sup>.

Elle effectue actuellement des démarches pour obtenir le dégrèvement car elle pense, sur la foi d'indications qui lui ont été données, que les sommes reçues au titre de famille de déporté ne doivent pas être soumises à l'impôt.

L'Administration des contributions directes serait disposée à examiner la demande de Mme DIDIER si la S.N.C.F. pouvait délivrer une attestation certifiant que les sommes versées à Mme DIDIER l'ont été à titre d'allocation bénévole.

Vous trouverez, ci-joint, une note de M. ROUSSEL, Chef de la Sbd<sup>on</sup> de la Comptabilité, indiquant le montant des sommes versées à Mme DIDIER en 1945 au titre des années 1943 et 1944 et le 1<sup>er</sup> janvier 1945 au 30 septembre 1945.

Du 24 juillet 1943 au 30 septembre 1945, ces sommes ont été payées au titre d'allocation sur traitement de l'agent conformément aux directives données par le mémorandum de la réunion tenue le 22 septembre 1942 au S.C.F. qui précisait que ces versements devaient être déclarés au fisc.

A partir du 1<sup>er</sup> octobre 1945, les agents déportés non rentrés ont été considérés comme décédés et la situation des ayants droit a été réglée en application des dispositions de la note Fl155 du 22 octobre 1945, laquelle prévoyait l'attribution d'une allocation dans les conditions prévues par la note P 7938 du 29 juillet 1942, celle-ci précisait dans son § VII que les secours accordés n'étaient pas soumis à l'impôt.

Je vous demanderais, en conséquence, de vouloir bien me faire savoir si nous pouvons délivrer l'attestation demandée en ce qui concerne les versements effectués jusqu'au 30 septembre 1945.

.....



J'attire votre attention sur ce que les sommes déclarées au fisc par la S.N.C.F. ont été soumises à la perception à la base de l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires, ce qui paraît à priori leur enlever le caractère d'allocations bénévoles.

25 DEC 1946

LETTRE REPONSE

La direction de la Subdivision du Secrétariat  
et du Personnel du Service de la Vole

Monsieur l'Ingénieur en Chef  
attaché à la Direction,

8 JANV 1947

DR/NZ/VI 21873

M. Paradis

Je n'ai pas l'objection à faire de lui  
l'allocation qu'elle demanderait mais il conviendrait de lui  
faire remarquer que la somme de 149.678 f qu'elle a déclarée  
au titre de son versement au titre des années 1943-1944  
et qu'elle doit payer une somme quelconque  
au titre de l'impôt général sur le revenu, il lui appar-  
tient de faire valoir cet impôt, d'après les sommes  
versées pour chaque année.

L'Administration des contributions directes parait disposée à  
examiner la demande de M. Paradis et la S.N.C.F. pourrait délivrer  
une attestation certifiant que les sommes versées à M. Paradis  
sont de nature d'allocations bénévoles.

Signé: OUDOT

Je vous prie d'envoyer ci-joint une note de M. ROUSSEL Chef de la Section  
de la Comptabilité indiquant le montant des sommes versées à  
M. Paradis en 1945 au titre des années 1943 et 1944 et 1er janvier  
1945 au 30 septembre 1945.

Du 24 juillet 1945 au 30 septembre 1945, ces sommes ont été  
payées au titre d'allocations sur traitement de l'agent conformément  
aux directives données par le mémorandum de la réunion tenue le 23  
septembre 1945 au S.C. qui précisait que ces versements devaient  
être déclarés au fisc.

A partir du 1er octobre 1945, les agents déportés non rentrés  
ont été considérés comme décédés et la situation des ayants droit  
a été régie en application des dispositions de la note 1115 du  
22 octobre 1945 laquelle prévoyait l'attribution d'une allocation  
dans les conditions prévues par la note P 7938 du 29 juillet 1945,  
celle-ci précisait dans son § VII que les secours accordés n'étaient  
pas soumis à l'impôt.

Je vous demanderais, en conséquence, de vouloir bien me faire  
savoir si nous pouvons délivrer l'attestation demandée en ce qui  
concerne les versements effectués jusqu'au 30 septembre 1945.

S. 1873 (SRE)  
Didier, Georges

9. d



**Dimmin Edouard**  
(Noms et Prénoms)

Chemin de Fer du Nord

CHEMIN DE FER DU NORD

MT 955

ATION

CENTRAL

DATE DE NAISSANCE

Titre statutaire *Chauxvire à l'essai*  
(au crayon)

Résidence *Amiens*  
(au crayon)

Radiation { date du départ de la Cie  
motif

N <sup>os</sup> d'ordre	N <sup>os</sup> d'entrée	N <sup>os</sup> d'ordre	N <sup>os</sup> d'entrée	N <sup>os</sup> d'ordre	N <sup>os</sup> d'entrée	N <sup>os</sup> d'ordre	N <sup>os</sup> d'entrée
1		16		31		46	
2		17		32		47	
3		18		33		48	
4		19		34		49	
5		20		35		50	
6		21		36		51	
7		22		37		52	
8		23		38		53	
9		24		39		54	
10		25		40		55	
11		26		41		56	
12		27		42		57	
13		28		43		58	
14		29		44		59	
15		30		45		60	

3000. 11. 16

(Noms et Prénoms)

Quand l'agent quitte la Compagnie, la date et le motif de son départ doivent être portés sur cette chemise qui doit être annulée par un trait tracé en diagonale, au crayon de couleur, dans toute sa longueur, puis laissée à part.

S.N.C.F.  
-----  
Région du NORD  
-----

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F. 1944  
par les autorités d'occupation



NOM ..... DIDIER  
Prénoms ..... Georges, Henri, Germain  
Grade à la S.N.C.F. .... aide ouvrier confirmé chaudierrier-tôlier.  
Résidence de service ..... MARLY  
Date d'entrée à la S.N.C.F. .... 1.9.1936  
Date et lieu de naissance ..... 1.1.1923 - LOUVE (Nord)  
Domicile civil ..... 16, rue Berthelot à LILLE (Nord)  
Situation de famille ..... Marié 1 enfant  
Qualités professionnelles ..... Bonnes  
Service militaires ..... NEANT  
( grade, campagnes, citations, blessures )  
Affiliation politique (s'il y a lieu ) ..... nous ne la connaissons pas.  
Date de l'arrestation ..... 19.6.1944 à 23 heures  
Motif de l'arrestation ..... Arrêté par la Gestapo  
Condamnation .....  
Date , Tribunal , Motif .....  
Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce .....  
Lieu d'internement ..... Prison de LOOS .  
NOM du défenseur .....

*Libéré le 1.9.44  
J. Boudreau chef de MT  
radié au SEP le 19.10.44*

L'E.B.D. a été avisé.

D. 1873

SCP. M. L. Bon  
Le Directeur

29 JUIN 1944

Signé: LEMAIRE



Dec. 1873

SK 2

Didier, Henri

pendu avec  
et d  
att 1



*Lemaire*

(Nom et Prénoms)

*Barnille, Lucien*

Chemin de Fer du Nord

MT. 955

DATE DE NAISSANCE

*Citro statutaire*

(au crayon)

TRACTION  
BUREAU CENTRAL  
ARCHIVES

*Résidence*

(au crayon)

*Paris*

*Radiation*

date du départ de la Cie

motif

N <sup>os</sup> d'ordre	N <sup>os</sup> d'entrée	N <sup>os</sup> d'ordre	N <sup>os</sup> d'entrée	N <sup>os</sup> d'ordre	N <sup>os</sup> d'entrée	N <sup>os</sup> d'ordre	N <sup>os</sup> d'entrée
1		16		31		46	
2		17		32		47	
3		18		33		48	
4		19		34		49	
5		20		35		50	
6		21		36		51	
7		22		37		52	
8		23		38		53	
9		24		39		54	
10		25		40		55	
11		26		41		56	
12		27		42		57	
13		28		43		58	
14		29		44		59	
15		30		45		60	

3000-11-36

(Nom et Prénoms)

Quand l'agent quitte la Compagnie, la date et le motif de son départ doivent être portés sur cette chemise qui doit être annulée par un trait tracé en diagonale, au crayon de couleur, dans toute sa longueur, puis classée à part.

S. N. C. F.  
Région du Nord

23 SEPT 1944

Service Administratif et de Direction  
18, Rue de Dunkerque, Paris-X  
Tél: TRU. 93-40

S. N. C. F.

23 SEPT 1944

Région du Nord

LE DIRECTEUR

DR/N 2/41

D. N°

1873

Monsieur le Directeur  
du Service central P.

Libération d'agent  
incarcéré par les  
Allemands.

Suite à la fiche de renseignements  
concernant M. Didier, Henri, Employé  
Palais Fellenius (VW)  
que je vous ai adressée le 4 Août 1944

Cet agent, incarcéré par les "autori-  
tés d'occupation depuis le 22 Juillet 1944  
a été libéré le 14 Août 1944  
et a repris son service le 16 Août 1944

LE DIRECTEUR.

Signé: OUDOT



A/M

PARIS, le

15 SEPT 1944

S. N. C. F.

Région du NORD S. N. C. F.

Matériel et Traction

Subd<sup>on</sup> du Personnel

A.3 N° 203

Région du Nord

15 SEPT 1944

Services Administratifs

18, Rue de la Gare - Paris

Tél. : 39-40

Monsieur le Chef des Services

Administratifs

à PARIS

DIDIER Henri, employé principal à  
Hellemmes (V.W.) - Incarcéré par les  
autorités allemandes le 22.7.1944 -

Suite à ma transmission du 2.8.1944  
 de la fiche chamois et des notices de  
 renseignements.

Je vous avise que cet agent a été  
 libéré le 14 Août 1944.

L'intéressé a repris son service  
 le 16 août.

L'Ingénieur Principal

Chef de la Subdivision du Personnel

x le motif de son arrestation lui est inconnu

16.9

M. Manty

S.N.C.F.

Région du Nord

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation.



NOM. .... : **DIDIER**

Prénoms. .... : **Henri, Oscar**

Grade à la S.N.C.F. .... : **Employé principal**

Résidence de service. .... : **HELLEMES**

Date d'entrée à la SNCF. .... : **6.9.1919**

Date et lieu de naissance. .... : **25.4.94 à LILLE (nd)**

Domicile civil. .... : **16, rue Berthelot à LILLE (nd)**

Situation de famille. .... : **Marié - 2 enfants (24 et 21 ans)**

Qualités professionnelles. .... : **Très bonnes**

Services militaires. .... : **Soldat de 1ère classe - Classe 1914**  
(grâce, campagnes, citations, blessures). : **Campagne 1914 - 1918 - Croix de guerre - 1 citation médaille militaire - 5 blessures.**

Affiliation politique (s'il y a lieu). .... : **Nous ne le connaissons pas.**

Date de l'arrestation. .... : **22 juillet 1944 à 8 heures sur convocation.**

Motif de l'arrestation. .... : **Inconnu**

Condamnation. .... :

Date, Tribunal, Motif. .... :

Éléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce. .... :

Lieu d'internement. .... : **Prison de LOOS.**

NOM du défenseur. .... :

L'E.B.D. a été avisé.

4 AOUT 1944

Signé: LEMAIRE

D. 1873

See

Dingruville, Linn

cl



Service M.I. Nord  
 SECRÉTARIAT  
 Subordonné

Renseignements à fournir en cas d'arrestation  
 d'un agent de la S.N.C.F. par les Autorités d'Occupat.

-----  
 Région du Nord  
 -----

NOM.....	DINGREVILLE
Prénoms.....	Pierre
Grade à la S.N.C.F.....	Auxiliaire bureau
Résidence de service.....	Longueau (Oté C.A. V.W.)
Date d'entrée à la S.N.C.F.....	16.8.40
Date et lieu de naissance .....	25.9.21 - Boullens (Somme)
Domicile civil.....	84, Rue de "ercey à Amiens (Somme)
Situation de famille.....	Célibataire
Qualités professionnelles.....	Bonnes
Services militaires (grade, cam- pagnes, citations, blessures).....	-
Affiliation politique..... (s'il y a lieu)	-
Date de l'arrestation.....	23.8.43 vers 21 h 45
Motif de l'arrestation.....	Le Jeudi 19.8.43 Dingreville assis- tait à une séance de cinéma au Select St-Acheul, lorsqu'au passage des actualités des murmures s'élè- vèrent dans la salle. La police allemande fut alertée et à la sortie à 22 h arrêta 4 jeunes gens dont Dingreville. Ce dernier s'échappa et regagna son domicile où il fut arrêté le 23.8.43 sans aucune expli- cation de la part des policiers allemands.
Condamnation.....	"
Date, Tribunal, motif.....	"
Éléments de toute nature suscep- tibles de justifier un recours en grâce.....	
Lieu d'internement.....	Inconnu
Nom du défenseur.....	

1873

30 AOU 1943

Libéré le 17. Septembre 1943  
 a repris son service.

SCP. M. L. S.  
 Directeur  
 Signé: DEGARDIN

25.8.43



- 4 MAI 1945

Que armées le 1<sup>er</sup> Mai 1945

P  
Now  
Transmettre au Nord  
MT



Monsieur le Directeur Général  
de la S.N.C.F.  
88, Rue St Lazare 88  
Paris.

IX

Monsieur le Directeur.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que pour des motifs indépendants de ma volonté où l'intérêt du pays était seul en jeu j'ai dû abandonner mon service à la S.N.C.F. et entrer dans les F.F.I. où je suis encore actuellement.

Je viens par la présente lettre vous mettre au courant de ma situation actuelle afin d'être rappelé en activité par la S.N.C.F. comme tous mes camarades de mon âge le plus vite possible.

Je suis né le 25 Septembre 1921 à Boullens (Somme) et de ce fait je fais partie de la classe 41. Comme je vais être père au mois de juillet je serai donc recruté d'une classe.

Je suis entré au service de la S.N.C.F. le 4 Février 1940 au dépôt de Longueau en qualité d'auxiliaire bureau.

A la suite de malentendus avec les autorités d'occupation je fus interné le 23 Août 1943 jusqu'au 27 Septembre 1943 date de mon éviction. Puis pour échapper aux sévices de la Gestapo je dus quitter mon service et prendre le maquis.

Étant partie de la résistance comme chef de section je restai dans les F.F.I. et actuellement je suis encore sous les drapeaux.

Enfin, Monsieur le Directeur, c'est là que je vous demanderais de vouloir bien faire le nécessaire afin que, comme mes camarades cheminots de ma classe je sois rappelé par la S.T.C.F. et reprenne ma place soit à Amiens, Arras ou à Longueau où j'étais en dernier lieu au Bureau de la Comptabilité des Grands Ateliers du Matériel roulant.

Il y a trois semaines, j'ai adressé au Général Prénol Commandant la 2<sup>e</sup> Région Militaire à St Quentin, pour demander la réhabilitation de mon contrat F.F.I. et mon renvoi dans mes foyers.

J'ai le ~~plus~~ plus vif désir de rentrer à la S.T.C.F., car j'ai une situation de famille qui m'empêche de rester soldat pour l'instant, je m'explique: - Personnellement j'ai déjà été blessé trois fois, dont la première alors que j'étais encore au service de la S.T.C.F. Et de mes dernières blessures je garde quatre cicatrices, dont deux à la poitrine et deux à la jambe gauche, me causant une incapacité pour l'Infanterie. De plus mon père Singuier Jules mécanicien de route au dépôt d'Amiens a été lui aussi plusieurs fois blessé par faits de guerre, et la dernière fois il a été grièvement brûlé, à la suite d'un mitraillage au mois de Mai 1944, à la figure, jambe droite, et aux deux mains et avant-bras. Quand après la Libération je suis resté dans les F.F.I. je croyais qu'il pourrait sous peu reprendre son travail tant au chemin de fer qu'à la maison. Malheureusement il en est encore loin.

Vous pouvez vous rendre compte de l'utilité de mon retour dans ma famille où je pourrais remplacer mon père dont les mains interdisent le moindre travail et où je laisse ma mère pour ainsi dire seule avec deux autres enfants âgés l'un de 15 ans et poursuivant ses études et l'autre en très bas âge, puisqu'il n'a que deux ans.

Ma mère de son côté a adressé au Général

Je vous envoie une lettre demandant la résiliation de mon contrat F.F.I. en joignant les certificats médicaux légalisés par la Mairie d'Amiens constatant l'infirmité de mon père.

J'ose espérer que les circonstances qui précèdent vous inciteront à vouloir bien prendre ma demande de réintégration en considération et faciliter, dans toute la mesure de vos moyens, la demande de résiliation que j'ai adressée au Général Pénaud commandant la 3<sup>e</sup> Région Militaire à St Quentin.

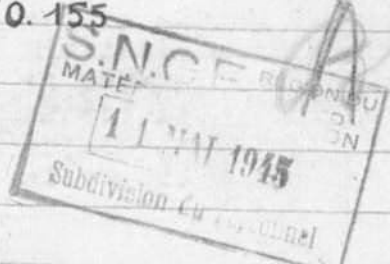
Dans l'espoir d'une réponse favorable je vous prie de vouloir bien agréer, Monsieur le Directeur Général, mes remerciements anticipés, l'assurance de mon grand dévouement

*[Signature]*

Dingreville Pierre

Etat major du Régiment

Secteur Postal : 50.155



- 8 MAI 1945

DR/N2/41

TRANSMIS à

M. le Chef de la Subdivision  
du Personnel M.T.

Pour examen et projet de réponse  
pour la signature de Monsieur le  
Directeur.

L'Ingénieur en Chef,

Dingreville Pierre

adresse bureau technique

(44) licencié le 13 3 44

Demande à M. Béguin  
dans quelles conditions cet ex-agent a été licencié  
quel document l'autorise à le faire.

S'il s'agit d'un bon agent

nous lui demanderont qu'il est sa situation  
militaire exacte (engagé etc ?)

Ce renseignement nous permettra mieux  
de conclure à son égard 15.5.

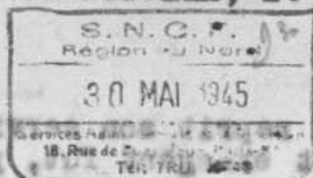
*[Handwritten notes and signatures]*  
dans le dossier  
D  
H



LA CHAPELLE, le 29 MAI 1945

MT 8

GT



Société Nationale  
des  
Chemin de fer Français  
Région du Nord  
Service du  
Matériel et de la Traction  
R. C. Seine 2764483

Monsieur le Directeur  
à PARIS

A3 n° 11

VR:DR/N2/41

du 8.5.45

DINGREVILLE Pierre, EX-AUXILIAIRE  
BUREAU A LONGUEAU (Comptabilité).

Lettre ci-jointe en retour.

Contrairement à ce qu'écrit l'intéressé dans sa lettre, il a été, en réalité, licencié le 13 mars 1944 pour avoir répondu d'une manière incorrecte à son chef de bureau qui lui refusait l'autorisation de partir avant l'heure et pour avoir frappé l'un de ses collègues après l'avoir provoqué.

Il a été arrêté auparavant par les allemands à la suite d'une manifestation dans un Cinéma le 19 août 1943.

Relâché le 6 septembre, il fut inquiété peu après par les autorités françaises à la suite d'une tentative d'effraction du coffre-fort du dépôt de Longueau.

Bien que l'examen des pièces de notre dossier au sujet de cette affaire laissent apparaître que DINGREVILLE ait été, tout au moins, l'instigateur de cette tentative de vol, il fut acquitté par le Tribunal correctionnel d'Amiens, tandis que deux de ses co-inculpés, étrangers à la S.N.C.F., étaient condamnés respectivement à 2 ans et 1 an de prison.

...

D'accord

D 21/5



Il reprit son service le 21 septembre  
Cet ex-agent fut, par ailleurs, mis  
encore en cause dans une affaire de vol  
de 3 fûts d'apéritif commis à Amiens  
le 5.8.43, mais nous ne nous sommes pas  
inquiétés des suites judiciaires qui  
ont pu être données à cette dernière  
affaire, le licenciement de l'intéressé  
étant intervenu pour les motifs exposés  
ci-dessus.

Etant donné les antécédents de  
DINGREVILLE qui apparaît nettement comme  
étant indésirable, je ne suis pas d'avis  
de le reprendre.

Ci-joint, projet de réponse à  
votre signature.

L'Ingénieur en Chef,  
Chef du Service  
du Matériel et de la Traction,



SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

*Rapideurs*  
*Région du Nord*  
*18 rue Dunkerque*  
*Paris 12*

030-5534 - 0/E 35785 - 3-42 - BONITON & C<sup>ie</sup>

RETOUR  
À L'ÉMETTEUR



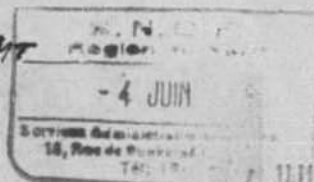
*H. Enneux* *Dungreville Pierre*

*Etat. Major du Régiment*

*Secteur - Sortal. 50.155*

*inconnu au 50.155*

*Copie au Service 177*



PARIS

4 JUIN 1945

*Reçu n. 9 1873*

Le Directeur

à Monsieur DINGREVILLE Pierre  
Etat-Major du Régiment  
SECTEUR POSTAL : 50.155

En réponse à votre lettre du 1er  
Mai 1945, je vous informe qu'après exa-  
men de votre dossier, il n'a pas été  
reconnu possible de donner une suite  
favorable à votre demande.

Signé : HÉBERT

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD

PARIS

le 4 JUIN 1945

19

LE DIRECTEUR  
DE  
L'EXPLOITATION

Le Directeur

18, Rue de Dunkerque  
PARIS - X<sup>e</sup>

à Monsieur DINGREVILLE Pierre  
Etat-Major du Régiment  
SECTEUR POSTAL : 50.155

Tél. : TRUDAINE  
99-40, 99-41, 99-42, 99-43  
Inter 33

Adresse Télégraphique  
NAFERNORD

SR/N2/VT-8 1873

En réponse à votre lettre du 1er  
Mai 1945, je vous informe qu'après exa-  
men de votre dossier, il n'a pas été  
reconnu possible de donner une suite  
favorable à votre demande.

E. Léon



D. 1873

(SR<sup>e</sup>)

Domenech, Michel

Monsieur le Chef des Services Administratifs  
de la Direction,



Le Chef de la Subdivision du Personnel

*Chouvy*

13 NOV 1943

Ex.N.g.p.4 A/1  
D. 56.936

P. 4056/1 du  
5 novembre 1943

Arrestation par  
les autorités  
allemandes

Monsieur le Chef de l'Arrondissement  
de l'exploitation de PARIS-Nord,

Suite à votre lettre rappelée ci-dessus concernant M. DOMENECH Michel, attaché (groupe I) à Paris-Nord, qui est absent de son service du fait de son arrestation par les autorités allemandes.

Voudriez-vous me préciser à quelle date l'intéressé devait reprendre son service à l'expiration de son congé qui débutait le 9 octobre 1943 au cours duquel son arrestation a été opérée et m'indiquer si M. DOMENECH, qui est célibataire, vit avec ses parents et dans l'affirmative me donner quelques renseignements sur la situation de ces derniers.

Signé : CHEVRIER

15/11  
*in waiting*



S.N.C.F.

Région d' Nord

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation

NOM . . . . .	DOMENECH
Prénoms . . . . .	Michel, Jacques, Henri, Armand,
Grade à la S.N.C.F. . . . .	Attaché (échelle 15)
Résidence de service . . . . .	PARIS
Date d'entrée à la S.N.C.F. . . . .	20 octobre 1941
Date et lieu de naissance . . . . .	19 décembre 1917 à Pierrefitte en Cinglais (Calvados)
Domicile civil . . . . .	8, rue Philippe de Metz à Bois-Colombes (Seine)
Situation de famille . . . . .	Célibataire
Qualités professionnelles . . . . .	Très bonnes
Services militaires (Grade, campagnes, citations, blessures) . . . . .	2 ans Sous-Lieutenant de réserve
Affiliation politique (s'il y a lieu). . . . .	-
Date de l'arrestation . . . . .	Inconnue (l'intéressé était en congé du 9.10.1943)
Motifs de l'arrestation . . . . .	Nous intervenons auprès de l'E.B.D. PARIS-Nord en vue de connaître le motif de cette arrestation.
Condamnation . . . . .	-
Date, tribunal, motif . . . . .	-
Éléments de toute nature sus- ceptibles de justifier un recours en grâce . . . . .	-
Lieu d'internement . . . . .	Prison de FRESNES
Nom du défenseur . . . . .	-

18 Juin 1945 - 1873.  
Refusé de service après arrestation NOV 1943  
de Libère. S.C.P. avisé par  
bordereau collectif classé 1873 - Bui-Cout Emile.  
S.C.P. au Directeur  
Signé : CAMBURNAC

COPIE pour M.M. LECOEUR - COLLET - CAREL

le Chef des Services Administratifs de la Direction  
le Chef de la Subdivision de la Comptabilité M.T.  
(Pour exécution).

Le Chef de la Subdivision du Personnel



24 NOV 1943

EX.N.G.P. 4 A/1  
D. 56.935

Monsieur le Chef de l'Arrondissement

P. 4056/1 du 5 Novembre  
1943

de l'Exploitation de PARIS-Nord,

Arrestation par les  
Autorités allemandes

-:-:-

Suite à votre lettre rappelée ci-contre concernant  
M. DOMENECH, Michel, Attaché Groupe I, à PARIS-Nord, qui  
est absent de son service depuis le 22 Octobre 1943 du  
fait de son arrestation par les Autorités allemandes au  
cours d'un congé régulier du 9 au 21 Octobre 1943 inclus.

La Direction Régionale étant formelle en ce qui con-  
cerne l'application stricte des instructions du Service  
Central du Personnel relatives à la question allocation,  
nous ferons bénéficier M. DOMENECH, dont le motif de  
l'arrestation est jusqu'ici inconnu, d'une allocation  
fixée provisoirement, compte tenu de sa situation de céli-  
bataire avec charges, à la moitié de sa rémunération et  
j'interviens à cet effet auprès de M. le Chef de la Subdi-  
vision de la Comptabilité M.T. pour le paiement de cette  
allocation à compter du 22 Octobre 1943, date de la cessa-  
tion de service de l'intéressé et de la suppression de ses  
appointements.

Sur cette allocation qui sera versée à Mme DOMENECH,  
mère de notre agent qui est domiciliée 8, Rue Philippe de  
Mez, à BOIS-COLOMBES (Seine) devront être opérées les re-  
tenues pour Caisse des Retraites et Caisse de Prévoyance,  
lesquelles retenues seront versées à ces Caisses. L'al-  
location subira également les retenues fiscales et sera dé-  
clarée au Fisc.

D'autre part, cette absence n'aura aucune répercussion  
sur l'avancement en grade et en échelon, sur le congé an-  
nuel et la prime de fin d'année, mais celle-ci sera mise  
en réserve et non payée aux ayants-droit si l'agent n'est  
pas libéré au moment du paiement des primes de fin d'année.

...



Enfin, je vous précise que pendant l'absence de M. DOMENECH, sa famille conservera le droit aux facilités de circulation, aux fournitures d'Economat et à l'approvisionnement en combustibles.

Signé : CHEVRIER

P.S. + Je demande également à M. le Chef de la Subdivision de la Comptabilité M.T. de faire payer à la mère de M. DOMENECH le montant des sommes acquises par celui-ci au titre appointements pour la période du 1er au 21 Octobre 1943 inclus.

"COPIE"

E.B.D. PARIS-NORD  
30 H Bbv L 2 Bmas

Paris, le 23 Décembre 1943

TRADUCTION  
(LPN.33.359)

A la Région du Nord de la S.N.C.F.

P A R I S .-

OBJET.- Arrestation d'un cheminot français.

Votre lettre EX.N.sp.4 A/1 D. 56.935 du 13 Novembre 1943.

Il ne faut pas compter sur la libération prochaine de l'employé des  
Chemins de fer DOMENECH Michel (Attaché Groupe 1) à PARIS-NORD.

(s) : WEYL.

COPIE pour Monsieur le Chef des Services Administratifs de la Direction ,

Ci-joint, copie de la réponse faite par l'E.B.D. PARIS-NORD à notre demande de renseignements.



Le Chef de la Subdivision du Personnel

*De la*

- 5 JAN 1944

EX.N.Op.4 A/1  
D. 56.935

Arrestation par  
les Autorités  
allemandes

Monsieur le Chef de l'Arrondissement  
de l'Exploitation de PARIS-NORD.

Suite à ma lettre sans référence du 24 Novembre 1943 concernant M. DOMENECH, Michel, Attaché Groupe I à PARIS-NORD, qui est absent de son service depuis le 22 Octobre 1943 du fait de son arrestation par les Autorités allemandes.

Etant donné le manque de précisions sur les faits reprochés à cet agent, M. le Chef du Service de l'Exploitation a décidé de porter de la moitié aux 3/4 de la rémunération que l'intéressé recevait en activité de service, l'allocation versée à Mme DOMENECH mère, depuis l'incarcération de son fils.

Je signale cette modification à M. le Chef de la Subdivision de la Comptabilité M.T. en le priant de faire le rappel nécessaire.

Signé: DELANNOI

6/1  
*De la*

S.N.C.F.

PARIS, le 27 Mars 1944

Région du Nord

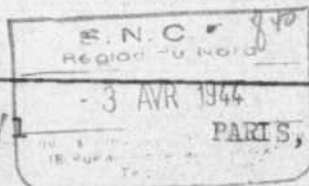
Exploitation

1er Arrondissement

P.4056/1

Arrestation par  
les Autorités  
allemandesMonsieur le Chef de la  
Subdivision du Personnel à PARISSuite à ma lettre même référence que ci-  
contre en date du 5.11.43.J'apprends que M. DOMENECH, Michel, Atta-  
ché Groupe I, de la gare de Paris-Nord, aurait  
été dirigé le 21 Mars 1944 par train 185 sur le  
Frontstalag 122. *d'Confie' que*Le Chef du 1er Arrondissement  
de l'Exploitation,

(s): MARTHELOT



EX.N.gp.4 A/1

PARIS, le - 1 AVRIL 1944

D.56.935

TRANSMIS à Monsieur le Chef  
des Services Administratifs de la  
DirectionArrestation par les  
Autorités allemandes

Pour le tenir au courant.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

85 11  
Dm  
7

*Cheney*



S.N.C.F.

Le

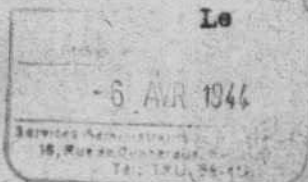
6 AVR 1944

G.

Région du Nord

6 AVR 1944

DR/N.2/41  
D.1873



Agent incarcéré  
par les  
allemands.-

Monsieur le Directeur du Service  
Central du Personnel,  
(Service des prisonniers)

Suite à ma transmission du 17 Novembre  
1943 de la fiche de renseignements concernant  
M. DOMENECH Michel, Attaché groupe I à PARIS.

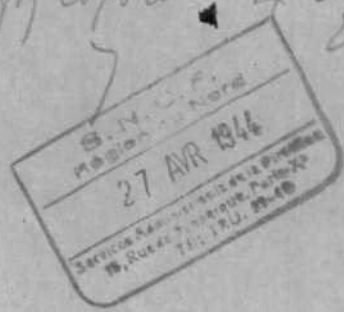
L'intéressé aurait été dirigé le 21 mars  
1944 sur le frontstalag 122 à COMPIEGNE.

Le Directeur,

Signé: LEMAIRE

7

ff copre 4-28/4



27 AVR 1944

Le Directeur,

à Monsieur le Docteur SCHAU,  
Directeur de l'S.B.D. PARIS-NORD.

EX.N.GP.4A  
D.56935  
DR.N2.41  
D.1873  
---

M. DOMENECH, Michel, Attaché (Groupe I) à PARIS-NORD, a été mis en état d'arrestation par les autorités allemandes au cours d'un congé qui lui avait été accordé à compter du 9 Octobre 1943 et j'apprends qu'il a été transféré récemment de la Prison de FRESNES au Frontstalag 122 à COMPIEGNE.

N'ayant pas eu connaissance de faits précis retenus à la charge de M. DOMENECH, je serais très heureux qu'il vous fut possible d'intervenir pour que cet agent, d'excellente conduite, qui a toujours assuré son service à l'entière satisfaction de ses Chefs, soit libéré et mis à même de reprendre au plus tôt son activité à la S.M.C.F.

h

Signé : LEMAIRE

E.B.D. Paris-Nord  
30 H Bbv L 2 Bmas

Paris, le 12/5/44

A la Région du Nord  
de la S.N.C.F.

PARIS

par l'intermédiaire de la Délégation Technique

OBJET : Arrestation d'un cheminot français.

Lettre de M. le Directeur DEN 241 D 1873 du 27/4/44.

Après notre nouvelle intervention, la police allemande nous communique qu'il n'est pas question de libérer M. DOMENESCH. Aucun renseignement ne peut être donné au sujet des raisons de l'arrestation.

(s) KLEIN



23 MAI 1944

EX.N.g.p. 4 A/1

TRANSMIS à M. le Chef des Services Administratifs de la Direction

D. 56.935  
Arrestation par les  
autorités allemandes

pour le tenir au courant, comme suite à la lettre de M. le Directeur à M. le Docteur SCHAU en date du 27 Avril 1944.

*24.5*  
*in main*

*Le Chef de la Subdivision du Personnel*

*[Signature]*

*Le Chef des Services du Personnel*

*Reuz*



7 JUIN 1945

EX.N.GP.4 A/1  
D.56.935

Arrestation par  
les Allemands

Monsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité M.T.

M. DOMENECH, Michel, attaché (groupe I) à  
PARIS-NORD, qui était absent de son service de-  
puis le 22 octobre 1943 inclus, du fait de son  
arrestation par les ex-occupants s'est remis à  
notre disposition le 4 juin 1945 à son retour  
d'Allemagne.

Prière de lui rétablir ses appointements  
à compter du 4 Juin, 1945.

D'autre part, l'intéressé ayant été arrêté  
sans motif, nous devons, en application des dis-  
positions de la lettre P.1259 du S.C.F. le trai-  
ter à solde entière pour la période du 22 Octo-  
bre 1943 au 3 Juin 1945 inclus.

Je vous serais obligé de lui faire payer  
rapidement le montant des sommes qui lui re-  
viennent à ce titre, déduction faite de l'allo-  
cation correspondante aux 3/4 de ses appointe-  
ments versée à sa famille.



*1944*

M. BOMENICH devant également recevoir les primes de fin d'année et d'exploitation afférentes aux exercices pendant lesquels il a été absent, j'avoue enindique ci-après le montant:

1943-	P.F.A.....	9.600 <sup>f</sup>	-P.E....	820 <sup>f</sup>
1944	P.F.A.....	14.300 <sup>f</sup>		-

Prière de faire le nécessaire d'urgence pour la mise en paiement de toutes ces sommes.

Signé : LERAT

S. 1873

(SRE)

att

Donon, Haie



8 Dupire Georges

Chemin de Fer du Nord  
Bureau Central de la Traction

Fonction Chef de Boîte  
Résidence Aubouze

Radiation

Numéros		Date	Observations	Numéros		Date	Observations
d'ordre	d'entrée			d'ordre	d'entrée		
1				20			
2				21			
3				22			
4				23			
5				24			
6				25			
7				26			
8				27			
9				28			
10				29			
11				30			
12				31			
13				32			
14				33			
15				34			
16				35			
17				36			
18				37			
19				38			

S.N.C.F.

Région d NORD  
--:--:--

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la  
S.N.C.F. par les autorités d'occupation  
--:--:--

NOM : ..... DOMON

Prénoms ..... Irée Alphonse

Grade à la S.N.C.F. .... aide-ouvrier

Résidence de service ..... LONGUEAU

Date d'entrée à la S.N.C.F. .... 23 Novembre 1943

Date et lieu de naissance ..... 26/II/1901 à FLESCHELLES (Somme)

Domicile civil ..... 57 rue des Teinturiers Prolongée ANIERS

Situation de famille ..... marie 1 enfant 18 ans

Qualités professionnelles, ..... supérieures à la normale

Services militaires ..... (appelé le 12.5.1942 libéré le 6/II/43  
(grade, campagnes, citations, 145<sup>e</sup> Régiment d'infanterie  
blessures) ..... 2<sup>e</sup> Classe

Affiliation politique (s'il y a lieu) ( neul n'en connaît pas )

Date de l'arrestation ..... 25 Juin 1944.

Motif de l'arrestation ..... alors qu'il se trouvait en cours de repos  
pour maladie a été arrêté à Flescnelles  
(Somme) avec plusieurs personnes de cette  
localité - motif inconnu jusqu'à présent

Condamnation ..... .

Date, tribunal, motif ..... ( )

Eléments de toute nature susceptibles  
de justifier un recours en  
grâce ..... ( )

Lieu d'internement ..... ( )

Nom du défenseur ..... ( )

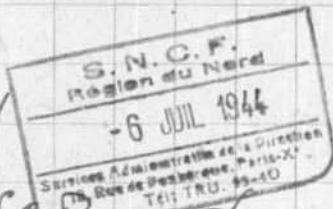
Observations: M. DUBOIS Chef des ateliers Ppal à Longueau intervient auprès  
du Service de Surveillance Allemand de ces établissements en vue de connaître  
le motif de l'arrestation de DOMON. Je vous tiendrai au courant du suivi.

*Le 3<sup>e</sup> échelon du matériel est suivi d'urgence. P.C.B.D.*



6 JUIL 1944

SRW/41  
D 1873



SCP de la Société  
de Suinten

Signé: LEMAIRE

7

RECHERCHES DES P.G. TRAVAILLEURS INTERDITES POLITIQUES  
DONT LES FAMILLES SONT SANS NOUVELLES OU QUI SERAIENT DECEDÉES

Prénoms du (1) ~~Préoccupé~~ DOMON Marie Elphonse Milfid.....  
 Dénomination du (1) ~~Préoccupé~~ Préoccupé.....  
 Dénomination du (1) ~~Préoccupé~~ Préoccupé.....  
 Grade et résidence d'emploi aide-ouvrier (semmier ferreux) Longueau V.V......  
 Date et lieu de naissance ... 25/11/1901 ... Flesselles (Somme).....  
 Signalement complet Taille 1<sup>m</sup> 60 yeux marrons cheveux châtains grisissants.....  
 Nom et adresse de la personne à prévenir Madame Demay Madeline.....  
aux 4. 1/1. atelier de vagues Longueau 37 Rue des Teinturiers prolongé.....  
à Quimper  
 Renseignements sur le lieu de captivité : (1).....  
 Corps de troupe - n° du camp, du commando Camp de Neuengamme.....  
 Lieu de travail, etc. Commando de Bremenfarge.....  
 ou.....  
 Nom et adresse de l'employeur, lieu de travail.....  
 ou.....  
 Lieux de déportation avec la dernière adresse complète.....  
 Numéro matricule..... N° 36.938.....

Renseignements recueillis

(Joindre les documents ou copies communiqués par la famille ainsi que 2 photographies récentes, format carte d'identité).

Domon a quitté le camp de Neuengamme le 12/11/45, malade,  
pour une destination inconnue dans un convoi évacué par les Allemands  
A-joint deux photos d'identité.

(1) rayer les mentions inutiles.

*admis VCP  
 le 28/10/45  
 Van Blanchard*

Sicherheitspolizei (SD)  
Kommando St. Quentin  
Aussenstelle Amiens

Amiens, den 4. 7. 1944

B e s c h e i n i g u n g .

*Attestation*

Es wird hiermit bescheinigt, daß der Eisenbahner,

D o m o n t     Isaie,  
wohnhaft in Fleselles / Somme,

wegen einer strafbaren Handlung von der Sicherheitspolizei festgenommen  
worden ist.

*A.B.  
Röhlz,  
St. N.-Chef.*

S.N.C.F. <sup>DE/P</sup> <sup>ON DU</sup>  
NO 0  
MATÉRIEL & TRACTION  
DIVISION DU MATÉRIEL  
3<sup>e</sup> Arrond<sup>ement</sup> (S<sup>aint</sup> QUENTIN);  
9, Rue de Strasbourg

St-Quentin le 20 Juillet 1944.

S.N.C.F. <sup>RÉGION DU</sup>  
<sup>NORD</sup>  
MATÉRIEL & TRACTION  
24 JUIL 1944

P N° I480

Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
Subdivision du Personnel  
à LA CHAPELLE.

-DOMON ISAIE A/OUVRIER A LONGUEAU.-

-ARRESTATION PAR LES AUTORITES ALLEMANDES.-

Suite à ma lettre P n° I338 du 15 cou-  
rant

Monsieur DUBOIS Chef des ateliers Ppal  
à LONGUEAU, a reçu la visite de Mme DOMON,  
qui, n'ayant pu voir son mari, s'est rendue  
à la Sicherheitpolizei où on lui a remis le  
certificat ci-joint, dont la traduction doit  
être :

CERTIFICAT

Par ce présent certificat il est certi-  
fié que l'employé de chemin de fer

DOMON Isaie

de résidant à Flesselles (Somme)  
a arrêté par la police de sûreté allemande  
pour avoir commis un acte punissable.

Il n'a pas été possible jusqu'à pré-  
sent d'obtenir d'autres précisions sur le  
motif de l'arrestation de l'intéressé.

l'Ingénieur  
Chef de l'Arrondissement  
du Matériel

*attaché*  
7

*R. Hanley*



en Transmis à Monsieur le Chef  
du Service Administratif  
à Paris

Sau le tenir au courant.

(Suite à ma transmission des notes de  
renseignement du 4.7.1944).

La Chapelle, le 28 JUIL 1944

L'Ingénieur Principal

Chef de la Subdivision du Personnel

C. F.  
du Nord

29 JUIL 1944

Administrateur  
10, rue de Dunkerque  
Tél: TR

DEPARTEMENT DE  
LA SOMME

VILLE D'AMIENS  
-----

BULLETIN DE DECES  
-----

Nom : D O M O N

Prénoms : Isate, Alphonse, wilfrid,

est décédé le 2 mai 1945 au large de Lubeck (Allemagne)

transcrit à AMIENS le 6 Juin 1947

Délivré le 10 Juillet 1947 à titre de renseigne-  
ment.

# SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD SERVICE DU MATÉRIEL & TRACTION

R. C. Seine 276.448 B

MT/N. nr L/P

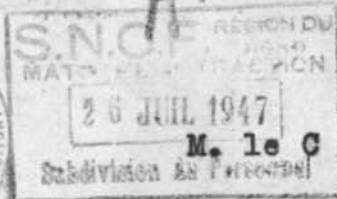
N/réf. : P.N° 3722

V/réf. : A3 n° 9926

du 15.3.1947

Objet :

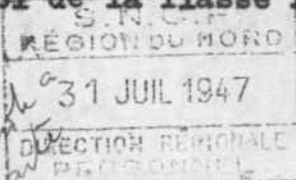
TERGNIER is, le 25 JUILLET 19 47



- DOMON Isaïe, aide-Ouvrier à LONGUEAU -  
Arrêté par les Allemands en 1944 - Non rentré  
Décès officiel -

Je vous adresse, ci-joint, une copie du Bulletin de décès établi par la Ville d'AMIENS attestant le décès de l'intéressé survenu le 2 MAI 1945 au large de LUBECK (Allemagne).

Mon bureau fait le nécessaire pour l'envoi de la liasse L I5 P 3.



L'INGÉNIEUR DU MATÉRIEL  
 CHEF DU 3<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

*transmis à M. le Chef des services administratifs*  
*P. 10*

*Ci-joint, lettre de candidatures destinée à M. l'Ingénieur*  
*la Chapelle, le 30 JUIL 1947*

L'Ingénieur Principal  
 Chef de la Subdivision du Personnel

9 lettres de condoléances aux familles d'agents  
déportés et décedés en captivité.  
Le décès officiel nous a été signifié tardi-  
vement.

Michal



PARIS

- 6 AOUT 1947

Madame,

Je viens d'apprendre la nouvelle officielle du décès de votre mari survenu en déportation.

Au nom de la Société Nationale, de la Région Nord et en mon nom personnel, je m'associe à votre deuil et vous exprime mes sentiments de vive condoléance.

Veuillez agréer, Madame, avec l'hommage de mon respect, l'assurance de ma profonde sympathie.

Le Directeur,

Signé : HÉBERT

Madame DOMON Isaïe  
27, rue des Teinturiers prolongée  
AMIENS (Somme)

L. 1873

1150  
3.90  
1460

Dompson, Edmund.

S.N.C.F.

Région d

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les autorités d'occupation

Preiers renseignements fournis téléphoniquement par le 28 Armée.  
des Voitures et Wagons à Lille le 10.5.1943

NOM: **COMPSIN**

Prénoms: **Edmond, Henri**

Grade de la S.N.C.F.: **side-ouvrier**

Résidence de service: **Lille-Delivrance**

Date d'entrée à la S.N.C.F.: **2.11.1920**

Date et lieu de naissance: **22.5.1897 à Lille (Nord)**

Domicile civil: **38 Avenue Roger Salengro  
Cité de Lille-Delivrance  
marie 1 fille - (13.10.1917)**

Situation de famille: **bonne**

Qualités professionnelles: **appelé 5.8.1919 - libéré 2.9.1919  
775 N.I. 3e cl.**

Services militaires (grade, campagnes, citations, blessures): **Conseiller Municipal de Louve  
(Socialiste adhérent)**

Affiliation politique (s'il y a lieu): **10.5.1943**

Date de l'arrestation: **inconnu (supposé politique)**

Motif de l'arrestation:

Condamnation: **7**

Date, tribunal, motif:

Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce:

Lieu d'internement:

Non du défenseur:



816/N2/41. 2. 1873  
Survant note A.3. N° 9433 du 3.1.1947  
cet agent avait décedé le  
17. Mars 1945 à  
Siegburg - Allemagne.  
Transmis au S.C.F.  
18 MAI 1943  
Signé: CAMBournac

S. N. C. F.

LA CHAPELLE, le  
S. N. C. F.  
RÉGION du NORD

28 MAI 1943

Région du NORD

Matériel et Traction

Subd<sup>iv</sup> du Personnel

29 MAI 1943

DIRECTION de L'EXPLOITATION

SERVICES Monsieur le Chef des Services

Administratifs

à PARIS

S.P.D. No 5326

-:-

DOMPSIN Edmond, AIDE-OUVRIER - LILLE  
INCARCERE PAR LES AUTORITES ALLEMANDES

Suite à la transmission des  
fiches de renseignements concernant  
cet agent.

L'intéressé arrêté le 10.5.43  
aurait été transféré à la prison de  
Loos; d'après sa femme il serait  
soupçonné d'avoir donné asile à un  
militaire anglais.

Je vous signalerai tout fait  
nouveau porté à ma connaissance.

L'Ingénieur Principal  
Chef de la Subdivision du Personnel



29 5  
un martyr



S.N.C.F.

Le 28 Mai 1943

D.

-----  
Région du NORD  
---

Matériel et  
Traction

Subdivision du Personnel. Monsieur le Chef des  
Services Administratifs  
à PARIS.  
-----

SPD n.° 5326

DOMPSIN, Edmond, aide-ouvrier à LILLE  
incarcéré par les autorités allemandes.

Suite à la transmission des fiches de  
renseignements concernant cet agent.

L'intéressé arrêté le 10.5.43 aurait  
été transféré à la prison de Loos; d'après  
sa femme il serait soupçonné d'avoir  
donné asile à un militaire anglais.

Je vous signalerai tout fait nouveau  
porté à ma connaissance.

L'Ingénieur Principal  
Chef de la Subdivision du Personnel

S : FLORENTIN.

---

DR/N2/41

D.1873

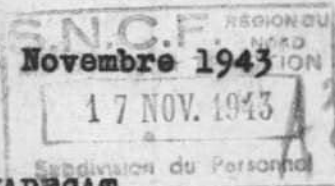
Copie pour Monsieur le Directeur  
du Service Central P.

- 2 JUIN 1943 Comme suite à ma transmission du 18  
Mai 1943.

P. Le Directeur,

*S. Gerny*

Lille-Délivrance, le 13 Novembre 1943



Monsieur MARECAT  
Chef de l'Arrondissement  
à LILLE

P.N° 2729

- DOMPSIN Edmond, Aide ouvrier -
- Incarcéré par les Autorités allemandes -

Suite à ma lettre P.N° 2095 du  
29.4.43.

Je vous donne ci-dessous les renseignements obtenus ce jour concernant DOMPSIN.

*20/11/43*  
*incompréhensible*  
Cet agent a été condamné à 4 ans de travaux forcés, réduits à 3 ans par prévention. par le tribunal allemand de Lille le 12.11.43.

Sa femme a été condamnée à 7 mois de prison et sa fille à 2 mois. Celles-ci attendent leur convocation.

Le S/Chief des Ateliers

*Transmis à Monsieur le Chef du Service du Matériel et de la Subdivision du Personnel à la Chapelle*  
*Suite à ma transmission du 11.9.43*  
*de la note relative ci dessus.*  
*Lille le 15/11/43*

*Remis à Monsieur Duret*  
*A titre de compte rendu*  
*Suite à ma lettre SD/325*  
*du 28.1.43.*

*Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma haute estime et de mon profond respect.*  
*Ingénieur Principal*

*CHIEF DE L'ARRONDISSEMENT DU MATERIEL*  
*de la Subdivision du Personnel*  
*Signature*

24 NOV 1943



Monsieur le Directeur du Service  
central du Personnel,  
(Service de Prisonniers)

Suite à ma transmission du 2 juin 1943

DR/N2/41  
D 1873

L'aide-ouvrier DOMPSIN Edmond, de LILLE,

Agent condamné  
par les  
Allemands

a été condamné à 4 ans de travaux forcés ,  
réduits à 3 ans pour prévention, par le tri-  
bunal allemand de LILLE le 12 Novembre 1943.

Sa femme a été condamnée à 7 mois de  
prison et sa fille à 2 mois; elles attendent  
leur convocation.

P/ Le Directeur,

Signé: OUDOT

Lille-Délivrance, le 7 Décembre 1943

10 DEC. 1943

Subdivision du Personnel

Monsieur MARECAT  
Chef de l'Arrondissement  
à LILLE

P.Nº 2947

- DOMPSIN Edmond, Aide ouvrier -
- Incarcéré par les Autorités allemandes -

14-12

M Marty

Suite à ma lettre P.Nº 2817 du  
24/11/43.

Des renseignements qui me par-  
viennent ci-après :

DOMPSIN aurait été déporté en Allemagne  
la date n'a pu m'être donnée;

Mme DOMPSIN et sa fille auraient été  
arrêtées le 3/12/43 et emmenées pour  
purger leur peine.

Le S/Chef des Ateliers

Transmis à  
Monsieur Le Chef du Service MT  
C. Subst. ou P. Personnel  
à la Chancellerie

Suite à ma transmission du 10.11.43

Lille le 8.12.43

L'INGÉNIEUR  
CHEF DE L'ARRONDISSEMENT  
DU MATÉRIEL

Marty

Reçu à Monsieur Cretot  
A titre de renseignements  
J'ai à ma T. du 19.11.43  
de la note P.27.29. du 13.11.  
de M. Marecat

L'INGÉNIEUR 13 DEC 1943

C. F.	
Nord	
14 DEC 43	
Serv. 18, Rue de la Direction	Serv. 18, Rue de la Direction
Paris-X	Paris-X
59-40	

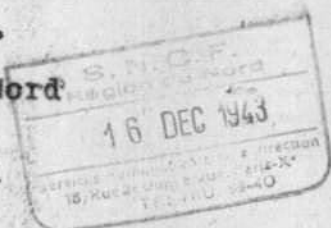


S.N.C.F.

Région du Nord

DR/N2/41

D. 1873



16 DEC 1943

Agent arrêté par  
les allemands.

Monsieur le Directeur  
du Service central du Personnel.

Suite à ma lettre du 24 novem-  
bre 1943.

L'aide-ouvrier DOMPSIN, Edmond  
de LILLE condamné à 4 ans de travail  
forcés par les allemands, aurait  
été déporté en Allemagne; nous n'a-  
vons pu connaître à quelle date.

Mme DOMPSIN et sa fille au-  
raient été arrêtées le 3 décembre  
1943 et emmenées pour purger leur  
peine.

P. Le Directeur,

Signé: OUDOT

Lille-Délivrance, le 8 Février 1944

11 FEV. 1944

Monsieur MARECAT  
Chef de l'Arrondissement  
à LILLE

P.N<sup>o</sup> 378

- DOMPSIN Edmond, Aide ouvrier -
- Incarcéré par les Autorités allemandes -

Suite à ma lettre P.N<sup>o</sup> 2947 du  
7/12/43.

Je suis avisé que Mademoiselle  
DOMPSIN est sortie Mercredi 2 Février  
de la prison de Loos.

Elle habite provisoirement :  
8, rue Roger Salengro à LOMME - cité de  
Lille-Délivrance.

Le S/Chief des Ateliers

Examiné à  
Ancien Le Chef du Service MT  
(Sub. du Personnel)  
à La Chapelle

Transmis à Monsieur Bredot  
A titre de renseignements.  
(Suite à ma T<sup>o</sup> du 13/12/43)  
L'Ingénieur Principal  
Chef de la Subdivision du Personnel

Suite à ma transmission du 7/12/43  
Lille le 9.2.44

L'INGÉNIEUR  
CHEF DE L'ARRONDISSEMENT  
DU MATÉRIEL

17 II  
m. m. m.

S.N.C.F.  
Région du Nord

Le 21 FEV 1944 G.

---  
DR/N.2/41  
D.1873



Monsieur le Directeur du Service  
central du personnel,  
(Service des Prisonniers)

Suite à ma lettre du 16 Décembre 1943  
relative à l'arrestation par les allemands  
de la famille DOMPSIN Edmond, de LILLE.

Melle DOMPSIN est sortie le 2 Février  
1944 de la prison de LOOS.

Elle habite provisoirement : 8 rue  
Roger Salengro à LOMME - Cité de LILLE DELI-  
VRANCE.

Le Directeur,

*Signé: OUDOT*

Dompson Edmund.

Sans nouvelles depuis Juin 1944

Dernière adresse connue :

Gefangnis Insen - Strasse 90.  
Siegburg (Deutschland)

17 Mai 1945



S.N.C.F.  
Service Central  
du Personnel

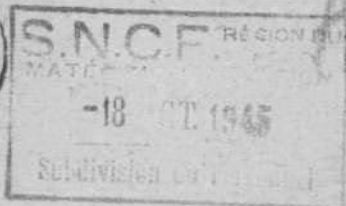
Paris, le 27 SEPT. 1945

Section des Prisonniers  
et Déportés civils

8, rue de Londres  
Paris (9<sup>e</sup>)

22 SEPT 1945

ARRONDISSEMENT DE LA TRACTION



Pm 40878

Monsieur le Chef d'arrondissement

Conformément aux dispositions de la lettre  
Pm 1196 du 3 août 1945, j'ai l'honneur de vous  
prier de vouloir bien me faire parvenir les té-  
moignages écrits que vous pourrez recueillir  
sur le décès de M. DOMPSIN Edmond

ni le 20.6.92

Voir VW  
transmis à Monsieur  
le chef du Service du Matériel  
et de la Traction  
Subdivision du Personnel  
La Chapelle  
ma lettre Pm 4808 du 9.8.45  
Lille le 15 octobre 1945  
Ingénieur  
CHIEF ARRONDISSEMENT  
DE MATÉRIEL  
Juvard

Paris le 12. 10. 45.

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

En réponse à votre honorer du 3 courant  
je vous retourne le formulaire dûment  
rempli que vous m'avez joint en espérant  
qu'il vous satisfera.

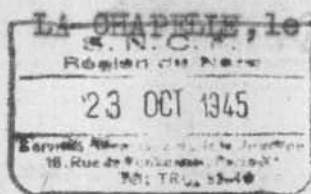
Toujours à votre disposition pour des  
renseignements complémentaires d'ailleurs même  
ou je pourrai vous les fournir.

Recevez Monsieur mes salutations

*F. Zeller*



A3.N° 6020



2 OCT 1945 LC

Monsieur le Chef des Services  
Administratifs à PARIS



CERTIFICATS DE DECES CONCERNANT LES  
DEPORTES POLITIQUES (Lettre Pm II96).

Je vous adresse ci-annexé trois  
certificats établis par des rapatriés  
concernant le décès survenu en Allemagne  
de l'aide-ouvrier DOMPSIN Edmond, de  
l'Atelier des Voitures et Wagons de  
Lille-Délivrance, arrêté par les Alle-  
mands le 10 mai 1943 pour un motif  
politique.

*Passé  
à H. Kary*

Ci-joint pour la signature de M. le  
Directeur la lettre de condoléances  
destinée à la famille de notre agent.

Veuillez trouver également une  
lettre du Service Central du Personnel  
(Section des Prisonniers et Déportés  
civils).

L'Ingénieur Principal  
Chef de la Subdivision du Personnel

*SEP de 25/10/45  
Vn D 1873  
Bouffaut*

31 OCT 1945



Madame,

J'ai été douloureusement ému par la mort de votre mari décédé en captivité.

Au nom de la Société Nationale, de la Région du Nord et en mon nom personnel, je m'associe à votre deuil et vous exprime mes sentiments de vives condoléances.

Veuillez agréer, Madame, avec l'hommage de mon respect, l'assurance de ma profonde sympathie.

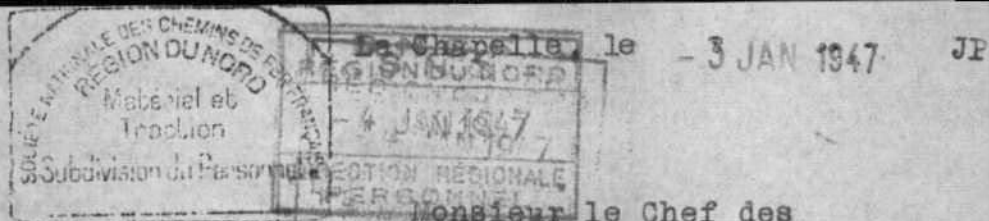
Le Directeur,

Signé : HÉBERT

Signé : HÉBERT

Madame DUMPSIN  
58 rue Roger Salengro  
à LOMBE. -  
(Nord)





A.3 N° 9433

Monsieur le Chef des  
Services Administratifs  
à PARIS

Avis officiel de décès d'agents  
déportés -

Le 2<sup>e</sup> Arrondissement des  
Voitures et Wagens me fait savoir  
qu'il a reçu un extrait d'acte de  
décès concernant les agents dési-  
gnés ci-après :

BROUDOUX Raymond, ouvrier à Somain,  
décédé le 25 Avril 1945 à Hambourg  
(Allemagne).

DOMPSIN Edmond, aide-ouvrier à  
Lille-Délivrance, décédé le 17 Mars  
1945 à Siegburg (Allemagne).

Les lettres de condoléances  
destinées aux femmes des intéressés  
vous ont été adressées respective-  
ment les 14 Septembre et 22 Octobre  
1945 par mes lettres A.3 5590 et  
6020.

Copie

DP 12. / 41.

Original  
dans D. Broudoux

8. 1. 1947

L'Ingénieur Principal  
Chef de la Subdivision du Personnel

Transmis à M. le D<sup>r</sup> du Service Central  
du Personnel  
Section des prisonniers et déportés  
pour le tenir au courant  
Signé : Bihuel.

S. 1873 . HRE

Dooghe, Marcel.



Titre statutaire manœuvre spécial  
(au crayon)

Résidence Beethune  
(au crayon)

Radiation { date du départ de la Cie  
motif

N <sup>os</sup> d'ordre	N <sup>os</sup> d'entrée	N <sup>os</sup> d'ordre	N <sup>os</sup> d'entrée	N <sup>os</sup> d'ordre	N <sup>os</sup> d'entrée	N <sup>os</sup> d'ordre	N <sup>os</sup> d'entrée
1		16		31		46	
2		17		32		47	
3		18		33		48	
4		19		34		49	
5		20		35		50	
6		21		36		51	
7		22		37		52	
8		23		38		53	
9		24		39		54	
10		25		40		55	
11		26		41		56	
12		27		42		57	
13		28		43		58	
14		29		44		59	
15		30		45		60	

N<sup>os</sup> 365. Radiation. 4000. 3. 34

(Noms et Prénoms)

Quand l'agent quitte la Compagnie, la date et le motif de son départ doivent être portés sur cette chemise qui doit être annulée par un trait tracé en diagonale, au crayon de couleur, dans toute sa longueur, puis classée à part.

S.N.C.F.

Région d NORD

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la  
par les Autorités d'occupation



NOM . . . . . : DOOGH

Prénoms . . . . . : Mamel

Grade à la S.N.C.F. . . . . : Aiguilleur de 1ère classe

Résidence de service . . . . . : AULNOY

Date d'entrée à la S.N.C.F. . . . : 4.5.1925

Date et lieu de naissance . . . . : 28.11.1903 BRUX-les-MINES (P. de C.)

Domicile civil . . . . . : 5 rue Diaz à AULNOY (Nord)

Situation de famille . . . . . : Marié, 3 enfants âgés de 17 - 16 et 14 ans

Qualités professionnelles . . . . : Normales

Services militaires  
(Grade, campagnes, citations,  
blessures) . . . . . : Novembre 1923 Appelé au 43è R.I.  
Mai 1925 Libéré

Affiliation politique  
(s'il y a lieu). . . . . : /

Date de l'arrestation . . . . . : 13 Décembre 1943  
Libéré le 14 a repris son service le 15.12.1943

Motifs de l'arrestation . . . . . : A été retenu à la Pénitencierie à la suite  
de ramassage dans les voies de 2 chemises et  
de 2 foulards abandonnés par des soldats alle-  
mends.

Condamnation . . . . . : /

Date, tribunal, motif . . . . . : /

Éléments de toute nature sus-  
ceptibles de justifier un  
recours en grâce . . . . . : /

Lieu d'internement . . . . . : AULNOY

Nom du défenseur . . . . . : /

1873

20 JAN 1944

SCP *du Nord*  
*Directeur*  
Signé : CAMBOURNAG

500 ex.



Copie pour Monsieur le Chef des Services  
Administratifs de la Direction,

Ci-joint fiches de renseignements.



Le Chef de la Subdivision du Personnel

14 JAN 1944

X.B.GP.4 A/1  
D. 26.917

P.2.b du 7.1.1944

Affaire DOOGHE

Monsieur le Chef de l'Arrondissement  
de l'Exploitation de ST-URTIM.

157  
unmatt

Suite à votre lettre rappelée ci-dessus.

L'Aiguilleur de 1ère classe DOOGHE, Marcel, d'AULNOYE, n'a pu assurer son service le 14 Décembre 1943, date à laquelle il a été retenu par la Feldgendarmarie pour avoir ramassé dans les voies deux chemises et deux foulards abandonnés par des soldats allemands.

DOOGHE faisant pour ce motif l'objet d'une proposition de sanction à la décision de M. le Chef du Service (notre rapport 7 P.2 du 23 Décembre 1943), nous ne pouvons, étant donné les circonstances de son absence, faire autrement que de le traiter sans solde pendant la journée du 14 Décembre 1943 et j'interviens à cet effet auprès de M. le Chef de la Subdivision de la Comptabilité M.T.

Signé: CHEVRIER

DR 2

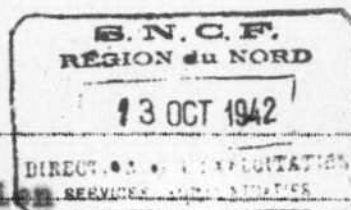
D 1873

DORSO Paul.

S.N.C.F.

Région d Nord

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation.



NOM : ..... : DORSE

Prénoms ..... : Paul, Maurice, Lucien

Grade à la S.N.C.F. .... : Commis de 2ème cl.

Résidence de service ..... : Le Bourget-Triage

Date d'entrée à la S.N.C.F. .... : 23/10/1922

Date et lieu de naissance ..... : 16/1/1900 à Esaignières (Ardennes)

Domicile civil ..... : 5bis rue d'Ebreuil à Aulnay-s/Bois (S. et O.)

Situation de famille ..... :  marié 3 enfants 17, 15 et 12 ans

Qualités professionnelles ..... : Bonnes

Services militaires  
(grade, campagnes, citations,  
blessures) ..... : 5ème Régie - appelé le 4/10/20 libéré le  
22/9/22

Affiliation politique (s'il y a lieu) {  
.....

Date de l'arrestation ..... : 14/9/42 à Abbilly (Indre et Loire) ligne de  
démarcation (l'agent devait reprendre son  
service le 16 Septembre 1942 après un congé  
de 10 jours).

Motifs de l'arrestation ..... : (ces renseignements complémentaires sont fournis  
prochainement)

Condamnation ..... :  
.....

Date, tribunal, motif ..... :  
.....

Eléments de toute nature susceptibles  
de justifier un recours en  
grâce ..... :  
.....

Lieu d'internement ..... :  
.....

Nom du défenseur ..... :  
.....

1873.

13 OCT 1942

SEP (un Division)  
à Directeur  
Signé : CAMBOURNAC

9 - COPIE pour:

M. le Chef du Service du Contentieux  
(Oppositions)

M.M. COLLET, CAREL, LEROY

M. le Chef des Services administratifs de  
la Direction

Ci-joint fiches de renseignements

M. le Chef du Sec de la Comptabilité  
Générale (oppositions) 17 rue de Londres Paris

Le Chef de la Subdivision du Personnel

EX.N.G.P.4 A/1

D. 14.215

Arrestation par les  
autorités allemandes



9 OCT 1942

Monsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité M.T.

Le commis de 2ème cl. DORSO Paul,  
du Bourget-Triage est absent de son service  
depuis le 16 Septembre 1942 du fait de son  
arrestation par les autorités allemandes.

Prière de lui supprimer ses appointe-  
ments à compter de cette date et de faire  
verser à sa femme la solde à laquelle il  
a droit pour la période du 1<sup>er</sup> au 15  
Septembre 1942 inclus. -

Signé: DELANNOY

10/10  
un autre



19 OCT 1942

COPIE pour Monsieur le Chef des Services  
Administratifs de la Direction.

Pour le tenir au courant.



Le Chef de la Subdivision du Personnel

*[Signature]*

EX.N. CP. 4 A/1

D. 14.215

Arrestation par les  
Autorités allemandes

Monsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité M. T.

Suite à ma lettre même référence du 9 Octobre  
1942.

Le Comais de 2e classe DOREO, Paul du BOURGET-  
THIAUX qui était absent de son service depuis le  
16 Septembre 1942 du fait de son arrestation par  
les Autorités allemandes a été remis en service le  
1er Octobre 1942 après libération.

Prière de lui rétablir ses appointements à  
compter du 1er Octobre 1942.

*Coité  
le Mart*

S.N.C.F.  
Région du Nord

Le Directeur  
de  
l'Exploitation



Le 22 OCT 1942

DR/N.2741  
B. 1873  
Libération d'agent  
incarcéré par  
les Allemands

Monsieur le Directeur du Service  
Central P.

Suite à la fiche de renseignements  
concernant le commis de vel. Dorso,  
Paul du Bourget Triaf.  
que je vous ai adressée le 13 octobre 1942

Cet agent, incarcéré par les autorités  
d'occupation depuis le 16 Septembre 1942  
a été libéré le \_\_\_\_\_ et a re-  
pris son service le 26 octobre 1942

Le Directeur de l'Exploitation,  
Signé : Oudot

D. 1873

M<sup>me</sup> Doucet, Gaston  
(Veu Doucet)

SR 2

d



S.N.C.F.

Région du NORD

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation

NOM : Mademoiselle LONCEY

Prénoms : Gastone, Louise, Jeanne

Grade à la S.N.C.F. : auxiliaire garde

Résidence de service : HIRSON - passage à niveau N° 109.

Date d'entrée à la S.N.C.F. : 24 décembre 1942.

Date et lieu de naissance : 17 janvier 1908 à Hirson

Domicile civil : 37 Rue du Haut Rouet à Hirson

Situation de famille : mariée (le mari cantonnier à Hirson a été arrêté par les autorités d'occupation le 28 novembre 1942 *ma maison du 28 novembre 1942*)

Qualités professionnelles : 4 enfants : 18 ans - 16 ans - 15 ans - 12 ans.annes

Services militaires (grade, campagnes, citations, blessures) :

Affiliation politique (s'il y a lieu) : aucune à notre connaissance.

Date de l'arrestation : 13 décembre 1943 à 9 heures

Motifs de l'arrestation : inconnus *(le mari a été arrêté pour détention d'objets furtifs de guerre et de cartouches)*  
(La fille Régine 18 ans - les fils Gaston 16 ans et Michel 15 ans ont été arrêtés en même temps que leur mère)

Condamnation : Une démarche est faite auprès des autorités locales allemandes en vue de connaître le motif de l'arrestation.

Date, tribunal, motif :

Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce :

Lieu d'internement :

Nom du défenseur : 17 DEC 1943

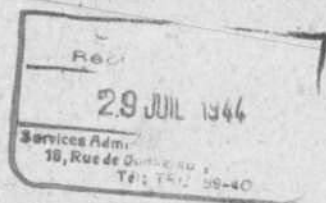
1873

SCP M. Dubitain  
& Associés

Signe : CAMBOURNAG V



V.B.N.-va3



St-Quentin le 8 juillet 1944

Monsieur PARADIS,

Je vous ai avisé le 19 décembre dernier de l'arrestation, par les Autorités Allemandes le 13 décembre 1943, de Mme DOUCET Gastonne, garde auxiliaire au P.N. 109 de la ligne de Soissons-Frontière, ainsi que de ses enfants.

Je vous informe que l'intéressée et ses enfants ont été libérés le 22 juin.

Je me rapproche de mon service local quant à l'adresse où elle se retire et sur ses intentions en ce qui concerne sa reprise de service à la S.N.C.F. - Je vous renseignerai en temps utile.

L'Ingénieur de la Voie  
HARDY

V.B.N.-goB2

Paris, le 27 juillet 1944

Copie à Monsieur le Chef des Services Administratifs  
pour le tenir au courant.

Le Chef de la Subdivision du Secrétariat  
et du Personnel du Service de la Voie

*Diery*

S.N.C.F.

S.N.C.F.  
Région du Nord

le

1 AOUT 1944

Région du Nord

1 AOUT 1944

LE DIRECTEUR

DR/N 2/41

D. N° 1873

Libération d'agent  
incarcéré par les  
Allemands.

Monsieur le Directeur  
du Service central P.

Suite à la fiche de renseignements

concernant L'auxiliaire gendre Madame  
Doucet, Gaston Huson

que je vous ai adressée le 13 Décembre 1943  
Mme Doucet  
et agent, incarcéré par les autorités

d'occupation depuis le 13 Décembre 1943

a été libérée le 22 Juin 1944 ainsi que  
3 de ses enfants avec elle en même temps  
et a repris son service

fullell.

LE DIRECTEUR,

Signé : OUDOT

Région NORD

Service de la Voie  
et des Bâtimens.

Hirson, le 10 Août 1944.

Monsieur l'Ingénieur,

Madame DOUCET a été libérée le 13 Juin 1944  
et a repris du service comme auxiliaire le  
20 Juin au P.N.110, ligne de Soissons Fre.

Le S/Ingénieur  
Chef de Section

.....

V.B/N.va3

Arrestation par les

St-Quentin le 22 Août 1944

A.A.

Mme DOUCET Gastonne

Monsieur PARADIS,

Pour le tenir au courant comme suite à  
ma note du 8/7/. Mme DOUCET a été libérée  
le 13/6/ et non le 22/6/ comme indiqué  
précédemment par mon service local.

L'Ingénieur de la Voie

.....

V.B/N gp-B2

Paris, le 19 Septembre 1944.

Copie à Monsieur le Chef des  
Services Administratifs.

Pour le tenir au courant  
suite à précédentes correspon-  
dances.

Le Chef de la Subdivision  
du Personnel et du Secréta-  
riat V.B.



21-9  
un autre

*Paradis*



D. 1.873

Doucet, Marceau  
(Voir Doucet, Gaston)



8/ 72 Munster, 27 novembre 1942

Monsieur Cler

J'ai l'honneur de vous rendre compte des faits suivants.  
Les autorités d'occupation ont procédé dans la nuit  
vers 11 heures à une perquisition dans le logement occupé  
par le cantonnier Doucet Harceau, de la 5<sup>e</sup> Brigade du  
district d'Oron - logement situé aux abords du PN  
110 kil 198<sup>683</sup> de la ligne Soisson - Frontière, sur le  
territoire de la commune d'Oron.

Cette perquisition a amené la découverte d'un fusil de  
guerre, d'un certain nombre de cartouches et de documents  
(dont je ne connais pas la teneur mais qui ont permis  
aux autorités allemandes de classer Doucet comme communiste).

Les gendarmes allemands se sont présentés au chantier  
kil 200<sup>650</sup> vers midi - ils ont relevé l'identité de tous les  
agents qui prenaient leur repas sur place, mais n'ont pu  
s'assurer de la personne de Doucet qui avait regagné son  
domicile ; Toutefois, Doucet présent semble-t-il de la  
présence des Allemands chez lui ne s'est pas présenté à son  
domicile et n'a pas rejoint son poste le 27 après midi.

Nous le considérons comme absent. sur les documents  
comptables, à partir du 27 novembre à 13 heures.

Le Chef de District,

Koegeus

Personnel 7' Hovroy, le 27/11/42

Doucet Marcel

Maurice l'Ingénieur,

Note ci-jointe de M<sup>r</sup> Delgheur.

Doucet qui n'était pas reparu chez lui depuis les faits signalés dans cette note, s'est rendu ce matin à 9h30 à la gendarmerie allemande d'Hovroy. Il a été mis en état d'arrestation.

De l'enquête que nous avons faite, Doucet n'était considéré comme communiste ni par ses voisins, ni par ses camarades de brigade. Il n'avait jamais fait de propagande, ni fait montre d'aucune activité à cet égard.

Doucet est un homme assez bavard aimant bien causer.

Comme agent, c'est un bon ouvrier capable et actif.

VB/N Va 3

Arrestation  
d'agent par les  
Aut. Allemandes  
Doucet Marcel

1 note de ch. & Dintel  
2 photos  
Grammis  
à Monsieur

Paradis

comme suite à ma com<sup>12</sup> de P. P. J. 1942  
St Quentin le 2 x 1942

Ne pas considérer cet agent en  
absence irrégulière depuis le 27.11.42  
a 134.

V.13N/34192

Soumis à l'annulation

Paris, le 7 Décembre 1942

S.N.C.F.  
RÉGION du NO.

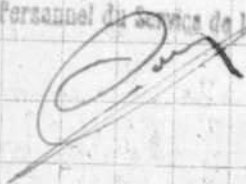
- 8 DEC 1942

DIRECTION  
SERVICE

Monsieur le Chef  
des Services Administratifs

comme suite à la fiche de renseignements  
concernant les agents qui lui a été  
adressée le 30 Novembre.

Le Chef de la Subdivision du Secrétariat  
et du Personnel du Service de la Voie



Il n'aimait pas les occupants et le disait.  
Du point de vue politique, il ne faisait pas de propagande et n'était pas connu comme militant.  
Le ménage Doucet comprend le mari, la femme (34 ans) 4 enfants (F.17 ans, G.15 ans, G.14 ans, F.11 ans).  
La fille aînée travaille aux Aciéries d'Hirson; la plus jeune est écolière.  
Les deux fils ne travaillaient pas. A la suite de l'arrestation du père, le fils 14 ans a été embauché aux Etablissements SOMON tôle à Hirson.

Propositions : Les autorités occupantes, lors de leur interrogatoire ne paraissent pas admettre la version donnée par le ménage Doucet pour expliquer la présence d'un fusil au domicile de notre agent. Il est à craindre que la détention de Doucet soit maintenue.

Nous ne pouvons qu'attendre la libération de cet agent pour obtenir ses explications et agir contre lui le cas échéant.

La famille de Doucet reste dans une situation précaire, le salaire du mari étant la ressource majeure du foyer. Madame Doucet est une personne estimée et ariante dont la situation actuelle est digne d'intérêt.

Hirson, le 4 Décembre 1942

Le S/Ingénieur Chef de Section

Confidentiel

RAPPORT d'enquête de Monsieur CLER,

S/Ingénieur Chef de Section à HIRSON.

Date de l'incident : 27 novembre 1942

Lieu de l'incident : Hirson

Nature de l'incident : Arrestation par l'autorité allemande à la suite de perquisition domiciliaire.

Agent incriminé : DOUCET Marcel, cantonnier à la 5ème Brigade (Hirson) du District d'Anser, demurant à Hirson, logement S.N.C.F. situé au Km. 198.700 de la ligne Soissons-Frétille.

Exposé des faits : Le 27 novembre 1942, à 9 h 30, la gendarmerie allemande est venue faire une perquisition au domicile du cantonnier Doucet Marcel. Au cours de cette perquisition il a été découvert dans le tiroir d'un meuble un fusil de guerre français et des cartouches.

En l'absence de DOUCET qui se trouvait à son travail, la femme et les 2 fils (15 et 14 ans) de notre agent furent interrogés sur la provenance de cette arme. Madame DOUCET déclara qu'elle ignorait l'existence de ce fusil chez elle et sa provenance; les enfants déclarèrent que, dans les premiers jours de l'occupation allemande, alors que de nombreuses armes avaient été abandonnées, ce fusil leur avait été donné par des soldats allemands qui l'avaient trouvé alors qu'ils faisaient l'exercice à proximité de la maison. Ils l'avaient caché pendant plusieurs mois à l'insu de leurs parents dans l'annexe du logement, puis ensuite dans le tiroir du meuble inutilisé où il avait été trouvé.

Vers midi, les gendarmes allemands se rendirent au Km.200 au chantier de la 5ème Brigade interroger DOUCET. A leur arrivée à 12h10, DOUCET était parti déjeuner, mais prévenu sans doute en route de la perquisition effectuée à son domicile, DOUCET ne rentra pas chez lui et n'y retourna ni le soir, ni la nuit.

Le lendemain 28 novembre, DOUCET alla de lui-même se constituer prisonnier à la gendarmerie allemande d'Hirson. Il fut conduit le jour même à Vervins, au cours de son interrogatoire, DOUCET paraissait avoir déclaré également qu'il ignorait l'existence à son domicile de ce fusil. Le lundi 30 novembre, les gendarmes allemands ont en effet interrogé à nouveau les deux fils de Doucet sur la provenance du fusil et des cartouches.

DOUCET a été transféré le 2 Décembre à la citadelle de Laon. Sa femme, ni aucune personne le connaissant a été autorisée à le voir depuis son arrestation.

Le jour de l'arrestation de Doucet il avait déclaré que les gendarmes allemands avaient trouvés des documents politiques au cours de la perquisition chez Doucet. Madame Doucet nous a déclaré que c'était inexact, qu'aucun document n'avait été trouvé et qu'à sa connaissance son mari ne possédait aucun papier compromettant.

Les gendarmes allemands ont dit à Madame Doucet que c'était à la suite d'une dénonciation que la perquisition avait été faite.

Antécédents de l'agent : Doucet est entré à la Compagnie le 1/3/1929. Il a été commissionné le 1/3/1930.

Il n'a eu aucune punition au cours de sa carrière.

Doucet est un très bon agent, actif, plein d'allant. C'est un homme expansif, causant beaucoup et bruyamment, s'emportant vite.



S.N.C.F.

Région du NORD

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation



NOM : DOUCET

Prénoms : Marceau, Nestor, Victor

Grade à la S.N.C.F. : Cantonnier

Résidence de service : Hirson - District Voie

Date d'entrée à la S.N.C.F. : 27 Février 1929

Date et lieu de naissance : 28 Mai 1905 à Hirson

Domicile civil : Hirson, 37, rue du Haut Roust

Situation de famille : Marié, 4 enfants, 17, 15, 14, 11 ans

Qualités professionnelles : Bon ouvrier, capable, actif.

Services militaires (grade, campagnes, citations, blessures) : 18<sup>e</sup> Génie à Lille du 10 Mai 1925 au 10 Novembre 1926

Affiliation politique (s'il y a lieu) : Néant

Date de l'arrestation : 28 Novembre 1942

Motifs de l'arrestation : Une perquisition faite au domicile de l'intéressé le 27 Novembre à 11 h. fit découvrir un fusil de guerre ainsi qu'un certain nombre de cartouches et des documents dont on ne connaît pas la teneur

Condamnation : M. DOUCET qui n'était pas présent au moment de la perquisition ne revint pas à son domicile le soir mais il se constitua prisonnier à la gendarmerie allemande d'Hirson le 28-11-42 à 9 h 30.

Date, tribunal, motif : " "

Condamnation : " "

Date, Tribunal, motif : " "

Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce : " "

Lieu d'internement (présuré) : VERVINS → citadelle de Lion

Nom du défenseur : 3

Reçu en France le 15.5.45  
S.C.P. avisé le 29.6.1945  
par bureau collectif. claud  
au docteur Comte Robert  
Courteuse

1873  
- 2 DEC 1942

Signé: CAMBOURNAG



12/1/43

15 JANV 1943

10

DIREC<sup>ION</sup> L'EXPLOITATION  
ADMINISTRATIVE

Le motif principal et certain de l'incarcération par le A.O. du cantonnier Doucet Marcel, d'Hirson, est la détention d'une fusil de guerre et de cartouches.

A ( D'après le barème Fatalet, la famille devrait recevoir une allocation mensuelle = A.F. +  $3/4$  rémunération.

B ( Accessoirement, au cours de la perquisition domiciliaire, les A.O. auraient découvert des documents (qui leur « ont permis de classer Doucet comme communiste », écrivait le 27. 11. 42 le chef de district. Mais, dans son rapport d'enquête joint du 4-12-42, le chef de section a écrit que M<sup>me</sup> Doucet avait déclaré qu'« aucun document n'avait été trouvé » et qu'à sa connaissance son mari ne possédait « aucun papier compromettant ». Par ailleurs, d'après V.B., notre agent ne s'est jamais livré à une activité fatigante quelconque en service ou hors du service.

Il me paraît délicat de faire une démarche auprès des A.O. pour vérifier B.

Reste la question de l'allocation mensuelle. 3 solutions sont possibles:

- 1<sup>re</sup>) soit A, comme le propose V.B (A.F. +  $3/4$  Rem.),
- 2<sup>de</sup>) soit considérer qu'il y a doute sur le motif de l'incarcération et accorder, d'après le barème Fatalet, A.F. +  $1/2$  rémunération,
- 3<sup>de</sup>) soit, Doucet étant considéré soi-disant comme communiste, ne verser à sa famille que des secours sur demande et d'après les besoins réels.

Je vous propose la solution 2<sup>de</sup>): quand nous serons exactement fixés, nous pourrions soit adopter 1<sup>re</sup>) et rétablir rétroactivement A.F. +  $3/4$  Rem., soit en venir à 3<sup>de</sup>).

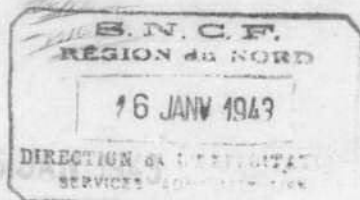
Il y a 4 enfants: 17, 15, 14, 11 ans.

les autres

14/1

C'est le but A) p. 17 que  
adopter

Amas



DR/N2/47-D 1873

M. Parodis

M. le Directeur a décidé d'accorder  
à la famille une allocation mensuelle =  
A.F. +  $3/4$  de la rémunération.

Le Chef des Services Administratifs

*André*



19 JANV 1944

Service des Pensions et des Indemnités  
Ministère de l'Intérieur

Paris 18 janvier 1944

Monsieur le Chef de 2<sup>e</sup> ad 4<sup>e</sup>

À la suite de l'arrestation par les autorités allemandes, le 28 novembre 1942 de M. Doucet, Charles, cantonnier à Paris, il avait été attribué à la femme de l'intéressé une allocation mensuelle correspondant aux 3/4 de la rémunération augmentée de charges familiales.

M<sup>me</sup> Doucet ayant été arrêtée à son tour par les mêmes autorités le 13/12/43 ainsi que 3 de ses enfants âgés de 18, 16 et 15 ans, la cadette âgée de 12 ans a été recueillie par M<sup>me</sup> Delaporte, une des sœurs de M. Doucet à Paris.

A (Veuillez nous faire savoir si nous pouvons faire payer à M<sup>me</sup> Delaporte, l'allocation familiale due pour cette enfant.)

DR/N2/47-D 1873

M. Paradis

Signé Paradis

A c oui

Ingénieur en Chef

Aucourt

31  
 1944  
 18/11/44  
 18/11/44

Paris, le 18 août 1944.

VP-N-10-25

Monsieur le Chef des Services Administratifs,

Le commandant DOUGET Marceau d'Hirson a été arrêté par les autorités d'occupation le 28 novembre 1942.

Il avait été attribué à sa femme une allocation égale aux 3/4 de sa rémunération augmentée des allocations familiales à compter du jour de son arrestation.

DOUGET a été arrêté à son tour le 12 décembre 1943 ainsi que 3 de ses enfants âgés de 18, 16 et 12 ans; le 4ème enfant, une fille âgée de 12 ans 1/2 a été laissée en liberté.

Le paiement de l'allocation a été suspendu et seule l'allocation familiale due pour l'enfant de 12 ans 1/2 a été versée à la personne étrangère qui l'a recueillie.

Mme DOUGET a été libérée le 22 juin 1944 ainsi que ses enfants. L'ai donné des instructions pour la reprise à partir de cette date de l'allocation des 3/4 de la rémunération augmentée des allocations familiales.

A ( Je vous serais obligé de me confirmer que cette allocation peut également être payée pour la période du 12 décembre 1943 au 22 juin 1944.

B ( Dans l'affirmative conviendrait-il de mettre en réserve au nom de M. DOUGET la somme pouvant provenir du rappel ou de payer ce rappel à sa femme, d'être à effectuer le versement par fractions échelonnées sur plusieurs mois.

A mon avis c'est cette dernière solution qu'il conviendrait d'adopter.

Je vous serais obligé de me donner votre opinion à ce sujet.

DR/M/163-0 2873

M. Gervais

A = oui

B = il faut adopter la 2ème solution.

L'inspecteur en Chef

G. Gervais

D. 1873

DR 2

Doucet, Pierre

(<sup>74</sup> Voir aussi Hanon)

(SR)

(lib)

1873

Doucet, Pierre

(Vou aussi Hanon)



S.N.C.F.  
Région du Nord

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation.

NOM : ..... DOUCET

Prénoms : ..... Pierre

Grade à la S.N.C.F. : ..... Homme d'équipe

Résidence de service : ..... COMPIEGNE

Date d'entrée à la S.N.C.F. : ..... 25 Avril 1924

Date et lieu de naissance : ..... 25 Avril 1897 à Pas Brouillet - Cne de  
St-Martin-le-Pin (Dordogne)

Domicile civil : ..... 1. rue Albert Sartiaux - Cité des Chemi-  
nists - MARGNY-les-COMPIEGNE

Situation de famille : ..... Marié - 1 enfant de 24 ans

Qualités professionnelles : ..... Normalès

Services militaires (grade, campagnes, citations, blessures) : ..... Appelé en Septembre 1916 au 108è R.I.  
Libéré le 16 Septembre 1919

Affiliation politique (s'il y a lieu) : .....

Date de l'arrestation : ..... 14 Janvier 1943

Motifs de l'arrestation : ..... Vol d'effets militaires français prove-  
nant du Centre de Libération des Prisonniers  
de Guerre (effets rechargés dans un wagon à  
destination de l'Allemagne).

Condamnation : ..... Pas encore jugé

Date, tribunal, motif : .....

Éléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce : .....

Lieu d'internement : ..... Feldgendarmerie de COMPIEGNE.

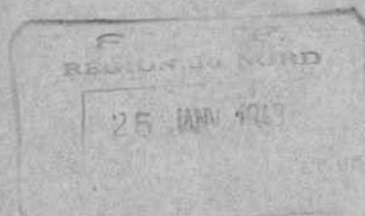
Nom du défenseur : .....

26 JAN 1943

Signé : CAMBOURNAC

(25 ex.)

COPIE pour Monsieur le Chef des  
Services Administratifs de la Direction  
Ci-joint, fiches de renseignements.



La Chef de la Subdivision du Personnel

*[Signature]*

23 JAN 1943

EL. N. 47.4 /1

N. 33.434

Arrestation par les  
Autorités allemandes

25 Jan

*[Signature]*

Monsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité N. 2.,

Les Hommes d'équipe DOUCET, Pierre et  
HANON, Robert, de COMPIEGNE, sont absents irrégulièrement de leur service du fait de leur arrestation par les autorités allemandes.

Prière de leur supprimer leurs appointements

DOUCET, à compter du 15 Janvier 1943

HANON

- 40 -

Signé: DELANNOY

52

COPIE pour Monsieur le Chef des Services  
Administratifs de la Direction

En lui précisant que HANON a été libéré le 20 Janvier 1943 et DOUCET le 21 Janvier 1943.

Je demande à M. BONDON d'intervenir auprès de l'E.B.D. en vue de connaître les faits reprochés à HANON et DOUCET.

Le Chef de la Subdivision du Personnel

EX?N.gp.4 A/1  
D.23.424

Arrestation par  
les Autorités  
allemandes



30 JAN 1943

Monsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité M.T.

Suite à ma lettre même référence du  
23 Janvier 1943.

Les Hommes d'équipe DOUCET, Pierre,  
et HANON, Robert, de COMPIEGNE, qui étaient  
absents de leur service depuis le 15 Jan-  
vier 1943 du fait de leur arrestation par  
les Autorités allemandes, ont été remis en  
fonctions après libération et je vous prie  
de leur rétablir leurs appointements comme  
indiqué ci-après :

- HANON... à compter du 21 Janvier 1943
- DOUCET.. à compter du 22 Janvier 1943.

Je vous indiquerai ultérieurement de  
quelle manière les intéressés doivent être  
traités pendant leur absence.

Signé : CHEVRIER

S.N.C.F.  
Région du Nord

Le Directeur  
de  
l'Exploitation



Le  
3 FEV 1943

DR/N.2/41  
D. N° 1878  
Libération d'agent  
incarcéré par  
les Allemands

Monsieur le Directeur du Service  
Central P.

Suite à la fiche de renseignements concer-  
nant les hommes d'équipe Hans Rohat et  
Soucelt, Peise-de-Compeigne  
que je vous ai adressée le 26 Janv. 1943  
Cet agent, incarcéré par les autorités  
d'occupation depuis le 11-1-1943  
est été libéré le 20 et 21-1-1943 et est repris  
son service les 21 et 22-1-1943

Le Directeur de l'Exploitation,

Signé : Oudet



COPIE pour:

M. le Chef des Services Administratifs  
de la Direction

15 MARS 1943

M. le Chef de la Subdivision de la Comptabilité  
M.T.

Pour application, comme suite à ma lettre même  
référence du 30 Janvier 1943.

M.M. COLLET  
LECOEUR  
CAREL  
LEROY

EX.N.G.p.4 A/1  
D. 23.424

P.25 du 11/3/1943

RÉGION du NORD

15 MARS 1943

DIRECTION de L'EXPLOITATION  
SERVICES ADMINISTRATIFS

Arrestation par les  
autorités allemandes

CONFIDENTIEL

Monsieur le Chef de l'Arrondissement  
de l'Exploitation de ST-QUENTIN.

Suite à votre lettre rappelée ci-dessus

1573  
in. Marty

Les autorités allemandes nous font  
connaître qu'aucun motif d'inculpation n'a  
été, en définitive, retenu contre les hom-  
mes d'équipe HANON Robert et DOUCET Pierre,  
de Compiègne, qui ont été incarcérés respec-  
tivement du 15 au 20 Janvier 1943 inclus et  
du 15 au 21 Janvier 1943 inclus à la suite  
d'un vol d'effets militaires commis au Cen-  
tre de Libération des Prisonniers de Guerre  
de Compiègne.

En conséquence, ces deux agents dont  
la solde a été supprimée recevront pour la  
durée de leur absence, en application de  
nouvelles dispositions décidées par le Ser-  
vice Central du Personnel, une allocation  
égale à la totalité de leurs appointements  
augmentée d'il y a lieu des allocations  
familiales.

....

Sur cette allocation seront opérées les retenues pour Caisse des Retraites et Caisse de Prévoyance lesquelles retenues seront versées à ces Caisses. L'allocation subira également les retenues fiscales et sera déclarée au fisc.

D'autre part, cette absence n'aura aucune répercussion sur l'avancement en échelon et en grade, la prime de fin d'année et le congé annuel de ces deux agents.

Je vous prie de prendre note de ces dispositions et d'aviser HANON et DOUCET.

SECTION DE L'EXPLOITATION  
SERVICES ADMINISTRATIFS

DELANNOY

D. 1873

DR 2

*Dowlens, Marceau.*



AGENTS SE TROUVANT DANS L'IMPOSSIBILITE  
D'ASSURER LEUR SERVICE DU FAIT DES AUTORITES ALLEMANDES

Noms et prénoms: DOURLENS Marceau, Maurice, Albert  
Grade: Chauffeur de route Elève-mécanicien  
Etablissement (1): Dépôt de LONGUEAU  
Né le 18 Septembre 1901 Commissionné le 1er Mai 1924  
Situation de famille (2): Marié, sans enfant

Absent du (3) du 21 Juillet 1941 en cours (mais jusqu'au 6/11/41)  
Motif de l'absence (5) Incarcéré par les Autorités allemandes, sur ordre  
de la Kommandantur.  
Le 20 Juillet 1941, <sup>vers 21h</sup> DOURLENS aurait été surpris par Monsieur HORN; Chef  
de dépôt allemand à Longueau, alors qu'il apposait une inscription sur la  
porte de son Bureau.

Rémunération mensuelle de l'agent (6)		autres éléments :	
Eléments fixes :	Traitement 1073	Primes de traction	180 )
"	Indemnité A 490	Gratification	52,50 )
"	--do-- B 253	Prime d'exploitation	2 )
		Dérogradation	6 )
		Allocations matinée, soirée, nuit	23 ) 258 Fr 50

Observations du service Dourlens de service 14/12 venait à la fin de son service  
consultat le feuille et c'est dans la salle d'affichage que M. Horn est  
venu l'appréhender. Il semble comme le confins d'ailleurs le témoignage  
du vinteur Lefebvre qui il n'a pas fourni que Dourlens ait commis  
l'acte incriminé. M. Horn de service de d'après Horns le Chef de Dépôt P. Horn



- (1) - Indiquer par exemple : Gare de Châlons-sur-Marne - dépôt de La Roche - service régional de l'Exploitation Ouest - district de Meaux.
- (2) - Indiquer si l'agent est marié ou célibataire; quelles sont les dates de naissance des enfants à sa charge. Si la femme a un emploi et si certains des enfants ont un emploi.
- (3) - Il s'agit de l'adresse complète de l'agent à l'adresse de cette fiche.
- (4) - Indiquer la date de reprise du service, si elle est connue.
- (5) - Exposer les faits qui sont à l'origine de cette absence, en indiquant dans le cas d'incarcération, si l'agent a contrevenu aux règlements de la SNCF, si une suite disciplinaire est envisagée s'il y a une suite judiciaire française.
- (6) - Indiquer la rémunération mensuelle en séparant, d'une part, les éléments fixes autres que les allocations familiales et de salaires unique et, d'autre part, l'ensemble des dernières allocations

du 21 juillet 1941

Inscrite par les autorités allemandes, sur ordre

de la Kommandantur.

Le 20 juillet 1941, DUCHESNE a été surpris par Monsieur HONNIGER

de dépôt allemand à Longueuil, alors qu'il effectuait une inscription sur la

porte de son bureau.

Autres éléments :  
 Titres de traction  
 Exploitation  
 Exploitation  
 Exploitation  
 Exploitation  
 Exploitation  
 Exploitation  
 Exploitation

1073  
 490  
 1.612

Éléments fixes : Traitement  
 Indemnité A  
 Indemnité B

100  
 100  
 100  
 100  
 100  
 100  
 100  
 100

SOCIÉTÉ NATIONALE PARIS, le  
DES  
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

28 JUIL 1941

M/B

M.T. 8

RÉGION du NORD

SERVICE DU MATÉRIEL  
ET DE LA TRACTION

Monsieur le Directeur de  
l'Exploitation, à PARIS.

R. C. Seine 275.448 B

SPD n°

S.N.C.F.  
RÉGION du NORD  
29 JUIL 1941

DIRECTION de l'EXPLOITATION  
SERVICES ADJUTÉS

J'ai l'honneur de vous informer  
que l'élève-mécanicien DOURLENS Marceau  
du dépôt de Longueau ne s'est pas pré-  
senté pour prendre son service le 21  
juillet 1941 à 14h.

Cet agent aurait été surpris, le  
20 courant, vers 22h. par M. HORN,  
Chef de dépôt allemand, alors qu'il  
inscrivait un V. surmonté d'une croix  
de Lorraine, sur la porte du bureau  
de ce fonctionnaire.

L'intéressé a été arrêté par  
les soins de la Kommandantur.

L'Ingénieur En Chef  
Chef du Service  
du Matériel et de la Traction,

*Mus*

5  
SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS 0.  
RÉGION DU NORD

18, Rue de Dunkerque — PARIS-X<sup>e</sup>

Tél. : TRUDAINE { 97-90 et la suite — Inter-Trudaine 33  
99-40 et la suite

Adresse Télégraphique NAFERNORD — Régistre du Commerce Seine N° 276.465 B

DIRECTION  
DE  
L'EXPLOITATION

D.R./N.2/47  
D.1873

V.R. : P.XVIII<sup>1</sup>  
du 26/9/1941

B/x-10-10  
Le 19  
Le Chef des Services Administratifs

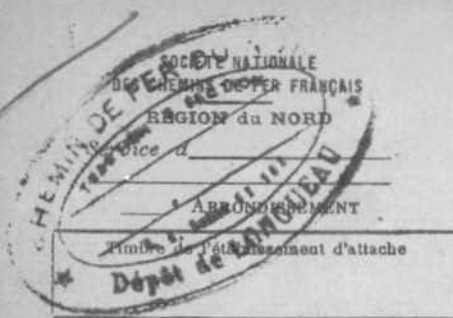
à Monsieur le Chef du Service M.T.-

Vous avez proposé d'accorder un secours de 1.000 f à Mme DOUROLENS, Marceau, femme de l'élève-mécanicien de LONGUEAU incarcéré par l'A.O. depuis le 21 Juillet 1941, en raison du manque de ressources et du mauvais état de santé de celle-ci.

M. le Directeur de l'Exploitation a écrit textuellement ce qui suit sur le P.XVIII.1 :

" Il n'y a pas de besoins réels d'après le dossier  
" puisque la femme de l'agent a touché la solde  
" jusqu'au 21 Juillet. Le secours de 1.000 f à accorder en une seule fois paraît exagéré".

*(Dans quelques temps)*  
Je vous serais obligé de faire revoir ~~de près~~ la situation de Mme DOUROLENS de façon à présenter une nouvelle proposition de secours qui, répondant strictement aux besoins de celle-ci, ~~ne devra pas dépasser 50 % de la rémunération de son mari.~~



109- rue Marcel Fayolle 42

U 177

DEMANDE D'explications

ÉCRITE s

(explications, observations, déclaration, etc.)

NOM et PRÉNOMS de l'agent LEFEVRE Jean  
auquel s'adresse la demande

Titre statutaire: Visiteur de machines Résidence: Longueueu

EXPOSÉ SUCCINCT DE LA DEMANDE

Le 20 Juillet 1941, vers 22h00 dans la salle d'affichage du dépôt de Longueueu, Monsieur HORN, Chef de dépôt Allemand, a appréhendé l'Elève-mécanicien DOURLENS Merceau, qui eurent été surpris apposant une inscription sur la porte de son Bureau.

Veuillez me faire savoir ce que vous savez sur cette affaire.

à Longueueu le 9 Août 1941

(Timbre et Signature)  
Le Chef de Dépôt Ppel

*Vallet*

RÉPONSE DE L'AGENT DATÉE ET SIGNÉE

*Etant venu apporter des cours de travail au s. chef j'ai vu l'élève-mécanicien Dourlens qui y était également. Portant derrière Dourlens à 18 mètres environ, et arrivant à la porte du Bureau de Monsieur Horn Chef de Dépôt Allemand j'ai vu Monsieur Horn adressant des reproches à Dourlens au sujet de V. marquer sur la porte de son Bureau. Voyant que ces reproches ne s'adressaient pas personnellement à Dourlens je ne lui ai pas eu l'air d'intervenir. J'ai été surpris quelques jours après d'apprendre son arrestation. Je puis certifier de bonne foi que Dourlens est innocent dans cette affaire. il n'aurait pas eu le temps nécessaire pour marquer ces V. Longueueu le 9.8.41. J. Lefevre*

LILLE IMP. J. DAVEL - 390 1.400 50.000 - Act 37280 I



4  
8 OCT 1941

DR/N2/47

D. 1873

---

VR: P.XVIII-1

du 26/9/41

Le Chef des Services Administratifs

à Monsieur le Chef du Service M.T.

Vous avez proposé d'accorder un secours de 1.000 f à Mme DOURLENS Marceau, femme de l'élève-mécanicien de LONGUEAU incarcéré par l'A.O. depuis le 21 Juillet 1941, en raison du manque de ressources et du mauvais état de santé de celle-ci.

M. le Directeur de l'Exploitation a écrit textuellement ce qui suit sur le P.XVIII.1 : "Il n'y a pas de besoins réels" d'après le dossier puisque la femme de " l'agent a touché la solde jusqu'au 21 " Juillet. Le secours de 1.000 f à accorder " en une seule fois paraît exagéré".

Je vous serais obligé de faire revoir dans quelque temps la situation de Mme DOURLENS de façon à présenter une nouvelle proposition de secours qui réponde strictement aux besoins de celle-ci.

Signé : Oudot

SOCIÉTÉ NATIONALE

DES

CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION du NORD

SERVICE DU MATÉRIEL  
ET DE LA TRACTION

R. C. Seine 186.448 B

Subdivision du Personnel

Al n° 6226

M.T. 8

Amiens le 11 Novembre 1941 L

Reprise de S. & 6-11-  
téléph. H. Prunier  
p. M.T.

12 NOV 1941

RÉGION du NORD

15 NOV 1941

DIVISION de L'EXPLOITATION  
SERVICES ADMINISTRATIFS

Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
(Subdivision du Personnel)  
à LA CHAPELLE

- DOUROLINS Marceau, Elève-mécanicien  
à Longueau - Incarcéré par les  
Allemands -

Suite à ma lettre A. n° 4563 du  
19 Août dernier.

L'intéressé, condamné par les  
Allemands à 3 mois de prison à  
compter du 6 Août dernier, a été  
libéré le 5 Novembre 1941.

Le Chef du 3ème Arrondissement  
de la Traction

Transmis à

M. le Chef des Services  
Administratifs à Paris, pour le tenir  
au courant (suite à lettre SPD 3797 du  
28 juillet, de M. le Chef du Service).  
La Chapelle, le: 14 NOV 1941

Ingénieur Principal  
Chef de la Subdivision du Personnel



D.

26 NOV 1941

Monsieur le Directeur du Service  
Central du Personnel.

DR/N2/41  
D.1873

*Libération d'un  
agent incarcéré  
par l'autorité allemande*

Comme suite à la fiche de renseignements que je vous ai adressée le 4 Octobre 1941, j'ai l'honneur de vous aviser que l'élève-mécanicien DOURLINS Marceau, du dépôt de LONGUEAU, a été libéré le 5 Novembre 1941.

Il a repris son service le 6 Novembre.

/Le Directeur de l'Exploitation,  
Signé : Oudot

5<sup>e</sup> cat. / Élève-racéanicien, incarcéré par l'A.O. du 21/7 au 6/11/41 (condamné à 3 mois de prison pour inscription gaulliste sur la porte du bureau du chef de dépôt allemand à Longueau): traité sans solide.

Marié, sans enfant, logé dans une maison appartenant à sa belle mère de l'agent.

Par suite de son mauvais état de santé, la femme ne peut travailler: elle a reçu 7.594<sup>f</sup>, reliquat de solde du mari. Peut-être a-t-elle été aidée par sa propre mère?

Le dossier ne laissant pas apparaître de besoins réels, vous avez trouvé exagéré le secours de 1.000<sup>f</sup> à accorder en une seule fois proposé par M. Parmantier.

Sans fournir d'autre justification que le coût actuel de la vie, M.T. demande de fixer le montant du secours à allouer.

La perte de rémunération pendant 3 mois  $\frac{1}{2}$  s'élève à environ 7.500<sup>f</sup>. Le taux maximum de 50% pour les agents de cette catégorie donne 3250<sup>f</sup>.

L'agent a repris son service le 6.11.41 et n'a rien demandé depuis. Ne pourrions nous faire un geste en accordant un secours de 500 ou 1000<sup>f</sup>

1000 fr 18/12

19-12-41



DR/N2/41-D1833

Transmis à M. le Directeur des S.C.P.

Comme suite à la lettre P 5829 du 15-5-41  
& l'intéressé est traité sans solde. J'examine l'opportunité d'attribuer une somme.

4 OCT 1941

LE DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION

~~Sig~~ : CAMBOURNAC

reche a four

De

Europe on a mis 9 jours - du 11 Nov au 24 Nov -  
pour écrire ces 9 lignes, on aurait pu indiquer  
sur un fichet si le Service MT a reçu la  
question de vous et la femme -

Très urgent

Le projet de lettre a été passé  
à la presse le 18-11-41.

J'avais auparavant téléphoné à MT  
pour connaître la date de reprise du  
SE, la lettre de MT m'indiquant que la  
date de libération.

MT a, pour me renseigner, téléphoné  
au 3<sup>e</sup> Arr<sup>t</sup> T<sup>m</sup> à Amiens et ne m'a répondu  
que le lendemain après rappel.

va J  
24-11-41  
M. Roussier  
Téléphoner et faire  
le fichet

Le Service MT nous ~~transmet~~ une  
lettre du 3<sup>e</sup> Arrond<sup>e</sup> T<sup>on</sup> à Amiens, en  
réponse à notre lettre du 28-10-41  
lui demandant de revoir la situation  
de M<sup>me</sup> Doublens pour l'octroi éventuel  
d'un secours en rapport avec ses  
besoins réels.

Nous renseigner le Scl pour  
la remise en service de Doublens  
et examinerons d

27 21 151  
un moment

SR<sup>e</sup>

D. 1873.

Journal. Alcide.  
(voir courtois<sup>e</sup> Garçon)



S.N.C.F.

Region de Nord

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les autorités d'occupation

4/5

Premiers renseignements fournis téléphoniquement par le 38 Arrond  
des V.A.S. à Tergnier le 3 Mars 1943

NOM:

DOURNEL

Prénoms . . . . . Alcide, Emile, Ovide  
Grade de la S.N.C.F. . . . . Aide-couvrier  
Résidence de service . . . . . Longueau V.A.  
Date d'entrée à la S.N.C.F. . . . . 3 Septembre 1919  
Date et lieu de naissance . . . . . 25 Avril 1891 à Narlu (Somme)  
Domicile civil . . . . . 69, Rue Sadi Carnot à Ailly-s/Noye (Somme)  
Situation de famille . . . . . Marié-3 enfants: 29, 22, 19 ans  
Qualités professionnelles . . . . . Normales  
Services militaires . . . . . Appelé le 4.10.1918 Libéré le 21.7.1919  
(grade, campagnes, citations, 100 Rgt chasseurs à cheval 28 classe  
blessures) . . . . . Campagne contre l'Allemagne  
Affiliation politique (s'il y a lieu) . . . . . Néant  
Date de l'arrestation . . . . . Convoqué pour interrogatoire à la Militar  
Polizei d'Amiens le 1.3.1943 à 15h, et non  
relâché  
Motif de l'arrestation . . . . . Cet agent montait la garde des voies ferrées  
sur le territoire d'Ailly-s/Noye le 28.2.  
1943 à 22h près du lieu du deraillement  
d'une machine haut le pied survenu le même  
jour à 22h. 30  
Condamnation . . . . .  
Date, tribunal, motif . . . . .  
Eléments de toute nature suscepti-  
bles de justifier un recours  
en grâce . . . . .  
Lieu d'internement . . . . .  
Nom du défenseur . . . . . - 6 MAR 1943

OK/N2/N1.D 1875

Resté en France le 24.6.1945  
actuellement en traitement à la  
Salpêtrière pour paralysie des  
deux jambes.  
avisé S.C.D le 9.7.1945.

ScP au Division  
Le Directeur  
Signé: CAMBOURNAC

S.N.C.F.

Région du NORD

PARIS, le 19 MAI 1943

Service du Matériel  
et de la Traction

Monsieur le Directeur à PARIS

S.P.D. N° 6184

DOURNEL Alcide, aide-ouvrier et GARGON Marcel  
ouvrier à LONGUEAU - incarcérés par les auto-  
rités allemandes.

Je vous informe que ces deux agents, qui avaient été incarcérés par les autorités allemandes le 1.3.1943 à la prison d'Amiens à la suite d'un attentat commis sur la voie ferrée au km. 114 à Ailly-sur-Noye, au cours de la période de garde qu'ils effectuaient dans ce secteur, ont été transférés au Frontstalag 122 à Compiègne le 24.3.1943 et que le 28.4.1943 ils ont été dirigés sur l'Allemagne.

Je vous tiendrai au courant des renseignements complémentaires que je pourrais éventuellement obtenir, notamment de M. STEINER, à qui je signale cette situation.

Le Chef du Service du Matériel et  
de la Traction,  
signé: PARMANTIER.

D.R/N.2/41

D.1873

24 MAI 1943

TRANSMIS à Monsieur le Directeur  
du Service central P.

comme suite à mes transmissions du 6 Mars 1943.

Je vous demanderai de vouloir bien intervenir auprès de l'ambassade de BRINON en vue de connaître la nouvelle adresse des intéressés, de manière à pouvoir rassurer les familles.

Le Directeur,

Signé : CAMBOURNAC

C O P I E

-----

- A T T E S T A T I O N -

-----

Je soussigné, BEGUE Jean, Ingénieur, Chef de l'Arrondissement du Matériel à TERGNIER (Aisne) certifie que M. DOURNEL Alcide, né le 25.4.1891, actuellement détenu au Camp de Konzentrationlager bei BERLIN - geb. 25491 N° 65278 Block q/Bei Oranienbourg, fait partie du Personnel de la Région du Nord depuis le 3 Septembre 1919, en qualité d'Aide-ouvrier (leveur) aux Ateliers de LONGUEAU.

Cet agent est honnête et consciencieux et ni son travail, ni sa conduite, n'ont jamais donné lieu à observations.

En raison de l'importance des travaux urgents à exécuter pour le compte des Autorités Allemandes, la présence de DOURNEL est très utile dans l'Atelier de LONGUEAU où les effectifs de professionnels sont nettement déficitaires.

TERGNIER, le 10 JUILLET 1943.

L'Ingénieur  
Chef de l'Arrondissement du  
Matériel,  
s) BEGUE.

S.N.C.F.

Région du NORD

Service M.T. Subdv. V.&W.

-:-

76. ~~15~~ liste des agents qui reprennent leur service après avoir été libérés des prisons ou camps où ils avaient été incarcérés par les autorités d'occupation.

NOM & PRENOM	Grade	Etablissement d'attache	Lieu d'internement	Dates	
				de la libération	de repris de Service
DOURNEL Alcide	AIO	LONGUEAU ATW	Camp d'Orionembourg	?	Rentré en France le 24/6/45. Actuelle- ment en traitement à la Salpê- trière pour paralysie des 2 jambes

TRANSMIS A :

Monsieur le Chef du Service du Matériel  
et de la Traction.

-Subdivision du Personnel-

à LA CHAPELLE

TERGNIER, le 3 JUILLET 1945

L'Ingénieur,  
Chef de l'Arrondissement  
du matériel.

*Philippe 9/7/45*



X 1231

11.1873

DR<sup>2</sup>

Douyin, Georges

Arras, le 15 juin 1945

Monsieur PARADIS,  
 Chef de la Subdivision du Secrétariat  
 et du Personnel du Service de la Voie  
 PARIS

En vertu des instructions de M. GUILLAUME, Chef du Service de la Voie et des Bâtiments en date du 23 avril 1945, je vous informe que M. DOUVIRIN Georges, Aux. CT à Arras, déporté politique, est rentré le 15 mai 1945.

Le Chef du 5e Arrond<sup>t</sup> V.B.  
 de Villèle

Paris, le 21 juin 1945

VB N/gp B<sup>2</sup>

Monsieur de VILLELE,

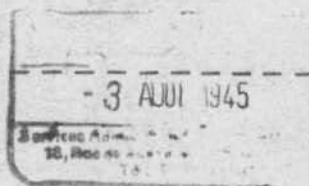
Je n'ai pas été tenu au courant de l'arrestation de cet auxiliaire.

A quelle date a-t-il été arrêté et dans quelles circonstances ? joindre notice en régularisation.

Le Chef de la Subdivision  
 du Secrétariat et du Personnel V.B.  
 PARADIS

Paris, le 31 juillet 1945

VB N/gp B<sup>2</sup>



COPIE à Monsieur le Chef des Services Administratifs  
 pour le tenir au courant.

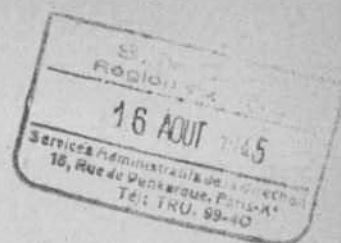
Le Chef de la Subdivision du Secrétariat  
 et du Personnel du Service de la Voie

*[Signature]*

*reçu le 2 10/73  
 et refait par [illegible]*

S.N.C.F.  
-----  
Région du NORD  
-----

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation  
-----



Nom : DOUVRI  
Prénoms : Georges  
Grade à la S.N.C.F. : Auxiliaire cantonnier  
Résidence de service : Arras  
Date d'entrée à la S.N.C.F. : 17 mars 1941  
Date et lieu de naissance : 19 mai 1922  
Domicile civil : 18 rue de Jérusalem - Arras  
Situation de famille : Célibataire  
Qualités professionnelles :  
Services militaires (grade, campagnes, citations, blessures) { Néant  
Affiliation politique (s'il y a lieu) {  
Date de l'arrestation : 20 juillet 1943  
Motifs de l'arrestation { Politique  
Condamnation : Déporté  
Date, tribunal, motif { Néant  
Eléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce {  
Lieu d'internement : Camp Odheiu 4 Baracke n° 13  
Nom du défenseur :

D.R.N. 2.41.

D.1873

16 AOUT 1945

*Service Central du Personnel 1<sup>er</sup> Division,*  
*Le Directeur*

Signé: BEHAL



D. 1873

SR2

Srelon, Gustave

Manuscrit  
de la bibliothèque  
et de la bibliothèque



*Vie*

(Nom et Prénoms) *Paul, Henri*

*Chemin de Fer du Nord*

UNION P. R. NORD  
MT. 055  
PRODUCTION  
BUREAU CENTRAL  
ARCHIVES

*Titre statuaire*

(au crayon)

DATE DE NAISSANCE

*Résidence*

(au crayon)

*Amiens*

*Radiation*

date du départ de la Cie

motif

N <sup>os</sup> d'ordre	N <sup>os</sup> d'entrée	N <sup>os</sup> d'ordre	N <sup>os</sup> d'entrée	N <sup>os</sup> d'ordre	N <sup>os</sup> d'entrée	N <sup>os</sup> d'ordre	N <sup>os</sup> d'entrée
1		16		31		46	
2		17		32		47	
3		18		33		48	
4		19		34		49	
5		20		35		50	
6		21		36		51	
7		22		37		52	
8		23		38		53	
9		24		39		54	
10		25		40		55	
11		26		41		56	
12		27		42		57	
13		28		43		58	
14		29		44		59	
15		30		45		60	

5000-2-37

(Nom et Prénoms)

Quand l'agent quitte la Compagnie, la date et le motif de son départ doivent être portés sur cette chemise qui doit être annulée par un trait tracé en diagonale, au crayon de couleur, dans toute sa longueur, puis laissée à part.

13 JUIN 1944

51

COPIE pour Monsieur le Chef des Services  
Administratifs de la Direction

Ci-joint fiche de renseignements.

Régio
14 JUIN 1944
Services Administratifs 18, Rue de Denfert-Rochereau, Paris-XI Tél: TRU. 99-40

Le Chef de la Subdivision du Personnel

*Delannoy*

Monsieur LATOUCHE  
Ingénieur Principal  
Représentant de la S.N.C.F.  
auprès de l'E.B.D. LILLE.

EX.N.g.p.4A/1

D.57.496

Arrestation  
par les  
autorités  
allemandes

L'auxiliaire DRELON Gustave, de la gare de BILLY-MONTIGNY, a été arrêté à son domicile par les autorités allemandes le 25 mai 1944.

D'après les premiers renseignements recueillis par M. D'HIVER, DRELON ex-prisonnier de guerre libéré pour travailler dans les Houillères du Pas-de-Calais se serait fait admettre à la S.N.C.F. sans qu'ait été levée la réquisition des Mines.

Je vous serais obligé d'effectuer une démarche à l'E.B.D. Lille afin de savoir si tel est bien le motif de l'arrestation de DRELON et quelle suite est envisagée le cas échéant.

Né le 21 octobre 1916 à TOURS (Indre-et-Loire) et marié sans enfant, DRELON est domicilié à CARVIN (Pas-de-Calais).

m/6  
*un autre*

Signé: DELANNOY

S. N. C. F.

Région du Nord

Renseignements à fournir en cas  
d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F. par  
les Autorités d'Occupation



NOM . . . . . DRELON

Prénoms . . . . . Gustave

Grade à la S.N.C.F. . . . . Auxiliaire

Résidence de service . . . . . BILLY-MONTIGNY

Date d'entrée à la S.N.C.F. . . . . 8 décembre 1943

Date et lieu de naissance . . . . . 21/10/1916 à Tours (I. & L.)

Domicile civil . . . . . à CARVIN (P. de C.)

Situation de famille . . . . . Marié sans enfant

Qualités professionnelles . . . . . Bon agent, dévoué et courageux

Services militaires  
(Grade, campagnes, citations,  
blessures) . . . . . } Campagne 39/40  
Appelé 19/10/37, libéré 18/6/43

Affiliation politique  
(s'il y a lieu) . . . . . }

Date de l'arrestation . . . . . 25 mai 1944

Motifs de l'arrestation . . . . . } Entré à la S.N.C.F. sans levée de réqui-  
sition des mines

Condamnation . . . . . }

Date, tribunal, motif . . . . . }

Eléments de toute nature sus-  
ceptibles de justifier un  
recours en grâce . . . . . }

Lieu d'internement . . . . . 26, rue Royale à Lille

Nom du défenseur . . . . .

S 1873

16 JUIN 1944

SCP au Directeur  
Le Directeur

Signé: LEMAIRE

La subdivision du Personnel Ex  
questionne l'Aut. sur les condi-  
tions dans lesquelles Drelon  
est passé irrégulièrement des  
Mines à la SNCF.

9



arrestation de Delon fortave. auxiliaire —

Dans sa demande d'admission à la SNCF, Delon n'a pas mentionné son envoi aux mines comme prisonnier de guerre libéré au titre de la relève. Lorsqu'il a été embauché le 8 Déc. 1943, le chef d'Ant. savait qu'il s'agissait d'un ex-prisonnier de guerre libéré à ce titre.

(renseignements fournis  
par l'Ex le 5 juillet 44)

D. Delon  
5/7

un martyr

lef

E.B.D. LILLE  
3 P 1b Pos  
St L III 157/44

Lille le 30 Juillet 1944.

A la S.N.C.F. auprès de  
l'E.B.D. LILLE

Objet : Affaire DRELON - votre lettre du 16.6.44.

DRELON Gustave a été arrêté pour avoir changé d'emploi, mais il a été remis en liberté entre temps. D'autres mesures ne sont pas envisagées contre lui.

(s) Dr. FENWARTH

EX.N.g.p.4 A/1

D. 57.496



Paris, le 12 AOUT 1944

Arrestation  
par les  
Autorités  
allemandes

A N S M I S

à Monsieur le Chef des Services Administratifs  
de la Direction,

comme suite à ma lettre même référence du 13 Juin  
1944, en lui confirmant que l'auxiliaire DRELON a  
été remis en service le 1er juin 1944.

16.8  
Fenwarth

/ Le Chef de la Subdivision du Personnel

*[Signature]*

G.

E.B.D. LILLE  
3 P 1b Pos  
St L III 157/44

Lille le 30 Juillet 1944

à la S.N.C.F. auprès  
de l'E.B.D. LILLE

Objet : Affaire DRELON - votre lettre du 16/6/44

DRELON Gustave a été arrêté pour avoir  
changé d'emploi, mais il a été remis en liberté  
entre temps. D'autres mesures ne sont pas envi-  
sagées contre lui.

(s) Dr. GENWARTH.

EX N.g.p.4 A/1

Le -2 SEPT 1944

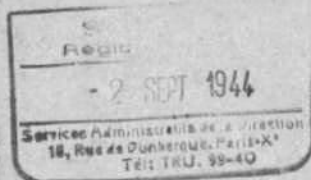
D. 57.496

Arrestation par  
les autorités  
allemandes

Copie pour M. le Directeur du S.C.P.  
(Service des prisonniers)

---  
DR/N.2/41  
D.1873

Pour le tenir au courant. Cet agent  
a repris son service le 1er juin 1944.



Le Directeur,

Signé: OUD01

Oct. 1873

(SR 2)

At

Drouart, Ernest.



S.N.C.F.

Région du Nord

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation



Nom : DROUART

Prénoms : Ernest

Grade à la S.N.C.F. : s/chef de canton

Résidence de service : SAINS du Nord

Date d'entrée à la S.N.C.F. : 1/1/1937

Date et lieu de naissance : 7 août 1913 à FERRIERE-la-GRANDE(Nord)

Domicile civil : rue de Fourmies à Glageon Ceuplevoie (Nord)

Situation de famille : marié 1 enfant 5 ans

Qualités professionnelles : bon agent

Services militaires (grade, campagnes, citations, blessures) : 12<sup>e</sup> Rég<sup>t</sup> d'Artillerie du 19.10.34 et 12.10.35

Affiliation politique (s'il y a lieu) : Néant

Date de l'arrestation : 11.7.1944 à son domicile à 5,30 h à la suite d'une rafle des autorités allemandes dans le village.

Motifs de l'arrestation : Plusieurs personnes étrangères à la S.N.C.F. ont été arrêtées.  
Démarche faite auprès des autorités locales allemandes.

Condamnation :

Date, tribunal, motif :

Éléments de toute nature susceptibles de justifier un recours en grâce :

Lieu d'internement : Avesnes provisoirement.

Nom du défenseur :

D. 1873

SCL de l'Industrie  
de l'Industrie27. Avril 1945  
rentré en France SCL arrié) 26 JUL 1944

30 avril 1945 : Requête de Service.

Signé: GUDOT  
Signé: LEMAIRE

Copie à Monsieur le Chef des Services  
administratifs,  
pour le tenir au courant

Paris, le 8 août 1944



Monsieur ROUSSEL,

VR.H.SP-B/2

*cf a*

Je vous informe qu'il a été décidé d'attribuer à M. DHOUARE Ernest, S/chef de canton à Sains-du-Nord, arrêté par les autorités allemandes, le 11 juillet 1944, une allocation mensuelle correspondant aux 3/4 de sa rémunération augmentée de la totalité des allocations familiales et ce, depuis la date de mise en état d'arrestation de l'intéressé.

L'imputation est à faire au chapitre 1er, article 18, § 3.

Par ailleurs, les dispositions complémentaires ci-après sont à prendre à l'égard de l'intéressé :

- les retenues pour la Caisse des Retraites et la Caisse de Prévoyance devront être opérées, lesquelles seront versées à ces caisses.

En outre, l'allocation versée subira les retenues fiscales et sera déclarée en fisc.

*16 8  
h. m. a. t.*

le Chef de la Subdivision  
du Secrétariat et du Personnel

Valenciennes, le 7 juillet 1945

VB/N va 7

Reprise de Service  
des déportés  
rapatriés

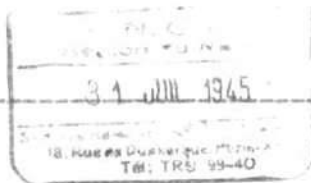
Monsieur PARADIS,

Suite à précédente correspondance concernant le retour des prisonniers de guerre et déportés en Allemagne, je vous signale que M. DROUART Ernest, sous-chef de canton à Sains-du-Nord, déporté, a repris son service le 30 avril 1945.

L'Ingénieur de la Voie,

"HARDY"

V.B/N.gp-B2



Paris, le 28 juillet 1945

Copie à Monsieur le Chef des Services Administratifs,  
pour le tenir au courant.

*W*  
*Mettez note  
à la carte et cf.*

Le Chef de la Subdivision du Secrétariat  
et du Personnel du Service de la Voie



Oct. 1873

See

Bruon, Alexandre.



10  
Monsieur le Chef des Services Administratifs de la  
Direction,

Ci-joint fiches de renseignements, et copies des rapports de  
M. le Chef de l'Arrondissement de l'Exploitation de Lille  
relatifs à l'arrestation de DRUON et à la condamnation de  
celui-ci à une amende de 1.500 frs.

EX.N.g.p.4 A/1  
D. 23.696

Arrestation par les  
Autorités allemandes

VR: P<sup>9</sup> du 27-12-1943

Le Chef de la Subdivision du Personnel



5 JAN 1944

Monsieur le Chef de l'Arrondissement  
de l'Exploitation de LILLE

Suite à votre lettre rappelée ci-contre concer-  
nant le brigadier DRUON Alexandre, de Fives-St-  
Sauveur, qui a été absent de son service le 29 Octo-  
bre 1943 du fait de son arrestation par les autorités  
allemandes.

La solde de cet agent sera supprimée pour la  
journée considérée, mais DRUON recevra, en contre-  
partie, une allocation égale à la totalité de ses  
appointements augmentée s'il y a lieu des alloca-  
tions familiales. J'interviens à cet effet auprès  
de M. le Chef de la Subdivision de la Comptabilité MF.

Sur cette allocation devront être opérées les  
retenues pour Caisse des Retraites et Caisse de Pré-  
voyance, lesquelles retenues seront versées à ces  
caisses. Il y aura lieu également à retenues fiscales  
et à déclaration au fisc.

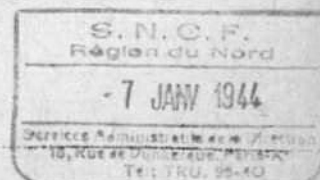
Signé: DELANNOY

6/1  
monarty

S.N.C.F.

Région du Nord

Renseignements à fournir  
en cas d'arrestation d'un agent de la S.N.C.F.  
par les Autorités d'occupation



NOM . . . . . DRUCH  
Prénoms . . . . . Alexandre Georges  
Grade à la S.N.C.F. . . . . brigadier  
Résidence de service . . . . . Fives-St-Sauveur  
Date d'entrée à la S.N.C.F. . . . . 4/10/1912  
Date et lieu de naissance . . . . . 24/3/1889 à MARETZ  
Domicile civil . . . . . Lille, rue Barthélémy Delespaul, n° 131  
Situation de famille . . . . . marié le 26.4.1913 - 3 enfants âgés de 29,  
27, 14 ans.  
Qualités professionnelles . . . . . normales  
Services militaires  
(Grade, campagnes, citations,  
blessures) . . . . . appelé le 14.10.1910 au 9° bataillon de  
chasseurs à pieds.  
libéré le 1.10.1913  
Affiliation politique  
(s'il y a lieu). . . . .  
Date de l'arrestation . . . . . arrêté dans la soirée du 28 Octobre 1943 a été li-  
béré le 29 Octobre à 16 heures et remis en service  
le 30 Octobre 1943.  
Motifs de l'arrestation . . . . . accusé de bris d'une vitre à un wagon aménagé pour  
le transport des troupes  
Condamnation . . . . . 1.500 frs d'amende.  
Date, tribunal, motif . . . . .  
Eléments de toute nature sus-  
ceptibles de justifier un  
recours en grâce . . . . .  
Lieu d'internement . . . . .  
Nom du défenseur . . . . .

D. 1873  
- 7 JAN 1944

S.C.P. No 107  
Le Directeur  
Signé: CAMBOURNAC

500 ex.

DR/N 2/41. 8 1873

21072  
regard

M. Chebrier

Notre P. XVIII. I Le 28. 1. 80  
aff. Duon

Suite à la <sup>notre</sup> proposition de secours  
établie en faveur du brigadier Duon,  
Alexandre, de Eivies.

Je vous prierais de me faire connaître  
la provenance des morceaux de bois que  
cet agent a ramassés dans la cour  
aux charbons, alors qu'il n'était plus  
de service. Que serait ce faire Duon?  
S'il avait l'intention de les importer  
chez lui, en avait-il demandé et obtenu  
l'autorisation?

J'ai autre fait comment Duon expli-  
que. A. il qu'il voulait enlever un clou  
restant dans un morceau de bois en  
frappant cette pièce de bois sur le  
plancher d'un wagon?

L'Ingénieur en Chef

SOCIÉTÉ NATIONALE  
CHEMINS de FER FRANÇAIS

Région NORD

DR/N2/41-D 1873

V.R. P XVIII I du  
28.1.44

Monsieur le Chef du Service EX.

Aff. DRUON

Suite à votre proposition de  
secours en faveur du brigadier DRUON,  
Alexandre de FIVES.

Je vous prierais de me faire connaître la provenance des morceaux de bois que cet agent a ramassés dans la cour aux charbons, alors qu'il n'était plus de service. Que devait en faire DRUON ? S'il avait l'intention de les emporter chez lui, en avait-il demandé et obtenu l'autorisation ?

D'autre part, comment DRUON explique-t-il qu'il voulait enlever un clou restant dans un morceau de bois en frappant cette pièce de bois sur le plancher d'un wagon ?

Le Directeur,

*Vous avez proposé  
un secours à Druong qui  
a dû acquiescer sans en dire  
rien. Si cet agent avait été  
à l'exportation, les morceaux de bois  
ramassés dans la cour auraient  
devient à vous une punition pour  
gaspillage.  
A priori, il est donc entièrement  
responsable de ce qui s'est passé.  
Veuillez en tenir compte.  
Vef 14/2*



S.N.C.F.  
Région du Nord S.N.C.F.  
Région du Nord Le

DR/N2/41

D.1873

21 FEV 1944  
Services Administratifs de la Direction  
18, Rue de Valenciennes, Paris-X  
Tél: TRU. 59-40

21 FEV 1944

VP XVIII-1 du 28/1  
1944

Aff. DRUON

Monsieur le Chef du Service EX.,

Vous m'avez proposé d'accorder un secours de 1300f au brigadier DRUON Alexandre, de FIVES, qui a dû acquitter une amende de 1500f infligée par les autorités allemandes.

Cet agent a déclaré que, venant de terminer son service et se rendant au vestiaire, il a ramassé quelques morceaux de bois dans la cour aux charbons; voulant faire sortir un clou d'un de ces bouts de bois en frappant la pièce sur le plancher d'un wagon aménagé pour le transport des troupes, il a été, à ce moment, aperçu par un visiteur allemand qui l'a accusé d'avoir brisé une vitre de ce wagon.

En somme, il n'y a aucune relation de cause à effet entre le service de l'agent et la condamnation dont il a été l'objet. DRUON s'est exposé lui-même imprudemment à une intervention du service de surveillance allemand et on peut même constater qu'à l'origine de l'incident se trouve un acte de "ramassage" répréhensible d'après nos errements.

Dans ces conditions, et étant donné qu'a priori la situation budgétaire de notre agent apparaît normale, il me paraît peu opportun de prendre à notre charge une part aussi importante de l'amende payée par notre agent.

Voudriez-vous revoir cette affaire en tenant compte des considérations ci-dessus ?

Le Directeur,

Signé : CAMBOURNAC

PARIS, le - 1 MARS 1944

S. N. C. F.  
Région du Nord

- 2 MARS 1944

Services Administratifs de la Direction  
18, Rue de Dunkerque, Paris-X  
Tél: TRU 99-40EX.N.G.P.4 A/1  
D.23.696

Affaire DRUON

Monsieur le Directeur,

VR : DR/N2/41  
D.1.873  
du 21/2/1944

Le Brigadier DRUON, Alexandre, de FIVES, ne peut être considéré comme coupable d'avoir brisé volontairement la vitre d'un fourgon le 28 Octobre 1943.

*même*

Je vous aurais <sup>même</sup> proposé de lui accorder un secours correspondant à la totalité (1.500f) de l'amende qu'il a dû verser, si je n'avais pas tenu compte de la faute, peu grave d'ailleurs, qu'il a commise en ramassant quelques morceaux de bois dans la cour de la gare.

J'ai estimé que DRUON serait suffisamment puni par la participation de 200 f laissée à sa charge, sans qu'il y ait lieu d'infliger une autre sanction.

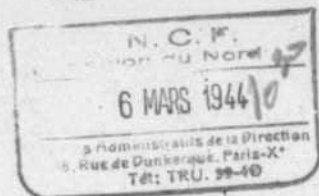
Je maintiens donc ma proposition d'accorder un secours de 1.300 f à DRUON.

Le Chef du Service de l'Exploitation

C. J. J. J.

*2 III*  
*le Supr*  
*Augment de*  
*circulation - qu*  
*à passer valent*  
*du serant par*  
*loger de l'ave*  
*un défendu*

Région du Nord



Monsieur le Directeur,

Il est à peu près certain que DRUON ne doit pas être considéré comme coupable du bris volontaire de la vitre du fourgon, mais comme les faits se sont passés en dehors du service, nous pouvons très bien ne rembourser qu'une partie de l'amende.

Mais faut-il aller à 1.300f sur 1.500f ?

A Je joins un dossier où, dans une affaire qui s'était passée alors que l'agent venait de prendre son service, on a accordé 250f seulement sur 500f.

B D'autre part, le brigadier DRUON a commis une faute en ramassant, sans autorisation, des morceaux de bois dans la cour de la gare et, pour le principe, il semble qu'une sanction devrait lui être infligée pour ramassage; celle-ci pourrait être fixée au BAI.

*Benard*

*lu. audit*

A/ Secours 1000 - *(lu. Druon via son chef)*

B/ Pas de punition pour B.

4/3

*L*

20

6/3

1873

Monsieur le Directeur,

Il est à peu près certain que DRUON ne doit pas être considéré comme coupable du bris volontaire de la vitre du fourgon, mais comme les faits se sont passés en dehors du service, nous pouvons très bien ne rembourser qu'une partie de l'amende.

Mais faut-il aller à 1.300f sur 1.500f ?

Je joins un dossier où, dans une affaire qui s'était passée alors que l'agent venait de prendre son service, on a accordé 250f seulement sur 500f.

D'autre part, le brigadier DRUON a commis une faute en ramassant, sans autorisation, des morceaux de bois dans la cour de la gare et, pour le principe, il semble qu'une sanction devrait lui être infligée pour ramassage; celle-ci pourrait être fixée au BAI.

"Budet"

M. Budet

A. Accorder 1000 f (Druon n'a qu'un enfant)

B. Pas de punition pour B.

"Lemaire"

4/3.